

CARMEN ROUSSEAU

LES DEBUTS DE LA RADIO

ABITIBIENNE

1939-1957



COLLEGE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE

CAHIERS DU DEPARTEMENT D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE

TRAVAUX DE RECHERCHES NO. 8

ROUYN

JANVIER 1984



Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Mise en garde

La bibliothèque du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a obtenu l'autorisation de l'auteur de ce document afin de diffuser, dans un but non lucratif, une copie de son œuvre dans Depositum, site d'archives numériques, gratuit et accessible à tous.

L'auteur conserve néanmoins ses droits de propriété intellectuelle, dont son droit d'auteur, sur cette œuvre. Il est donc interdit de reproduire ou de publier en totalité ou en partie ce document sans l'autorisation de l'auteur.

Ouvrage publié par le
Comité de la collection

Les Cahiers du Département d'Histoire et de Géographie

Maurice Asselin, responsable
Louise-Hélène Audet
Guy Lemire
Benoît-Beaudry Gourd
Yvon Lafond
Nicole Berthiaume

Maquette de la couverture: HEBERT/SIMARD
Rouyn.

(C) Cahiers du Département d'Histoire et de Géographie
Collège de l'Abitibi-Témiscamingue.

Dépôt légal - 1er trimestre 1984
Bibliothèque nationale du Québec

Les Cahiers du Département
d'Histoire et de Géographie

Déjà parus

Recueils d'étude

- . Cahier no. 1: Abitibi-Témiscamingue. Quatre études sur le Nord-Ouest québécois, 1974 (épuisé).
- . Cahier no. 2: L'Abbitibbi-Témiskaming. Hier et aujourd'hui, (1975) (épuisé).
- . Cahier no. 3: De l'Abbitibbi-Témiskaming, 1976 (épuisé).
- . Cahier no. 4: De l'Abbitibbi-Témiskaming 4, 1977 (épuisé).
- . Cahier no. 5: De l'Abbitibbi-Témiskaming 5, 1979 (épuisé).

Monographies

- . Normand Paquin, Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, 1981, 206 p. (épuisé).
- . Nicole Berthiaume, Rouyn-Noranda, 1981, 169 p.

Travaux de recherches

- No. 1 Travaux du Séminaire sur l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue de l'Université du Québec, 1980, (épuisé).
- No. 2 Benoît-Beaudry Gourd, Mines et Syndicats en Abitibi-Témiscamingue, 1981, (épuisé).
- No. 3 Benoît-Beaudry Gourd, Le Klondyke de Rouyn et Les Dumulon, 1982, 114 p.
- No. 4 Maurice Asselin, La Colonisation de l'Abitibi. Un projet géopolitique, 1982, 171 p.
- No. 5 Benoît-Beaudry Gourd, Angliers et le remorqueur T.E. Draper, 1983, 95 p.
- No. 6 Benoît-Beaudry Gourd, La mine Lamaque et le village minier Bourlamaque. Une histoire de mine, 1983, 117 p.
- No. 7 Juan-Luis Klein et Orlanda Pena, Compagnies multinationales et espaces géographiques. Noranda Mines, une étude de cas, 1984, 37 p.

Aussi: Carte historique Abitibi-Témiscamingue, 1980.

PRESENTATION

Les Cahiers présentent ici la thèse de maîtrise ès arts (études québécoises) de Carmen Rousseau. Madame Rousseau, maintenant professeur à Amos en Abitibi, s'est penché sur un aspect peu connu de l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, les communications.

Les Cahiers ont déjà publié en 1979 dans De l'Abittibi-Témiskaming 5, un article sur les journaux régionaux de 1920 à 1950. L'ouvrage de Carmen Rousseau sur les débuts de la radio abitibienne 1939 à 1957 vient compléter le portrait historique des communications régionales.

L'étude de Madame Rousseau retrace la naissance des postes CKRN, CKVD et CHAD. Elle s'attarde sur la mainmise de Northern Broadcasting and Publishing sur les radios de l'Abitibi aux débuts des années 1940. L'auteur aborde ensuite la naissance et la croissance de Radio Nord Inc.

Carmen Rousseau s'est aussi préoccupée d'étudier la programmation diffusée à l'époque par les stations de radios régionales.

Les débuts de la radio abitibienne 1939-1957 constitue désormais l'ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent aux communications en Abitibi-Témiscamingue.

Le Comité de la collection
Janvier 1984.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont permis de mener à terme cette étude. Parmi celles-ci, il nous faut signaler tout particulièrement Madame Huguette Jubainville du ministère des Communications (Ottawa) ainsi que Madame Yanna Vosikovska et Monsieur Ghislain Malette des Archives publiques du Canada. Que soit également remercié Monsieur Bob Martino de La Frontière de Rouyn, Messieurs Ian Ritchie et G.H. Villeneuve de la Société Radio-Canada et Monsieur David M. Adams du Bureau of Broadcast Measurement qui nous ont permis de consulter leurs archives. Enfin, notre plus grande reconnaissance va à notre directeur de mémoire, Monsieur Guildo Rousseau, dont nous avons grandement apprécié la disponibilité ainsi que les conseils et les encouragements qu'il nous a prodigués depuis deux ans.

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES

PRESENTATION.....	1
REMERCIEMENTS	3
TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES	4- 6
LISTE DES SIGLES	7
LISTE DES GRAPHIQUES	8
INTRODUCTION	9-17

CHAPITRE I LES DÉBUTS DE LA RADIO ABITIBIENNE 18-37

1. L'implantation des premières stations radiophoniques.
L'historique (18-19); les premiers promoteurs (19-20); l'ouverture de CKRN (20-21); la fondation de CKVD (21-22); l'affiliation au réseau anglais (22-24); la réaction francophone face à l'affiliation (24-25).
2. Le monopole de Thomson. La vente de CKVD et de CKRN (25-27); le raccordement au réseau français (27-28); la fondation de CHAD (28-29); l'état des stations en 1944 (29-31); le personnel (31-32).
3. La prise de contrôle par des intérêts canadiens-français.
La vente des stations (32-34); les intérêts financiers d'Hector Authier (34-35); l'aménagement technique des stations (35-36); le personnel (36). Conclusion (36-37).

CHAPITRE II L'IMPLANTATION DE RADIO-NORD 38-54

1. La vente des stations à Radio-Nord. Les circonstances entourant la vente (38-40); l'origine des nouveaux propriétaires (40-41); la valeur des investissements (41-42); les premières difficultés (42-43).
2. L'enracinement de Radio-Nord en Abitibi. La naissance de Radio La Sarre Inc. (43-44); l'ouverture de la station CKLS (44-45); la prise de contrôle de CKLS par Radio-Nord (45-46); les améliorations apportées aux stations (46-47); la mauvaise qualité de la réception (47-48).
3. Les années de consolidation. La campagne en vue d'obtenir une station de Radio-Canada (48-50); le personnel des années 1950 (50-51); les critiques concernant le personnel et la programmation (51-52); l'implantation de la télévision (52-53). Conclusion (54).

CHAPITRE III LA CLIENTÈLE DES DIFFUSEURS 55- 74

1. Les assises démographiques de la diffusion. Les méthodes statistiques du BBM (55-58); le nombre de ménages avec radio pour l'Abitibi (58-59, 60); pour le Témiscamingue (59, 61-62).

2. Les cotes d'écoute des stations locales. La délimitation géographique du Témiscamingue (62-63); les cotes d'écoute pour CKRN (63-66); la perte de vitesse de la radio au profit de la télévision (64).

3. Les cotes d'écoute des stations non régionales. La hausse progressive de CKAC jusqu'en 1952 (67-68); l'allure générale des autres stations québécoises jusqu'au milieu de la décennie 1950 (69-70); le peu d'attrait des stations ontariennes pour les francophones (69, 71); la popularité de CFCL-Timmins auprès des anglophones (72). Conclusion (72-74).

CHAPITRE IV LA PROGRAMMATION LOCALE 75- 90

1. Les caractéristiques générales. Les lacunes des sources (75-76); la durée de la diffusion quotidienne (76-77); la proportion d'émissions nationales et locales (77-80).

2. L'information dans la programmation locale. Les bulletins de nouvelles (80-81); les émissions politiques et syndicales (81-83); les "causeries" (83); les émissions spéciales (83-84).

3. Les émissions culturelles. La production musicale et théâtrale (84-86); la programmation religieuse (86); les émissions sportives (87); les émissions féminines et enfantines (87-89); la diffusion réservée aux groupes ethniques (89); les émissions spéciales (89-90). Conclusion (90).

CHAPITRE V LA TENTATION DU MONOPOLE 91-105

1. La lutte entre anglophones et francophones. L'influence des anglophones dans le développement économique de la région (91-92); sa répercussion dans le domaine culturel canadien-français (92); l'opposition des francophones à l'unilinguisme anglais (92-95); le mariage de raison entre francophones et anglophones (95-96).

2. Les effets de la radio-commerciale. La tendance monopolisatrice des premiers propriétaires (96-97); les espoirs suscités par l'affiliation au réseau d'Etat (97-99); le désenchantement de la population (99-100).

3. La promotion de la culture de masse. La faiblesse en ressources humaines (100-101); l'imitation servile des productions nationales ou le prix de l'isolement (101-102); la passivité des auditeurs (102-103); la radio commerciale et le renforcement des valeurs existantes (103-105). Conclusion (105).

CONCLUSION	106-114
ANNEXE I	115
ANNEXE II	116
ANNEXE III	117
ANNEXE IV	118
ANNEXE V	119
ANNEXE VI	120
ANNEXE VII	121
ANNEXE VIII	122
ANNEXE IX	123
ANNEXE X	124-127
ANNEXE XI	128-131
ANNEXE XII	132-133
ANNEXE XIII	134-137
ANNEXE XIV	138
ANNEXE XV	139
BIBLIOGRAPHIE	140-149

LISTE DES SIGLES

AMC	Archives du ministère des Communications (Ottawa)
ARC	Archives de Radio-Canada (Ottawa)
BBM	Bureau of Broadcast Measurement
BCRTC	Bibliothèque du Conseil de la radiodiffusion et des télé- communications canadiennes
CBC	Canadian Broadcasting Corporation
CRTC	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

LISTE DES GRAPHIQUES

I	Nombre de ménages abitibiens avec un poste de radio	60
II	Nombre de ménages témiscamiens avec un poste de radio	61
III	Cotes d'écoute des stations locales: CKRN-Rouyn	65
III.2	Cotes d'écoute des stations locales: CKVD-Val d'Or	115
III.3	Cotes d'écoute des stations locales: CHAD-Amos	116
III.4	Cotes d'écoute des stations locales: CKLS-La Sarre	117
IV	Cotes d'écoute - Moyenne des stations locales	66
V	Cotes d'écoute des stations québécoises: CKAC-Montréal	68
V.2	Cotes d'écoute des stations québécoises: CBF-Montréal	118
V.3	Cotes d'écoute des stations québécoises: CKVL-Verdun	119
VI	Cotes d'écoute - Moyenne des stations québécoises	70
VII	Cotes d'écoute des stations ontariennes: CFRB-Toronto	71
VII.2	Cotes d'écoute des stations ontariennes: CBL-Toronto	120
VII.3	Cotes d'écoute des stations ontariennes: CFCL-Timmins	121
VIII	Cotes d'écoute - Moyenne des stations ontariennes	122
IX	Tableau comparatif des cotes d'écoute pour l'Abitibi-Témiscamingue	123

INTRODUCTION

L'intérêt marqué que les historiens québécois portent aux régions périphériques est relativement récent; en fait, il date d'au plus une dizaine d'années (1). Leur attention se concentre sur les structures et les mécanismes socio-économiques, politiques ou culturels qui permettent de faire ressortir les particularités régionales ou les composantes favorables à une intégration aux grands espaces géographiques. Le mémoire que nous présentons ici, sur les débuts de la radio abitibienne, s'inscrit dans cette ligne de pensée.

Notre ambition n'est toutefois pas de fournir une explication globale de la société abitibienne à partir d'un sujet aussi précis. Tout au plus voulons-nous essayer d'éclaircir les liens existant entre le monde socio-économique et le monde culturel dans une région qualifiée d'"éloignée". Aussi, nous tenterons de cerner deux aspects importants de la radiodiffusion en Abitibi: d'une part, la constitution quasi inévitable d'un monopole des ondes et, d'autre part, l'assujettissement de la programmation des stations locales à des normes et à des critères extérieurs

1. Divers groupes de recherche ont ainsi pris naissance dans plusieurs constituantes de l'Université du Québec que ce soit à Chicoutimi, Rimouski ou Trois-Rivières. Malheureusement, certaines régions échappent presque totalement à ces études; l'Abitibi-Témiscamingue en est une.

à la région. Il semblerait d'ailleurs que la radio ait contribué davantage à l'atténuation de traits distinctifs régionaux plutôt qu'à leur affirmation.

Le lecteur, peu familier avec la région de l'Abitibi-Témiscamingue, pourra s'étonner que nous restreignons la présente étude à l'Abitibi. C'est que, outre certaines caractéristiques propres à chacune des deux "régions", les stations radiophoniques abitibiennes ont appartenu à des intérêts financiers communs et différents de ceux qui fondèrent la station CKVM de Ville-Marie (2). Quant au repère chronologique de 1939 et 1957, il est dû à notre désir de nous en tenir uniquement à la radio: la compagnie Radio-Nord inaugurant une station de télévision à Rouyn en 1957, nous voulions nous limiter à cette dernière année afin d'éviter la manifestation et, surtout, la conjugaison d'autres facteurs.

*

Bien que l'on possède un certain nombre d'études sur la philosophie et la sociologie des médias, les recherches historiques concernant leur formation sont encore bien rares. Sauf en ce qui concerne Radio-Canada, les connaissances sur les grandes stations radiophoniques de Montréal et de Québec sont fort limitées (3). Aussi le chercheur qui s'aventure dans ce domaine n'a-t-il guère de point de référence. En ce

-
2. Cette station était la propriété de Radio-Témiscamingue Incorporée dont les actionnaires étaient majoritairement des Témiscamiens. La Frontière, 10 février 1949, p. 1; Ibid., 20 juin 1950, p. 1. La station CKVM fut inaugurée officiellement le 7 janvier 1950; Ibid., 5 janvier 1950, p. 1.
 3. Et, pourtant, CFCF est la plus ancienne station radiophonique du pays (certains disent même du monde!) et, CKAC, la première station francophone d'Amérique du Nord.

qui nous concerne, c'est un article d'Elzéar Lavoie (4) qui nous a mis sur la piste, même si celle-ci s'est révélée fautive par la suite. Lavoie y laisse sous-entendre que la compagnie Noranda a peut-être joué un rôle dans la création des stations abitibiennes (5). Or, tel ne semble pas être le cas (6). Nous sommes toutefois redevable à Elzéar Lavoie de nous avoir rapporté le caractère bilingue des premières stations ainsi que d'avoir amorcé une explication sur cet état de fait, explication qu'il axe sur l'exiguïté du marché francophone (7). Nous avons également pu confirmer la faiblesse de la pénétration radiophonique dans la région à laquelle il avait fait allusion.

Nous venons d'évoquer plus haut les difficultés d'ordre cognitif auxquelles se trouve confronté tout chercheur qui aborde l'étude de la radiodiffusion. S'ajoutent cependant à ces problèmes, des considérations plus terre-à-terre comme celle de dénicher des dépôts d'archives et, surtout, d'y avoir accès. En ce domaine, la réalité est doublement tragique: les stations radiophoniques ont presque détruit toute leur documentation et les rares archives conservées par les orga-

-
4. Elzéar Lavoie, "L'évolution de la radio au Canada français avant 1940", dans Recherches sociographiques, vol. XII, no 1 (janv.-avril 1971), p. 17-49.
 5. Ibid., p. 38 et 41.
 6. Nous ne prétendons nullement que la Noranda Mines se soit gardée de toute influence, entre autres, sur la station rouynoise; mais, à notre connaissance, elle n'y a investi aucun capital et s'est gardée de toute ingérence dans la nomination du personnel et dans le fonctionnement quotidien de la station.
 7. L'article de Lavoie nous apprend, par ailleurs, qu'un nombre significatif de stations francophones des années 1930-1940 étaient, en réalité, des stations bilingues.

nismes gouvernementaux sont difficilement accessibles. Passe encore que de petites stations, ne disposant que d'un espace et d'un personnel restreints se soient débarrassées de leurs " vieux papiers" , mais qu'on ne puisse consulter les archives qui sont entre les mains d'organismes publics s'avère bien décevant (8)! Quant aux Archives publiques du Canada, elles possèdent fort peu d'informations pertinentes à notre recherche (9) exception faite des audiences publiques (10). Par ailleurs, il nous a fallu découvrir quel ministère fédéral avait obtenu la garde des archives radiophoniques. Quitte à paraître ridicule, il nous a fallu près de

-
8. Sans mettre en cause l'accueil qu'on nous a réservé à Radio-Canada, on peut s'interroger sur les raisons qui motivent les dirigeants de la Société à traiter les archives de ce service public comme celles d'une entreprise privée. Même les quelques documents que nous y avons consultés avaient été sélectionnés par le Service des relations avec les stations. D'ailleurs, s'il y a quelque espoir de pouvoir consulter un jour les archives de Radio-Canada, celles de ce Service risquent d'être particulièrement intéressantes. Si le ministère des Communications ne nous avait pas permis de consulter ses archives, ce dont nous lui sommes très reconnaissant, il eût été impossible de faire ce travail car nous n'avions aucune autre source de documentation importante.
 9. La Division des archives sonores des Archives publiques a commencé à constituer un fonds relatif aux médias électroniques mais les documents y sont relativement récents et proviennent surtout des grands réseaux de télévision et de radio. On peut toutefois y trouver une partie des sondages du Bureau of Broadcast Measurement de Toronto (BBM) auxquels on peut avoir accès sous certaines réserves. Les Archives publiques possèdent également certains fonds privés de personnalités impliquées dans la radiodiffusion ainsi que des généralités concernant la législation, la réglementation, l'émission de permis, etc.
 10. Il faut toutefois une autorisation de Radio-Canada pour consulter lesdites audiences... Autre exemple aberrant de certaines politiques de consultation émises par des organismes publics. Le chercheur pourra tout aussi bien se référer aux journaux régionaux de l'époque qui reconstituent, intégralement ou presque, les témoignages déposés à ces audiences.

deux semaines pour savoir qu'elles se trouvaient au ministère des Communications. L'imbroglia s'explique du fait que la radio est passée sous la juridiction de plusieurs ministères avant d'échoir à celui des Communications en 1968 (11).

*

Il nous paraît nécessaire, à ce stade-ci, et afin de mieux comprendre le contexte général dans lequel nos stations prennent naissance et se développent, de présenter brièvement les transformations structurelles que connut la radiodiffusion canadienne au cours de cette période (12).

En 1929, la Commission royale de radiodiffusion, ou Commission Aird, publie son rapport dans lequel elle recommande, entre autre chose, la nationalisation de la radio. Suite à cette recommandation, le Parlement canadien adopte, en 1932, la Loi canadienne de la radiodiffusion qui crée la Commission canadienne de la radiodiffusion, ancêtre direct de la So-

-
11. Grosso modo, la radio passa successivement des Travaux Publics au ministère de la Marine et des Pêcheries, à celui de la Défense nationale puis, à nouveau, à la Marine avant d'être confiée au ministère des Transports en 1936 et, enfin, aux Communications en 1968. Pendant la Seconde guerre, elle fut attribuée au ministère des Munitions et Approvisionnements puis à celui des Services nationaux de guerre.
 12. Pour de plus amples détails, le lecteur pourra se référer à de nombreux ouvrages sur le sujet dont quelques-uns ont toutefois le mérite d'être assez concis tels: La Radiodiffusion canadienne. Objectifs et réalités 1928-1968 de David Ellis (ministère des Communications, Ottawa, 1979, 94 p.); l'Annexe II-Bref historique de la radio-télévision au Canada, dans Rapport de la Commission royale de la radio-télévision (1957, p. 331-353) ou, encore, la brochure A Brief History of the Canadian Broadcasting Corporation (Public Relations, CBC Head Office, Ottawa, 1976, 40 p.).

ciété Radio-Canada (13). C'est sous l'égide de la Commission canadienne de la radiodiffusion que se constitue un réseau de stations d'État, grâce à l'achat des stations du Canadien National. Cette Commission reçoit, en outre, des pouvoirs très étendus qui lui permettent aussi bien de délivrer des permis que de régler la programmation. Ces attributions sont cédées au Bureau des gouverneurs de la Société Radio-Canada, créée en 1936. Le ministère des Transports, dont allait dorénavant relever la radiodiffusion, devenait son auxiliaire technique puisque toute demande d'ouverture de stations, de changement de fréquence ou de concession de permis devait d'abord être acceptée par le Bureau des gouverneurs de la Société (14). Cette loi, qui place Radio-Canada dans une position de juge et partie, est fortement critiquée par les radiodiffuseurs privés; leurs réclamations n'aboutissent toutefois qu'en 1958, alors qu'est créé le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, organisme réglementaire distinct de la Société Radio-Canada (15).

*

-
13. Rappelons qu'en 1931, quatre provinces canadiennes, dont le Québec, s'étaient opposées aux prétentions du fédéral de réglementer la radiodiffusion. La Cour Suprême, puis le Conseil Privé en 1932, donneront raison à Ottawa.
 14. Les permis de diffusion étaient toutefois émis officiellement par le ministre des Transports. Il existait aussi des permis de réception dont tout bon citoyen radiophile devait acquitter les coûts. Devenu de plus en plus difficile à percevoir, ce permis fut aboli en 1953; son coût était alors de 2,50 \$. (Rapport de la Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision), 1957, p. 472.
 15. En 1968, le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion sera à son tour remplacé par le Conseil de la radio-télévision canadienne, aujourd'hui le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

C'est dans ce contexte de lutte, où s'accroît l'emprise de l'État, que sont fondées les stations abitibiennes. L'étude que nous leur consacrons s'ouvre sur l'apparition et la formation des trois premières d'entre elles: CKRN-Rouyn, en 1939, CKVD-Val d'Or, la même année et CHAD-Amos, en 1942. À travers cette chronologie, nous voyons les stations passer entre les mains de plusieurs propriétaires jusqu'à l'étape ultime de leur achat par Radio-Nord en 1948. Le second chapitre s'intéresse aux activités de cette compagnie qui voit à moderniser l'équipement et à accroître son contrôle en acquérant tout particulièrement la jeune station CKLS-La Sarre.

Délaissant quelque peu la chronique, notre démarche prend une allure plus thématique avec le troisième chapitre consacré à l'étude des cotes d'écoute dans la région: si un nombre croissant d'auditeurs écoutent les stations de Radio-Nord, cela ne viendra-t-il pas confirmer notre hypothèse de l'accaparement des ondes régionales par cette entreprise? Constitués à partir des sondages du BBM, les graphiques relatifs aux cotes d'écoute appellent cependant des réserves. Les données du BBM sont souvent partielles et colligées de multiples façons; nous avons donc parfois extrapolé ou procédé à des approximations (16). Aussi le lecteur doit-il considérer ces graphiques comme ayant une valeur plus indicative

16. À titre d'exemple, tous nos graphiques du chapitre III cumulent l'écoute dite de "jour" et celle dite de "nuit"; or, il arrive que le sondage mentionne uniquement une écoute de "nuit". Dans ce cas, nous avons inscrit les données brutes se rapportant à la "nuit" estimant que l'absence d'autres relevés signifiait une écoute nulle, ou presque, pour le "jour".

qu'absolue. En outre, nous avons éprouvé quelques difficultés à identifier les délimitations territoriales du BBM; nous avons même cru, à une certaine époque, qu'il s'agissait d'une combinaison des divisions de recensement et des circonscriptions électorales fédérales. Tout nous porte maintenant à croire qu'il s'agit, en réalité, des divisions de recensement (17). Le chapitre qui suit analyse la programmation locale. Nous espérions obtenir une représentation globale et très précise des émissions locales mais nos espoirs furent déçus en raison de la pauvreté des sources (18). Il a donc fallu se contenter d'un survol qualitatif des diverses catégories d'émissions plutôt que d'une étude quantitative approfondie.

Enfin, le cinquième et dernier chapitre, quelque peu différent de ceux qui l'ont précédé, nous amène à étayer certaines observations ou hypothèses qui ont jalonné notre étude. Il y sera d'abord question d'une concentration de l'entreprise radiophonique visant à dépasser la traditionnelle prise de contrôle dans le but de captiver, au sens fort du terme, les radiophiles abitibiens. Cette emprise résulte d'une double action. Celle de propriétaires dynamiques d'abord, comme ceux de Radio-Nord, qui améliorent les stations en vue d'élargir leur auditoire et de s'attirer par le fait même un plus grand nombre d'annonceurs. La récep-

17. Voir Bibliothèque du Parlement (Canada). Historique des circonscriptions électorales fédérales 1867-1976, vol. III: Le Québec, Ottawa, Service de consultation et de référence, Bibliothèque du Parlement, 1980, p. 1-3, 115-119, 492-493 et 753-757.

18. Lors de recherches antérieures sur les stations métropolitaines, le dépouillement des journaux avait pourtant donné d'excellents résultats dans ce domaine.

tion des stations locales ainsi facilitée, détourne les radiophiles des autres stations qu'ils ont, de toute manière, bien du mal à capter. Par ailleurs, les auditeurs sont eux-mêmes responsables de l'implantation du monopole quand ils se contentent de ce qu'on leur offre. Sauf exception, on se satisfait fort bien de la programmation locale qui fait le lien entre le sud de la Province et la région: on se plaint plus souvent d'avoir manqué un épisode de "Séraphin" que du manque de personnalité et d'originalité des stations régionales!

Mais les auditeurs sont-ils les premiers responsables de la qualité des émissions? En un sens, oui. Lorsque la majorité d'entre eux demeurent passifs face au produit qu'on leur présente, on ne peut imposer à un diffuseur de sacrifier ses intérêts financiers au profit de la "grande" culture. Par contre, on ne peut oublier que le but premier du propriétaire de station est de rentabiliser ses investissements; il lui faut donc satisfaire prioritairement ceux qui lui permettent de subsister, les commanditaires. Les messages publicitaires constituent ainsi un mal nécessaire pour les radios commerciales. Reste à savoir à quel usage on réserve les profits réalisés.

C'est ce caractère ambivalent de la radio commerciale abitibienne, érigée en monopole et prenant appui sur une grande partie de la population, qui constitue la trame du présent mémoire.

CHAPITRE I

LES DÉBUTS DE LA RADIO ABITIBIENNE

1. L'implantation des premières stations radiophoniques

La création de la Société Radio-Canada le 2 novembre 1936 ainsi que la mise en place de deux réseaux d'État - l'un anglais et l'autre français - suscitent de grands espoirs dans la région abitibienne. Malheureusement, il faut vite déchanter. Le projet de construction d'un puissant émetteur dans le nord du Québec, mis de l'avant en décembre 1936, est abandonné; des études techniques révèlent en effet que les conditions de "conductivité" dans la région favoriseraient davantage l'établissement de petites stations que celui d'une seule station, si puissante soit-elle. Cet échec est aussi en partie imputable au fait que la Société d'État désirait réorganiser la radiodiffusion au Canada en étatisant les grandes stations privées. En réalité, l'émetteur qu'elle veut installer dans le Nord n'est autre que celui de CKAC, la plus puissante station québécoise de l'époque (1). Le manque de capitaux et les pressions de l'entreprise privée font échouer cette tentative de nationalisation. Enfin, les émissions canadiennes restant très difficiles à capter dans la région, le méconten-

1. Roger Rickwood, Canadian Broadcasting Police and the Private Broadcasters, thèse de doctorat en philosophie, Université de Toronto, 1976, p. 124-126; voir aussi p. 147-148.

tement grandit: il faut donc songer à la fondation de stations locales que l'on veut toutefois relier à l'un des deux réseaux d'État. C'est de Rouyn-Noranda, l'agglomération la plus importante à l'époque, que viennent les premières initiatives.

*

C'est un Canadien anglophone, Donald Archibald Jones, alors directeur et rédacteur en chef du Rouyn-Noranda Press (2), qui présente, le 28 juillet 1937, une demande de permis de radiodiffusion au ministre des Transports, V.I. Smart, seul autorisé à émettre un tel permis (3). Tout laisse croire que le ministre autorisa l'émission, quoique nous n'ayons retrouvé aucun document pouvant l'attester. Cette demande venue du milieu anglais de la région (4) provoque l'année suivante une levée de boucliers parmi l'élite canadienne-française locale. Le journal La Frontière tente alors d'obtenir un permis qui lui est refusé. Malgré cet échec, un mouvement se forme afin d'appuyer la candidature de J.-H. Bellehumeur.

-
2. Le Rouyn-Noranda Press paraissait depuis 1933; il était à l'époque l'hédomadaire anglais le plus important de la région.
 3. Lettre de D.A. Jones à Bennett, secrétaire du ministre des Transports, 28 juillet 1937 (AMC, Dossier 6206-157, vol. I). Le même dossier contient également une note non datée et adressée au "Chief of Air Services": "Re Broadcasting Station for Rouyn. On peut y lire qu'en mars 1937, C.V. Green et Camille Beaulieu avaient fait une demande dans le but d'installer une station de 100 watts à Rouyn. Les autorités du Ministère ne donnèrent pas suite à la requête des deux sociétés.
 4. Deux documents nous permettent de croire qu'un certain John Krancevic était associé à Jones dans cette entreprise. D'abord la lettre du 28 juillet citée plus haut, puis cet extrait d'un éditorial de Julien Morissette dans La Frontière du 2 mars 1939: "C'était d'ailleurs un secret de polichinelle dans toute la ville que l'éditeur du journal anglais et le propriétaire de l'Hôtel Radio avaient fait des démarches fructueuses pour l'obtention d'un poste de 100 watts dont les studios seraient à l'Hôtel Radio".

Tirailé entre les deux communautés linguistiques, Gladstone Murray du Bureau des gouverneurs de Radio-Canada se rend enquêter sur place lors d'une tournée dans le nord ontarien en juillet 1938. Sans doute est-ce à la suite de cette visite que Jones renonce à son permis en faveur d'une compagnie formée de quatre francophones et de trois anglophones, La Compagnie de radiodiffusion Rouyn-Noranda Ltée (5).

*

Le premier permis de diffusion de CKRN est donc délivré le 23 novembre 1938; il autorise La Compagnie de radiodiffusion Rouyn-Noranda Ltée à diffuser sur 1 370 kilocycles avec une puissance de 100 watts (6). Le studio et l'émetteur sont situés au deuxième étage de l'édifice Reilly Hardware, rue Principale à Rouyn, et l'antenne de cinquante pieds se trouve sur le toit du bâtiment (7).

Bien que les propriétaires espèrent entrer en ondes à la Noël de 1938, la première transmission n'a lieu que le vendredi 9 février 1939. L'inauguration officielle de la station se fait le lendemain et débute à

-
5. Les membres de cette compagnie, incorporée le 20 octobre 1938, étaient: Donald Archibald Jones, Frédéric Hébert, Lucien Labelle, J.-Omer Tardif (maire de Rouyn), Donat Thibault, Nelson Pinder et Michael Paul Cuddihy. Memorandum for File de W.A. Caton, "Supervising Radio Inspector", 4 mars 1941 (AMC, Dossier 6206-157, vol. I).
 6. Lettre de C.P. Edwards, "Chief of Air Services" à Lucien Labelle, 23 novembre 1938 (AMC, Dossier 6206-157, vol. I).
 7. Le site de l'émetteur n'avait été autorisé qu'à titre temporaire. En effet, la réglementation gouvernementale obligeait les stations à installer leur émetteur à au moins deux milles du centre de la ville pour éviter l'interférence. Compte tenu du fait que les terrains à l'extérieur de Rouyn avaient été attribués à titre de concessions minières, La Compagnie devait entreprendre des démarches auprès du Gouvernement du Québec afin d'obtenir l'autorisation de s'y installer.

18 h 30 par la transmission d'une demi-heure intitulée "Salute CKRN", en provenance de CBL-Toronto (8). De 19 h à 21 h, une émission commanditée par la mine Noranda et animée par l'annonceur Omer Roy, permet aux autorités civiles et religieuses ainsi qu'à des artistes locaux de se faire entendre (9). C'est Mgr Louis Rhéaume, évêque d'Haileybury, assisté du curé Albert Pelletier, qui procède à la bénédiction de la station le 19 février suivant (10).

*

La ville de Val d'Or voulut également avoir sa station. Au moins deux demandes de permis de radiodiffusion furent adressées au ministre des Transports au cours de l'année 1938 par des citoyens de cette ville. La première émanant de J.-Arthur Dupont est refusée en octobre 1938; le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada alléguant qu'il voulait augmenter la puissance du futur poste CKRN à 1 000 watts plutôt que de permettre l'implantation de plusieurs petites stations de 100 watts (11). Présentée le 23 février 1938, par l'avocat valdorien Rémy Taschereau, la seconde demande est accordée par le Gouverneur général en conseil le 9 février 1939 (12). Au cours de l'été suivant, une compagnie, appelée La Voix d'Abitibi Compagnie Limitée, voit le jour et acquiert le permis de Taschereau (13).

-
8. Rouyn-Noranda Press, 9 février 1939, p. 1.
 9. La Frontière, 16 février 1939, p. 1.
 10. Ibid., 23 février 1939, p. 1.
 11. Memo To Chief of Air Services - Re Broadcasting Station for Rouyn (n.d.) (AMC, Dossier 6206-157, vol. I).
 12. Lettre de Walter A. Rush, "Controller of Radio" à Rémy Taschereau, 14 février 1939 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I).
 13. Cette compagnie reçoit une charte fédérale le 31 juillet 1939. Son capital autorisé est de 40 000 \$. Le bureau de direction comprend: Rémy Taschereau, Eugène Drouin, Edouard Viney, Paul-Eugène Farland et Armand Rajotte, tous de Val d'Or. Memo To Deputy Minister de C.P. Edwards, 9 août 1939 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I).

Bien qu'officiellement l'honneur d'avoir fondé la station CKVD revienne à cette compagnie, tout porte à croire que La Voix d'Abitibi Ltée n'était, en définitive, qu'un prête-nom.

La soirée d'inauguration se déroule au "Grill" du Château Inn, le mardi 31 octobre 1939. Une émission spéciale, animée par Emile Thibault, débute à 20 h 30 et dure plus d'une heure; elle permet d'entendre les discours des autorités et une présentation musicale faite par des artistes d'Amos et de Val d'Or. La station avait été bénie par l'évêque d'Amos, Mgr J.-Aldée Desmarais quelques instants avant l'entrée en ondes (14). Le studio, initialement prévu à l'Hôtel Ritz, se situe au deuxième étage de l'édifice Kolanyachuk sur la troisième Avenue. CKVD diffuse alors sur F: 200 kilocycles, avec une puissance de 100 watts (15). Tout comme à Rouyn, et pour les mêmes raisons, l'émetteur est situé au même endroit que le studio. À ses débuts, la station diffuse de 10 h 30 à 13 h 30 et de 15 h 30 à 20 h (16).

*

Un événement va cependant bouleverser les débuts de la radio abitibienne: l'affiliation de CKRN-Rouyn à la station CBL-Toronto. Effectué le 17 septembre 1939 (17), ce raccordement va être la source de nouveaux démêlés entre francophones et anglophones de la région de Rouyn-Noranda.

14. La Gazette du Nord, 3 novembre 1939, p. 1.

15. La Frontière, 5 octobre 1939, p. 6; voir aussi; 2 novembre 1939, p. 4.

16. La Frontière, 2 novembre 1939, p. 4.

17. Lettre de J.-O. Tardif, gérant de CKRN à H.N. Stovin, directeur du Service des relations avec les stations, 17 septembre 1939 (ARC).

Contrairement à ce qu'écrivait à l'époque La Frontière, Jones avait agi en toute bonne foi en 1938 - risquant même de perdre son permis - en demandant le raccordement des deux stations radiophoniques:

You will see that a radio station which would fulfil its functions in these parts should, therefore, be predominately French in its programs, and to endeavour to satisfy the population with English programs would be hopeless. I realize that considerable expense would be involved on the Commission in bringing a French program from Ottawa up here, but I frankly do not see how otherwise the difficulty can be overcome. We have to realize that we are in Quebec, and it would be quite unfair for representatives of the minority, and the results would inevitably be unsatisfactory (18).

Le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada refuse cependant d'autoriser ce branchement, estimant que les coûts d'une telle entreprise seraient prohibitifs: " We have secured a quotation on wire line facilities to Rouyn on a basis of 16 hours per day availability. They are as follows: Rouyn to English network.... \$463.30 per month Rouyn to French network.... \$3,499.04 par month" (19). Autrement dit, il était alors moins onéreux de prolonger le service à partir de Swastika, au sud de Kirkland Lake, puisqu'un tel service reliait déjà le nord-est ontarien à Toronto. Nul doute aussi que l'entrée en guerre du Canada précipite la liaison Toronto-Rouyn: " In the war emergency, supplementary revenues have been made available to the Corporation for the addition of your station to the CBC network, and service will be established as soon as the wire lines companies can pro-

-
18. Lettre de D.A. Jones à Gladstone Murray, 4 mars 1938 (AMC, Dossier 6206-157, vol. I).
 19. Lettre de H.N. Stovin à J.-O. Tardif, 8 septembre 1939 (AMC, Dossier 6206-157, vol. I).

vide facilities" (20). Enfin, cette affiliation permet à CKRN de diffuser chaque jour de la semaine, sauf le dimanche, de 7 h à 23 h 30 alors qu'auparavant, elle ne pouvait fournir que quatre heures de programmation quotidienne (21).

La réaction francophone est immédiate. Contraints de syntoniser une station dont la programmation est anglaise, sauf dans le cas des émissions traduites ou produites localement (22), les Canadiens français de Rouyn-Noranda acceptent mal une telle situation. La Frontière repart en croisade de plus belle et, bien décidée cette fois à obtenir le raccordement au réseau français de Radio-Canada. Les 14, 21 et 28 décembre 1939, le journal publie une "requête" que les lecteurs sont invités à signer et dans laquelle on dénonce l'injustice faite à 80% des francophones vivant dans la région. La campagne de La Frontière suscite un vif intérêt et un large appui de la part de la population: " Nous avons recueilli près de 17,000 signatures, sans compter, bien entendu, les nombreuses résolutions qu'ont passées les conseils municipaux, les Commissions scolaires, les Chambres de commerce, les cercles de l'U.C.C., les sociétés nationales, etc." (23). Julien Morissette, un fervent natio-

-
20. Lettre de H.N. Stovin à J.-O. Tardif, 13 septembre 1939 (AMC, Dossier 6206-157, vol. I).
21. Lors de son ouverture, la station diffusait de 12 h à 13 h et de 19 h à 21 h. Lettre de J.-O. Tardif à H.N. Stovin, 17 septembre 1939 (ARC).
22. En 1940, s'ajoutent des émissions enregistrées sur disques qui présentaient toutefois le grave inconvénient de n'être pas toujours d'actualité. Le 11 juillet 1939, H.N. Stovin avait autorisé CKRN à utiliser les "transcriptions électriques" (AMC, Dossier 6206-157, vol. I).
23. La Frontière, 15 février 1940, p. 3.

naliste, insiste alors pour rappeler à ses compatriotes que le gouvernement fédéral était plus pressé de leur demander des sacrifices en raison de la guerre que de leur fournir des services radiophoniques en français. Les francophones de la région obtiennent aussi des appuis extérieurs, tels ceux du Droit, du Devoir et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Cette polémique ne prendra fin qu'avec l'affiliation des stations locales au réseau français en décembre 1942.

2. Le monopole de Thomson

Une troisième station radiophonique abitibienne voit le jour en cette même année 1942: il s'agit de CHAD-Amos, propriété de Roy Thomson. Ce "self-made man" du nord-est ontarien avait débuté en 1928 comme vendeur de postes de radio à North Bay (24). Au début des années 1940, il avait acquis plusieurs stations radiophoniques dont celles de l'Abitibi. Mises à part les qualités d'homme d'affaires de Thomson, il est saisissant de constater que les investisseurs dans les domaines minier et radiophonique sont, très souvent, d'origine ontarienne. L'exploitation des ressources naturelles s'accompagne donc d'une présence culturelle anglophone qui fait de l'Abitibi des années 1930-1940 - surtout dans les centres

24. T.J. Allard, Straight up: Private Broadcasting in Canada 1918-1958, Ottawa, Canadian Communications Foundation, 1979, p. 48.

miniers - une extension du nord-est ontarien (25).

*

Il est certain, comme en témoigne l'inspecteur V.B. Mc Ormond, que la station CKVD a été, dès ses débuts, la propriété effective de l'homme d'affaires de Timmins:

... in fact observation leads me to believe that he (Thomson) will actually exercise control over this station when it is placed in commission. This observation is based on the fact that some of these technical staff were loaned the (sic) the Val d'Or group to outline the requirements of the new station also the equipment now being used at Kirkland Lake, Ont is scheduled for use at CKVD (Val d'Or).
The financial baking, in view of the organization being limited company is difficult to outline (26).

Par contre, il est difficile d'établir exactement quand Thomson fait l'acquisition de CKRN, bien que des rumeurs d'achat aient été dans l'air dès

-
25. Sur les liens existant entre les financiers torontois et le développement minier abitibien, le lecteur pourra se référer à Benoît-Beaudry Gourd, Les Travailleurs miniers et l'implantation du syndicalisme dans les mines de l'Abitibi-Témiscamingue 1925-1950, dans De l'Ab-bittibbi -Témiskaming-4, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, 1977, p. 52-66. On y remarquera également les liens commerciaux existant entre l'Ontario et l'Abitibi via les voies de communication.
26. Memo confidentiel de V.B. Mc Ormond, "Senior Radio Inspector" à W.A. Rush, 16 août 1939 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I). Roy Thomson avait fondé la Northern Broadcasting and Publishing Ltd qui regroupait le Timmins Press ainsi que les stations radiophoniques de Timmins, de Kirkland Lake et de North Bay. L'un de ses employés, Jack Cooke, était devenu son associé; Thomson lui avait confié l'administration des stations de l'Abitibi. Dans la région, la Northern Broadcasting and Publishing avait aussi acquis en 1939, La Voix de Val d'Or et le Val d'Or-Lamaque News (voir Benoît-Beaudry Gourd, Les Journaux de l'Abitibi-Témiscamingue de 1920-1950, dans De l'Ab-bittibbi-Témiskaming-5, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, 1979, p. 49).

la fin de 1940:

Nous pouvons dire au rédacteur (sic) de ce journal (Le Devoir) (que) (s)elon nos informations il est vrai qu'il existe dans le nord de la province voisine une espèce de trust de la radio. (...) Il a étendu ses filets jusqu'à Val d'Or et, depuis plusieurs mois, il fait des pieds et des mains pour s'emparer du poste de Rouyn (27).

Chose certaine, Thomson devient propriétaire de la station l'année suivante, au grand déplaisir du rédacteur de La Frontière. Celui-ci y voyait, outre une mesure susceptible de nuire aux intérêts canadiens-français, un moyen d'établir un monopole dans un secteur de service public, ce qui n'était pas sans danger.

*

Pourtant dès septembre 1941, La Frontière annonçait que CKRN et CKVD allaient être reliées au réseau français, à condition toutefois que leurs propriétaires fassent passer la puissance des émetteurs de 100 à 1 000 watts et que 75% de la programmation provienne de ce réseau d'État. Quant à Radio-Canada, elle s'engageait à défrayer le coût du branchement qui devait s'élever à environ trente mille dollars (28). Croire cependant que l'affiliation se ferait rapidement était illusoire: les priorités de la guerre entravent les opérations. Les conseils municipaux et les autres organismes, qui s'étaient déjà impliqués dans la campagne du journal francophone rouynois, s'arment de patience sans manquer toutefois de rappeler à la Société Radio-Canada de tenir sa promesse. Or, ce n'est que le 1er

27. La Frontière, 19 décembre 1940, p. 3.

28. Ibid., 18 septembre 1941, p. 1. Au début de 1960, pas une seule des quatre stations abitibiennes n'avait encore atteint cette puissance de 1 000 watts.

décembre, après plus d'un an d'attente, que les stations de Rouyn, Val d'Or et Amos sont reliées officiellement à Montréal. En provenance de CBF, les émissions sont acheminées jusqu'à Québec d'où, grâce aux lignes télégraphiques du Canadien National, elles parviennent jusqu'à Val d'Or.

*

Les Amossois se mettent à réclamer eux aussi une station radiophonique. En 1938, la Compagnie Abitibi Electric demande un permis à cet effet. Le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada refuse pour la même raison qu'il avait refusé d'en accorder un à J.-Arthur Dupont à Val d'Or (29). Ce n'est que quatre ans plus tard, le 17 avril 1942, que Roy Thomson manifeste à son tour le désir d'obtenir un permis de diffusion pour établir une station de 250 watts à Amos (30): il l'obtiendra par décision du Gouverneur général en conseil, le 22 juin 1942 (31). Quelques mois plus tard Thomson essaiera en vain d'obtenir l'émission d'un permis pour ses trois stations de l'Abitibi, au nom de la Northern Quebec Broadcasting System Limited; car, dit-il, "... these three stations (CKRN, CKVD, CHAD) are operated as a unit, being connected by land lines, part of the cost of which we pay ourselves, and having most of the programs

-
29. Memo To Chief of Air Services, Re Broadcasting Station for Rouyn, (s.d.) (AMC, Dossier 6206-157, vol. I).
30. Lettre de Thomson au ministère des Transports, 17 avril 1942 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I). Le nombre de permis émis au cours de la guerre fut assez restreint: il passa de 94 en 1939 à 115 en 1944 (Rapports annuels du ministère des Transports).
31. Lettre de Rush à Thomson, 22 juin 1942 (AMC, Dossier 6206-156, vol. I).

originating from a common point - Rouyn" (32).

Il semble qu'on retarda quelque peu l'inauguration de CHAD, afin de faire coïncider celle-ci avec le raccordement des stations de la région au réseau français. CHAD entre donc en ondes à huit heures du matin le mardi, 1er décembre 1942. Le studio se trouvait au rez-de-chaussée de l'édifice Royal, tandis que l'émetteur était situé aux limites de la ville, sur la ferme de Bruno Trudel, à l'ouest de la rivière Harricana (33). Avec une puissance autorisée de 250 watts, CHAD diffusait sur la fréquence 1340. Quant à l'inauguration officielle, elle se fit, le dimanche 13 décembre 1942, avec le concours d'artistes locaux et en présence des autorités civiles et religieuses dans la "salle académique du Collège classique et commercial d'Amos" (34).

*

La guerre a certes favorisé l'affiliation des stations abitibiennes au réseau national soit au réseau anglais, soit au réseau français; par contre, la pénurie de matériel et de main d'oeuvre spécialisée les maintient dans un état proche du délabrement et de l'inefficacité.

Tel est le cas de CHAD qui diffuse avec une puissance effective de 100 watts, alors que son permis l'autorise à utiliser un pouvoir de 250

-
32. Lettre de Thomson à Rush, 27 octobre 1943 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I). À cette époque, le permis de CHAD fut émis au nom de R.H. Thomson; celui de CKVD fut accordé à La Voix d'Abitibi Compagnie Ltée, tandis que celui de CKRN alla à la Cie de radiodiffusion Rouyn-Noranda Ltée.
33. Lettre de Thomson à Rush, 25 août 1943 (AMC, Dossier 6206-156, vol. I). Thomson spécifiait: "... we have obtained his permission (celle de Trudel) to locate the transmitter in one of the rooms of his small farmhouse".
34. La Frontière, 17 décembre 1942, p. 7.

watts; tout son matériel de diffusion est usagé (35). De plus, la compagnie d'électricité locale connaît de fréquentes fluctuations de voltage; parfois encore c'est tout le système qui tombe carrément en panne. Pas étonnant, dans ces conditions, que le public se plaigne de la qualité de la réception.

Rouyn avec 250 watts et Val d'Or avec 100 watts ne sont guère mieux pourvues qu'Amos. À la faible puissance de CKRN et de CKVD s'ajoute, dans leur cas, la présence d'un sous-sol minier qui nuit à la propagation des ondes. CKRN fit bien une demande, acceptée en 1941, pour passer de 250 à 1 000 watts, mais les hésitations de ses propriétaires ont pour conséquence de faire annuler l'autorisation (36). Quant à CKVD, on lui permet de passer de 100 à 250 watts en février 1942 (37) sans que cela ne se concrétise en raison de " ... the extreme difficulty encountered in obtaining the necessary equipment to increase the power" (38), l'équipement de cette station est très mal entretenu: les instruments sont poussiéreux, marqués de taches d'huile ou tout simplement inopérants: " This resulted

35. La Gazette du Nord, 25 juillet 1947, p. 8.

36. CKRN passe de 100 à 250 watts en octobre 1939. Lettre de Rush à Tardif, 26 octobre 1939 (AMC, Dossier 6206-157, vol. I). L'augmentation de puissance réclamée en 1941 impliquait un changement de fréquence pour CKRN. Or, ce type de modification est réglé par convention internationale; une station de l'Iowa obtint la fréquence parce qu'elle avait officiellement présenté sa demande avant CKRN.

37. Lettre de Rush à Thomson, 11 février 1942 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I).

38. Lettre de J. Cooke, gérant de Northern Broadcasting à J.M. Colton, " Supervisor Radio Inspector" , 17 mars 1943 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I).

in a most unsatisfactory reproduction" (39).

*

Aux difficultés matérielles et techniques s'ajoute le problème du personnel. Les stations appartenant en effet au même propriétaire, il se produit un va-et-vient continu entre l'Abitibi et le nord-est ontarien. Sur les seize annonceurs recensés pour CKRN, entre 1939 et 1944, huit ont travaillé en Ontario ou s'y sont rendus après avoir séjourné à Rouyn (40). Ces annonceurs ne viennent pas nécessairement tous dans la région pour y acquérir de l'expérience, puisque certains d'entre eux ont déjà travaillé ailleurs en province ou au pays.

La majorité du personnel est masculine, sauf dans le cas des opérateurs, et rien ne permet de croire que des femmes aient travaillé régulièrement comme animatrices à l'une ou l'autre des stations (41). Sauf à Amos, où la population environnante est surtout francophone, les stations emploient plusieurs anglophones et presque tous les annonceurs français sont bilingues, bien que l'on fasse une distinction entre les annonceurs français et les annonceurs anglais. Enfin, s'il faut en croire les inspecteurs du gouvernement, le personnel technique n'est guère compétent, les meilleurs d'entre eux seraient dans l'armée: "The station Manager,

-
39. Lettre de Colton à Rush, 24 août 1942 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I).
40. Ces données proviennent du dépouillement des journaux régionaux; elles portent sur les annonceurs, car c'est la seule catégorie pour laquelle on retrouve des renseignements suffisants.
41. La Frontière du 6 février 1941 cite "Mademoiselle au micro" mais sans fournir plus de détails; peut-être cette émission était-elle animée par Adrienne Primeau qui reviendra en 1947 avec "Adriana" (La Frontière, 12 février 1948, p. 7). Le 14 septembre 1944, le même journal signale que, depuis la veille, Marie anime "Femina".

H.G. Burley, could not supply any technical information and referred me to Lloyd Elias, Station Operator, who did not have even elementary knowledge of radio transmission" (42).

3. La prise de contrôle par des intérêts canadiens-français

La Northern Broadcasting ne restera pas longtemps propriétaire des stations régionales qui seront vendues à Hector Authier et Roland Beaudry dès 1944. Ces deux financiers canadiens-français travaillent, eux aussi, à se constituer un petit empire dans le domaine de l'information dans la région.

Il faut voir chez Thomson, dans son désir de vendre ses stations abitiennes, beaucoup plus qu'une incapacité à surmonter les difficultés dues à la guerre. La politique émise par le Comité parlementaire de la radio en 1942 pourrait y être pour quelque chose:

It (Comité parlementaire) also sat down on any extension of group ownership of private stations, which seemed then about to blossom. This last recommendation dashed the aspirations of Roy Thomson and Jack Kent Cooke, who at that time had high hope of extending their control over the additional Canadian radio stations. It undoubtedly was a major influence in diverting Thomson's attention from the ownership of radio stations to the ownership of newspapers (43).

42. Lettre de Colton à Rush, 24 août 1942 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I).

43. Austin E. Weir, The Struggle for National Broadcasting in Canada, Toronto, Mc Clelland and Stewart, 1965, p. 242. A cette politique s'ajoute le décret ministériel de 1943: "... designed as a signal that professional management groups would no longer be permitted and that broadcasting would not in future be granted or re-issued to newspapers", dans Allard, Straight up:..., p. 178.

Thomson ne tenait probablement pas à se heurter aux autorités fédérales. Excellent financier, il ne voyait pas l'avantage de conserver des stations qui ne lui procuraient pas les bénéfiques escomptés. Aussi va-t-il abandonner le domaine de la radiodiffusion et concentrer son énergie à développer son entreprise de la presse écrite.

À l'été de 1943, Cooke et Thomson sont donc sur le point de conclure une transaction. Or, l'impossibilité d'en venir à un accord avec d'éventuels acheteurs, dont on ignore l'identité, les laisse propriétaires des stations pour un an encore (44). Des rumeurs de vente continuent cependant à circuler. Selon le Rouyn-Noranda Press, des dirigeants locaux du Bloc Populaire et un autre groupe, dirigé celui-là par le député fédéral Hector Authier, avaient approché les propriétaires des stations au début de 1944 (45). Effectivement, c'est ce dernier groupe qui se porte acquéreur des trois stations, en mars 1944, pour la somme de 75 000 \$ (46). Le ministre des Munitions et des Approvisionnements, responsable de la radiodiffusion depuis 1941, approuve la vente en juin 1944 (47), à la com-

44. Rouyn-Noranda Press, 8 juillet 1943, p. 1.

45. Ibid., 9 mars 1944, p. 1. Le "groupe" se composait, en plus d'Hector Authier, de Gabriel Grenier et de Roland Beaudry, directeur de la Revue Moderne.

46. Ibid., 23 mars 1944, p. 7.

47. Lettre de Rush à la Cie de radiodiffusion Rouyn-Noranda, 7 juin 1944 (AMC, Dossier 6206-157, vol. II).

pagnie Radio Rouyn-Abitibi Ltée (48).

*

Qui était cet Hector Authier? Avant tout un des hommes les plus connus et des plus influents de la région où il fait figure de personnage légendaire. Après avoir fait des études de droit et s'être occupé de journalisme pendant plus de cinq ans, Authier devient en 1912 le premier titulaire du poste d'Agent des terres et des mines d'Abitibi. Député du comté d'Abitibi de 1924 à 1935 à l'Assemblée législative de Québec, il oeuvre comme député de Chapleau à la Chambre des communes d'Ottawa de 1940 à 1945 (49).

Mais ses intérêts ne se limitent pas à la politique. En 1920, il fonde L'Abitibi, premier journal de la région qui devient La Gazette du Nord, en 1922. Il participe aussi au redressement de la Revue Moderne, avant d'acheter, en 1946, les deux journaux de Val d'Or qui appartenaient à Thomson et il travaillera à redonner quelque vigueur à La Gazette du

-
48. La Frontière, 22 juin 1944, p. 1. Le journal spécifie: "Le dernier numéro de la Gazette officielle de Québec annonce que des lettres patentes viennent d'être émises à MM. Authier, Beaudry et Gabriel Grenier, étudiant, qui sous le nom de "Radio Rouyn-Abitibi Limitée" posséderont, dirigeront et exploiteront ces postes. Le montant de capital-actions social de la compagnie sera de \$99,000 divisé en 999 (sic) actions de cent dollars". Les 990 actions étaient réparties en 800 actions privilégiées et 190 actions ordinaires; il n'y eut toutefois que 283 actions privilégiées et 123 actions ordinaires qui furent émises. Lettre de Roger Charbonneau, secrétaire de Radio-Nord à G.C.W. Browne, "Controller of Radio", 9 janvier 1948 (voir les formulaires de demande de transfert d'actions) (AMC, Dossier 6206-157, vol. II).
49. Marc Charron, Présentation sommaire d'un colonisateur de l'Abitibi: Hector Authier, dans De l'Abbitibbi-Témiskaming-4, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, 1977, p. 26-44.

Nord (50). Il est également très actif dans le domaine minier. Le nombre de compagnies dont il est directeur en 1948 en témoigne: la Molybdénite Corporation, la Sigma Mines, la Donalds Mines Limited et l'Indian Molybdenum ne sont que des exemples de ses multiples intérêts financiers (51). L'achat des stations de radio locales va lui permettre de diversifier ses activités tout en sonnant le glas de la présence canadienne-anglaise dans le domaine de l'information en Abitibi.

*

Les francophones accueillent avec joie l'achat des stations CKRN, CKVD et CHAD par Beaudry et Authier. Ils sont d'autant plus enthousiasmés que "Radio-Canada avait posé comme condition que CKRN fût porté (sic) le plus tôt possible à 1,000 watts (52). Dans ce but, Beaudry présente une demande d'augmentation de puissance pour les stations CKRN et CKVD (53), mais la demande n'aura pas de suite. Le fait de devoir relocaliser les émetteurs hors de la ville y est sans doute pour quelque chose, sans oublier la complexité des démarches auprès des compagnies minières et du Gouvernement du Québec, ainsi que la nécessité d'investir d'importantes sommes d'argent. Aussi la nouvelle compagnie concentre-t-elle ses efforts à Amos dont la station avait bien besoin d'améliorations. Le 30 juin 1947, CHAD peut enfin diffuser sur 250 watts, car on venait d'y

-
50. Benoît-Beaudry Gourd, Les Journaux de l'Abitibi-Témiscamingue..., p. 25-32; voir aussi p. 48-50.
51. Lettre de Charbonneau à Browne, 9 janvier 1948 (AMC, Dossier 6206-157, vol. II). Voir encore le formulaire no 53, sections A et B.
52. La Frontière, 4 octobre 1945, p. 3.
53. Lettre de Beaudry à Browne, 11 avril 1946 (AMC, Dossier 6206-157, vol. II).

installer un nouvel émetteur (54) et, le 18 décembre suivant, on inaugurerait son nouveau studio (55).

*

La nouvelle compagnie garde à son emploi tout le personnel engagé par Thomson. Cette décision n'empêche cependant pas la ronde des départs et des arrivées de se poursuivre. Il y a peu d'informations concernant les employés de CHAD, à l'exception d'Armand Audet (ou Audette) "annonceur sportif" qui décrivait les parties de hockey locales et de Joseph (Jos) Duguay qui resta gérant de la station pendant toute cette période. À CKVD se succèdent quatre gérants: Lucien Godin, Louis Hiller, Jacques Demers et Jacques Thivierge (56). Quant au groupe des annonceurs, il est peu important, quoique l'on continue d'embaucher des anglophones et des francophones, tout comme à Rouyn d'ailleurs. De son côté, CKRN n'eut que deux gérants: Jean Legault et J.R. Linklater, un unilingue anglophone. Par contre, plusieurs annonceurs y travaillèrent, dont Bruno Cyr (57) et Louis Bilodeau. Du côté du personnel technique, il n'est guère question que de l'ingénieur en chef, responsable des trois stations: il n'y en n'eut que deux à l'époque de Beaudry et Authier, soit Georges P. Pope et John Mc Grail.

*

L'étude de ces dix premières années de la radio en Abitibi nous

54. La Frontière, 1er janvier 1948, p. 6.

55. Jacques Thivierge était le fils de Jacques-Narcisse Thivierge qui fut l'un des pionniers de la radio québécoise à CHRC, Québec.

56. Cyr quitta CKRN en 1945 pour travailler à CKAC où il animera, entre autres, "Madeleine et Pierre" et le "Docteur Lambert". Il obtient en 1947, le trophée Radio-Monde.

permet de dégager un certain nombre de faits dont le premier est certes la lutte que se livrent francophones et anglophones. Étant presque absente du développement économique abitibien, l'élite canadienne-française locale cherche à s'approprier le domaine culturel. Son opposition au groupe anglophone se manifeste tout aussi bien lors des transferts de propriétés qu'au moment de l'affiliation à Radio-Canada. En outre, on ne peut manquer de regretter l'incohérence qui persiste dans le domaine technique et dont la cause principale est sans doute reliée aux nombreuses ventes qui empêchent toute continuité. Enfin, il est évident que tous les propriétaires des stations ont cherché à créer, puis à maintenir, un monopole régional des ondes, seul gage de rentabilité financière. Quand les stations seront cédées à nouveau en 1948, les nouveaux acquéreurs, confrontés à une lourde tâche de modernisation, ne manqueront pas de mettre à profit cette concentration de l'entreprise radiophonique.

CHAPITRE II

L'IMPLANTATION DE RADIO-NORD

1. La vente des stations à Radio-Nord

Une ère nouvelle s'ouvre pour les stations de radio régionales lorsqu'elles sont acquises, en 1948, par une compagnie formée d'Abitibiens. On espère alors que ceux-ci pourront assurer une permanence qui fait si cruellement défaut depuis 1939 et qu'ils sauront mieux répondre aux désirs de la population. Mais sans négliger ces nobles idéaux, les nouveaux actionnaires veulent d'abord consolider leurs avoirs. C'est sans doute ce qui explique le succès plutôt inégal des premières années, alors que la compagnie Radio-Nord ne fait que parer au plus urgent, soit de maintenir les stations en état de marche.

*

La vente de Radio Rouyn-Abitibi Ltée à la Northern Radio-Radio-Nord s'effectue au début de l'année 1948. Curieusement, des procédures de vente sont engagées depuis l'été 1947 quand, en novembre de la même année, Roland Beaudry décide de céder l'ensemble de ses actions à son associé Hector Authier soit, quarante et une actions ordinaires et quatre-vingt-

quatorze actions privilégiées (1). Quelle est la signification d'un tel geste? Beaudry et Authier avaient-ils déjà reçu une offre d'achat? Est-ce au contraire le désintéressement de Beaudry qui pousse Authier à se dessaisir de sa part? Quoi qu'il en soit, un contrat de vente est signé le 19 janvier 1948 entre Radio-Rouyn-Abitibi et Northern Radio-Radio-Nord Inc. (2) pour la somme de 98 000 \$ dont 25 000 \$ comptant (3). Le 18 mars 1948, le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada approuve la demande de transfert d'actions et, par le fait même, la vente de Radio-Rouyn-Abitibi Ltée (4).

Une telle vente ne passe pas inaperçue. La Gazette du Nord s'y intéresse de façon particulière; son chroniqueur fait même " remarquer que le réseau de Radio-Nord Inc. est la seule entreprise radiophonique possédant trois stations" (5). On peut donc supposer, si tel est vraiment le

-
1. Lettre d' Authier au ministre des Transports, 16 janvier 1948 (AMC, Dossier 6206-157, vol. II). Une lettre de Charbonneau laisse entendre que la vente des actions de Beaudry à Authier s'est faite le 16 mai 1947. Lettre de Charbonneau à Browne, 9 janvier 1948 (AMC, Dossier 6206-157, vol. II).
 2. La compagnie Northern Radio-Radio-Nord Inc. fut incorporée le 17 janvier 1948. Voir le formulaire " Application for authority to transfer a private commercial broadcasting station licence to a company or partnership" (AMC, Dossier 6206-157, vol. II).
 3. Il y eut d'abord, le 14 janvier 1948, une entente conclue entre Authier et Jean-Joffre Gourd. Voir " Summary of an Agreement between The Honourable Hector Authier and Jean-Joffre Gourd" (AMC, Dossier 6206-157, vol. II) qui fut suivie du contrat le 19 janvier 1948 (voir la copie du contrat dans AMC, Dossier 6206-157, vol. II).
 4. Board of Broadcast Governors, Public announcement No. 12, Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation, March 22nd, 1948, p. 3 (BCRTC). Le ministre entérina probablement cette décision le 6 avril 1948. Lettre de Browne à J.-J. Gourd, 6 avril 1948 (AMC, Dossier 6206-178, vol. II).
 5. La Gazette du Nord, 2 avril 1948, p. 12.

cas, que la politique anti-monopole du gouvernement, émise au cours des années de la guerre, avait porté fruit sauf... en Abitibi. Effectivement, il s'agissait bien d'un monopole qu'avait constitué Thomson dès 1941, et qu'ont repris après lui Authier et Beaudry. Autrement dit, Radio-Nord ne fait que reprendre à son compte une organisation bien amorcée, à la différence que, pour la première fois, les stations allaient appartenir à des intérêts abitibiens.

*

Les nouveaux propriétaires sont David-Armand Gourd, son frère Jean-Joffre et Roger Charbonneau. En plus de ces trois actionnaires majoritaires, il y a parmi les petits actionnaires deux autres membres de la famille Gourd, soit André et le père, David Gourd, député du Parlement fédéral (6). Enfin, soulignons que cette famille Gourd est bien connue dans la région. Elle est l'une, parmi les premières, à s'installer à Amos, ou David Gourd ouvre un magasin général en 1912 (7).

Radio-Nord fera également d'autres acquisitions. En novembre 1949, elle achète les Périodiques du Nord Inc. qui édite La Gazette du Nord et dont Authier était également propriétaire (8), puis, en 1951, elle acquiert l'imprimerie qui publie le Rouyn-Noranda Press et le journal lui-même (9). En somme, au début des années 1950, la compagnie Radio-Nord

-
6. "Memorandum on occupation and residential status of Officers, Directors and principal shareholders", présenté lors de la demande de transferts d'actions (AMC, Dossier 6206-157, vol. II).
 7. Pierre Trudelle, L'Abitibi d'autrefois, d'hier et d'aujourd'hui, Amos, Chez l'Auteur, 1937, p. 70-71.
 8. Benoît-Beaudry Gourd, Les Journaux de l'Abitibi-Témiscamingue..., p. 34.
 9. Ibid., p. 47.

réussit à reprendre le monopole qu'avait constitué Authier dans le domaine de l'information.

*

Quel était le capital investi par Radio-Nord? Les lettres patentes de Northern Radio-Radio-Nord Inc. spécifiaient que "(1)e montant du capital-actions de la compagnie sera de \$150,000.00 divisé en 50,000 actions communes (sic) de \$1.00 chacune, et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$100,000.00 divisée en 100 actions chacune" (10). Les actionnaires majoritaires possédaient toutes les actions ordinaires, à l'exception de 2 et ils détenaient toutes les actions privilégiées (11). Il s'agissait par conséquent d'une mise de fonds importante pour de jeunes hommes d'affaires qui avaient tout juste 30 ans. Toutefois, l'investissement en valait la peine puisqu'ils entraient en possession d'un actif de 162 279,10 \$ (12).

Les acquéreurs ne sont pas par ailleurs dépourvus de connaissances en affaires. David-Armand et Jean-Joffre avaient pris la suite de leur père dans l'entreprise familiale. Quant à Roger Charbonneau, il était comptable agréé, diplômé de Harvard, et enseignait à l'École des hautes études commerciales (13). Au sein de la Compagnie, les tâches se répar-

10. La Gazette du Nord, 2 avril 1948, p. 12.

11. "Stockholders of Northern Radio-Radio-Nord Inc!" (Exhibit "B") présenté lors de la demande de transfert d'actions de Radio Rouyn-Abitibi à Radio-Nord (AMC, Dossier 6206-157, vol. II).

12. "Pro forma Balance Sheet as of January 1st 1948 (Date of beginning of operations)" (Exhibit "G"), présenté lors de la demande de transfert d'actions de Radio Rouyn-Abitibi à Radio-Nord (AMC, Dossier 6206-157, vol. II).

13. "Memorandum on occupation and residential status of Officers, ..." (AMC, Dossier 6206-157, vol. II).

tissent donc suivant les intérêts et la compétence de chacun: David-Armand devient président et gérant général, Jean-Joffre, avocat, prend la présidence du Bureau de direction, et Charbonneau occupe le poste de secrétaire-trésorier (14).

*

L'une des premières tâches qui attend les nouveaux propriétaires est la modernisation des stations. En novembre 1948, un des inspecteurs du gouvernement n'avait-il pas signalé que l'entretien de CKRN était "very slipshod" (15)! À ces urgences s'ajoute encore la tâche de mener à terme le projet d'augmentation de puissance de CKRN à 1 000 watts, auquel Authier et Beaudry n'avaient pas donné suite en 1947. Pareillement, comme on ne pouvait garder l'émetteur au centre de la ville, il fallait rapidement trouver un autre site. Toute une série de problèmes vinrent par la suite entraver la bonne marche des opérations: le premier site choisi s'avéra inadéquat du point de vue technique; le second, trop près d'une base d'aviation (celle du lac Osisko) et, finalement, les ingénieurs ne purent garantir l'amélioration de la réception. Tout cela conduisit Radio-Nord à renoncer au projet à la fin de 1948 (16). Il y

14. Ibid.

15. V.B. Mc Ormond, Rapport d'inspection, 5 novembre 1948 (AMC, Dossier 6206-157, vol. III). L'ingénieur de Radio-Nord avouera, quelques années plus tard, "Our young company since acquiring these stations (CKRN, CKLS, CKVD, CHAD) - which were just a pile of "haywire" and did not have any resemblance to a radio station, - has spent every available dollar to rebuild three of them from scratch". Lettre de l'ingénieur en chef de Radio-Nord à Browne, 28 octobre 1953 (AMC, Dossier 6206-157, vol. IV).

16. La Frontière, 25 novembre 1948, p. 6 (4e section).

avait bien encore le cas de CHAD dont le nouvel émetteur ne pouvait fonctionner pleinement faute de pièces. Le travail ne manquait donc pas si on voulait rénover les stations et en améliorer le rendement.

2. L'enracinement de Radio-Nord en Abitibi

Lorsque Radio-Nord Inc. fit l'acquisition de CKRN, de CKVD et de CHAD en 1948, il devint de plus en plus question de doter aussi La Sarre d'une station radiophonique. Cette petite ville restait, avec Senneterre, l'un des derniers centres urbains de l'Abitibi à être très mal desservi par la radio.

*

Dans le but d'obtenir leur station, les Lasarrois mettent donc sur pied, en mai 1948, un comité chargé de mener à bien cette entreprise; les membres les plus actifs de ce comité sont le maire de La Sarre, F.-X. Martel, le notaire Jules Lavigne et Léonidas Boisvert (17). Le mouvement suscite un tel enthousiasme qu'on recrute bientôt près d'une cinquantaine de personnes (parmi lesquelles les trois principaux actionnaires de Radio-Nord) qui se montrent intéressées à acquérir des actions de la nouvelle compagnie. Le 5 mai 1949, celle-ci peut être incorporée sous le nom de Radio La Sarre Inc. (18), qui pouvait compter sur l'appui technique de Radio-Nord et sur l'expérience administrative de ses propriétai-

17. La Gazette du Nord, 15 décembre 1949, p. 1.

18. Tiré du formulaire AR-5-21, Annexe 5, présenté au Ministère lors de la demande de permis pour CKLS (AMC, Dossier 6206-287, vol. I).

res: "All programming, technical and administrative work will be done under contract by Northern Radio-Radio-Nord Inc. This latter company has an experienced staff which will be used to build up the organization of Radio La Sarre Inc. and train its operating personnel" (19). Radio-Nord prenait ainsi, de façon détournée, le contrôle réel de la nouvelle station.

*

Le 3 mars 1949, Roger Charbonneau fait parvenir à la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) une demande d'émission de permis pour La Sarre (20). Le 1er février 1950, la future station CKLS reçoit son permis du Gouverneur général en conseil, qui lui octroie la fréquence 1240 et une puissance de 250 watts (21).

Reliée dès son ouverture au réseau français de Radio-Canada et aux autres stations de la région, CKLS débourse environ 20 000 \$ pour ouvrir ses studios (22); ceux-ci sont installés au troisième étage de l'édifice du théâtre La Sarre, alors que l'émetteur est érigé à environ deux milles de la ville, sur la route de Dupuy (23). Entrée en ondes le 1er septembre 1950, CKLS ne commence vraiment à diffuser que le lendemain à 9 heures du

-
19. Tiré du formulaire 269, Annexe "K" - "Proposed Staff", présenté au Ministère lors de la demande de permis pour CKLS (AMC, Dossier 6206-287, vol. I).
 20. Lettre de Charbonneau à Hugh Palmer, secrétaire de CBC, 3 mars 1949 (AMC, Dossier 6206-287, vol. I).
 21. Lettre de Browne à Radio La Sarre, 14 février 1950 (AMC, Dossier 6206-287, vol. I).
 22. Tiré du formulaire 269, Annexe "H" - "Estimate of Capital Cost", présenté au Ministère lors de la demande de permis pour CKLS (AMC, Dossier 6206-287, vol. I).
 23. La Frontière, 1er août 1950, p. 1.

matin (24). L'inauguration officielle et la bénédiction, se déroulèrent le dimanche 1er octobre de 17 heures à 19 heures, avec les discours des invités de marque et un programme musical. Quant au personnel de la station, il semble se limiter au strict minimum: un gérant (Maurice Dubois), un annonceur francophone et un opérateur (25).

*

CKLS ne restera pas très longtemps une station indépendante. Le 15 mai 1952, J.-J. Gourd adresse en effet au Ministère une demande de transfert d'un certain nombre d'actions de Radio La Sarre Inc. (26). Or, un tel transfert, s'il était autorisé, aurait pour conséquence de faire passer le contrôle de la Compagnie entre les mains de principaux actionnaires de Radio-Nord. Le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada réclame alors des explications:

... these transfers which have the effect of transferring control in Radio La Sarre Inc. to D.A. Gourd, J.J. Gourd and Roger Charbonneau, who between them would control 56% of the common shares and each hold 1/3 interest in Radio-Nord Inc. The application for the licence to establish a station at La Sarre states in Section 21 elaborated in Schedule 11 that no other company would control either directly or indirectly the applicant company and informs the Board that the applicant has

-
24. Lettre de L.-J. Duchesnay, vice-président de Radio-Nord à Browne, 25 octobre 1950 (AMC, Dossier 6206-287, vol. I).
25. La Frontière, 1er août 1950, p. 1.
26. Lettre de J.-J. Gourd à Browne, 15 mai 1952 (AMC, Dossier 6206-287, vol. II). Il s'agissait d'effectuer le transfert des actions suivantes: 2 000 actions de Henri Doré à J.-J. Gourd, 450 actions de Jules Lavigne à Pauline Cabana, 50 actions de Yvon Bédard à Ernest Veilleux, 1 action de D.-A. Gourd à Jean Monette et 1 action de D.-A. Gourd à Jacques Melançon. Lettre de Browne à J.-J. Gourd, 23 mai 1952 (AMC, Dossier 6206-287, vol. II).

a three year management contract with Radio-Nord Inc. (27).

D.-A. Gourd fournit les explications requises en insistant, d'une part, sur le fait que CKLS ne pouvait fonctionner isolément et, d'autre part, sur le fait que l'un des actionnaires de Radio La Sarre, Henri-A. Doré, un ami de la famille, se voyait dans l'obligation de vendre ses actions (28). Le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada finit par se rendre à la demande de Gourd et accepta le transfert; le ministre entérina cette décision en novembre 1952 (29).

*

Ce changement de propriétaires ne solutionne pas cependant les problèmes auxquels doit faire face Radio-Nord. Les améliorations entreprises, au début de 1950, s'effectuent dans un contexte difficile: les restrictions gouvernementales imposées sur l'acier (30) retardent la construction de nouveaux pylônes pour les antennes des stations de Rouyn et d'Amos; les démarches menées en juillet 1952, afin d'ériger un nouveau

-
27. Lettre de R.E. Keddy, secrétaire du Bureau des gouverneurs de Radio-Canada à Browne, 26 septembre 1952 (AMC, Dossier 6206-287, vol. II). Dans une autre lettre qu'il adressait à Browne, Keddy précisait que les Gourd et Charbonneau possédaient, avant la demande, 48% des actions ordinaires de Radio La Sarre; si le transfert était accepté, ils en posséderaient 56%. Lettre du 18 juin 1952 (AMC, Dossier 6206-287, vol. II).
 28. Lettre de D.-A. Gourd à Browne, 24 octobre 1952 (AMC, Dossier 6206-287, vol. II).
 29. Board of Broadcast Governors, Public announcement No 65, Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation, November 10, 1952, p. 1 (BCRTC); lettre de Browne au Bureau des avocats Monette, Gourd et Bronstetter, 28 novembre 1952 (AMC, Dossier 6206-287, vol. II).
 30. Imposées au début de 1951, ces restrictions ne seront levées que deux ans plus tard. Elles sont sans doute liées à la participation canadienne à la guerre de Corée.

pylône et de déménager l'émetteur de CKRN, n'aboutiront quant à elles qu'en juillet de l'année suivante (31); effectivement, ce nouvel émetteur n'est mis en marche que le 22 janvier 1953 (32). À Amos, des lignes électriques affectent l'émetteur qu'il faut relocaliser ailleurs; à cette fin, on choisit un emplacement sur la route de Val d'Or. Finalement, l'autorisation de construire le pylône de CHAD fut accordée par le ministre des Transports en même temps que celle de CKRN (33). Quant à Val d'Or, il fallut modifier à plusieurs reprises le site désigné pour l'émetteur jusqu'à ce que le choix se fixe sur un emplacement en direction de Sullivan (34). Parallèlement à cette demande, Radio-Nord obtient, en 1951, de faire passer la puissance de CKVD de 100 à 250 watts (35).

*

La réception de certaines stations de Radio-Nord demeure cependant toujours problématique. Certaines localités, situées dans une zone métallifère, avaient une réception très mauvaise; tel est le cas de Malarctic, petite ville minière sise à vingt-cinq kilomètres de Val d'Or, où les plaintes des auditeurs sont nombreuses. Même situation au Témiscamingue qui, avant la fondation de CKVM-Ville-Marie en 1950, était mieux

-
31. Lettre de Lionel Chevrier, ministre des Transports à J.J. Mc Cann, ministre du Revenu national, 18 juillet 1952 (AMC, Dossier 6206-157, vol. III).
 32. Lettre de Jean Sénécal, ingénieur en chef de Radio-Nord à Browne, 22 janvier 1953 (AMC, Dossier 6206-157, vol. IV).
 33. Lettre de Browne à Donald Manson, directeur général de CBC, 2 avril 1952 (AMC, Dossier 6206-178, vol. III).
 34. CKVD commença à diffuser avec cet émetteur relocalisé le 24 février 1952. Lettre de J.A. Yearwood, "Acting Superintendent Radio" de Montréal à la Division des télécommunications du Ministère, 29 mars 1952 (AMC, Dossier 6206-178, vol. III).
 35. Lettre de Lionel Chevrier à D.-A. Gourde, 15 juillet 1952 (AMC, Dossier 6206-156, vol. II).

desservi par les stations ontariennes que par celles du Québec; rares étaient les auditeurs de cette région qui pouvaient capter régulièrement CKRN. À La Sarre, la réception est si mauvaise qu'elle incite les gens à s'organiser pour obtenir une station locale. Trop souvent aussi les puissantes stations américaines viennent brouiller les ondes et rendre la réception difficile en soirée.

Il n'est donc pas surprenant de lire dans les journaux de multiples lettres d'auditeurs qui se plaignent de la mauvaise qualité de la réception; ils ont souvent l'impression qu'on ne fait rien pour remédier à la situation. Les amateurs de radio-romans, de musique ou d'information n'étaient pas les seuls lésés: les commerçants locaux trouvaient aussi très fâcheux de payer pour une publicité qui n'atteignait pas l'auditoire visé: "Il semblerait que notre poste local y gagnerait à augmenter sa force pour pouvoir répondre mieux aux besoins des hommes d'affaires. Ainsi, les paroissiens de Despinassy auraient de la difficulté à syntoniser CHAD, alors que le poste de Timmins sera facilement entendu" (36).

3. Les années de consolidation

L'insatisfaction générale vis-à-vis les services offerts par Radio-Nord amène les gens de la région à demander l'établissement d'une station

36. La Frontière, 4 avril 1952, p. 5. La réception de CHAD était d'autant plus difficile que la Coopérative d'électricité d'Abitibi-est venait d'installer ses lignes électriques aux côtés de l'émetteur de la station. Lettre de W.E. Bronstetter de Monette, Gourd et Bronstetter à Browne, 27 mars 1952 (AMC, Dossier 6206-156, vol. II).

de Radio-Canada. Surtout souhaité par quelques Malarticois au cours de l'année 1953-1954, le projet n'aura pas de suite, la plupart des villes abitibiennes et des hommes d'affaires préférant le service déjà existant:

Indépendamment de la qualité de quelques programmes et de la compétence de certains annonceurs (...) Rouyn, La Sarre, Amos et Val d'Or ont émis des opinions unanimes sur ce point et ces villes ne sont pas sans réaliser les avantages immenses de stations locales pouvant répondre aux besoins de tel centre donné. Cette question étant élucidée, il reste à savoir s'il n'y a pas lieu d'améliorer ce que nous avons (37).

Les commerçants locaux ne voyaient pas l'intérêt de faire de la réclame dans toute la région: ils auraient payé leur publicité plus chère sans en retirer les avantages correspondants. On craignait aussi, advenant la réalisation d'un tel projet, que cela ne fasse disparaître tout à fait les petites stations éliminant par le fait même toute concurrence. Il fallait aussi s'attendre à ce que la diffusion d'émissions en anglais ou en d'autres langues cesse définitivement. Enfin, la Société Radio-Canada ne voulait pas instaurer un réseau parallèle dans la région puisqu'elle défrayait encore les coûts du raccordement des stations privées locales à son réseau national français (38). Or, aussi curieusement que cela puisse paraître, il n'y eut sur le plan technique que très peu de travaux d'envergure, jusqu'en 1960 du moins. On installe tout de même

37. L'Écho abitibien, 29 avril 1954, p. 4.

38. Ibid., 20 mai 1954, p. 1.

des systèmes de commande à distance pour les émetteurs (39) et on effectue aussi le raccordement de CKLS au réseau français de Radio-Canada. Comme les autres stations abitibiennes, CKLS, en vertu d'une autorisation donnée en juillet 1950 (40), devait être reliée dès son ouverture au réseau français. Malheureusement, les ententes avec les compagnies qui commanditent certaines émissions ne sont pas conclues à temps, le branchement n'est vraiment établi qu'en 1952. C'est aussi à cette époque qu'est abandonné l'itinéraire Montréal-Québec-Val d'Or pour acheminer les émissions du réseau français dans la région: la nouvelle route passe dorénavant par l'Ontario.

*

Au chapitre du personnel, le problème de la mobilité de la main d'oeuvre demeure toujours entier. Avec la fusion de tout le réseau apparaît aussi une augmentation du nombre de déplacements d'une station à l'autre: annonceurs et gérants travaillent à l'une ou l'autre des stations de la Compagnie. D'autre part, la station CKRN étant le centre de production et de réalisation, presque tous les annonceurs y font escale à un moment ou à un autre (41). En somme, le nombre d'employés - sauf

-
39. Avant 1953, à moins d'une autorisation du Ministère, les émetteurs n'étaient autorisés à fonctionner que sous la surveillance d'un personnel qualifié, ce qui n'avait jamais été le cas dans la région. Le Ministère menace alors des propriétaires de Radio-Nord de leur retirer leurs permis s'ils ne se conformaient pas à ses directives. Cédant aux pressions, Radio-Nord équipe toutes ses stations de tels systèmes en 1953-1954.
40. Notes summarizing history of network service to Abitibi area, 24 juillet 1957 (ARC).
41. Deux stations, CKRN et CKVD, continuent d'embaucher des annonceurs anglophones bien que cette pratique perde de l'importance vers la fin de la décennie.

peut-être à Rouyn -- demeure toujours très restreint. Autrement dit, le personnel, dont les heures de travail sont longues et irrégulières, doit pouvoir s'adapter à toutes les situations. Enfin, parmi les membres du personnel de cette époque, qui ont poursuivi leur carrière ailleurs en province et qui sont maintenant très connus, il convient de signaler Lise Ouimet-Payette qui animait "La femme dans le monde", Jean-Marie Perreault qui travailla à toutes les stations et y occupa les fonctions les plus variées, Maurice Dubois, Yvan Ducharme et Pierre Chouinard.

*

Au mécontentement suscité par la mauvaise qualité de la réception s'ajoutent, au cours des années 1950, des critiques de plus en plus nombreuses quant à la compétence de certains annonceurs et au contenu de la programmation. Même si ces commentaires viennent de l'élite, il n'en reste pas moins qu'on peut douter de la qualité de quelques productions locales. En effet, mises à part les critiques marginales se rapportant à un changement d'horaire ou à la perte d'une émission appréciée, plusieurs observateurs reprochent à Radio-Nord d'engager des annonceurs qui "massacrent" le français. C'est surtout le cas à Val d'Or:

En dépit de tout, on doit regretter que les auditeurs de CKVD, les autres stations semblent mieux partagées, doivent subir des annonceurs qui ne connaissent aucunement la langue française; s'exprimer en français pour être compris et parler correctement le français sont deux choses différentes. Qu'on ne s'étonne donc pas si on nous sert des textes publicitaires, des messages et des nouvelles mal rédigées et pauvrement débitées (42).

42. L'Écho abitibien, 3 avril 1952, p. 4.

Ces erreurs paraissent d'autant plus grossières qu'on peut établir la comparaison avec les annonceurs de Radio-Canada. Pareil rapprochement vaut aussi pour les émissions: " Les seuls programmes qui ont du bon sens, nous viennent de Radio-Canada. De tous nos postes du nord, pas un seul, de lui-même, nous donne (sic) quelque chose tant soit peu intéressant" (43). Quant à la musique qu'on fait entendre, il est clair qu'elle répond surtout aux goûts du grand public qui préfère les chansonnettes, les rythmes américains ou le " western" aux grands classiques:

... on nous signale, et très justement, que jamais les postes de radio reçoivent (sic) de communication appréciant les programmes de choix ou protestant contre le peu d'attention qu'on porte à la musique de choix, du moins celle qui peut être intelligible par la majorité des auditeurs; par contre, pour le populaire ou encore les nouveautés qui durent ce que durent les roses, on est souvent inondé de demandes. Que ceux qui veulent des améliorations dans les programmes le disent à qui de droit (44).

Enfin, les émissions d'information sont elles aussi critiquées, surtout quand Radio-Nord se permet de supprimer un bulletin de nouvelles nationales pour le remplacer par des informations locales.

*

Ces nombreuses et diverses difficultés n'ébranlent nullement Radio-Nord. La Compagnie semble même éviter ces problèmes en en créant d'autres. Pour tout dire, elle entend étendre davantage son monopole. Ainsi dès 1953, elle envisage la possibilité d'établir une station de télévision en Abitibi. Après bon nombre d'études, le 4 mai 1956, une première

43. La Frontière, 1er décembre 1953, p. 3.

44. L'Écho d'Amos, 7 février 1957, p. 4.

demande de permis (45), qui ne sera pas retenue, est envoyée au Bureau des gouverneurs de Radio-Canada. C'est que de nombreuses oppositions émanent du milieu et il faut plusieurs rencontres avec des organismes locaux, tels les conseils de ville et les Chambres de commerce, avant que D.-A. Gourd ne réussisse à lever toutes les réticences.

Radio-Nord soumet alors une deuxième demande, qui est acceptée en octobre 1956: le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada autorise la Compagnie à construire une station de télévision bilingue à Rouyn, mais exige que la proportion des émissions, soit 60% française et 40% anglaise, afin de rendre davantage justice à la population abitibienne majoritairement francophone (46). CKRN-TV entra en ondes régulièrement à partir du 25 décembre 1957 (47). Comme la station était alimentée de Toronto, seules les émissions anglaises étaient en direct, les émissions françaises enregistrées à Montréal arrivaient à Rouyn avec quelques jours de retard (48): ce n'est qu'à partir du 21 mars 1959 que les émissions françaises purent être acheminées directement de Montréal à Rouyn (49). Ainsi, en une seule décennie, Radio-Nord avait réussi à monopoliser tous les médias électroniques de l'Abitibi et il ne semblait plus possible de lui ravir ce marché.

*

-
45. Lettre de Charbonneau à F.G. Nixon, " Régisseur des télécommunications", 4 mai 1956 (AMC, Dossier 6206-157, vol. V).
46. La Frontière, 14 mars 1957, p. 17. Radio-Nord réclamait une proportion de 50-50.
47. L'Écho d'Amos, 26 décembre 1957, p. 16.
48. Ibid., 2 août 1956, p. 4.
49. Ibid., 19 mars 1959, p. 1.

Radio-Nord aura mis moins de quatre ans à devenir propriétaire de toutes les stations abitibiennes. Pourtant une étape encore plus difficile reste à franchir: celle de l'amélioration des services. Toutes les critiques faites à l'endroit de la Compagnie ainsi que la campagne menée en vue d'obtenir une station de Radio-Canada sont là pour le démontrer. Les problèmes sont d'une telle gravité - équipement désuet, personnel inexpérimenté ou non qualifié - qu'on doit se demander comment la Compagnie a pu survivre. Or, la seule réponse possible est l'absence de concurrents sérieux: Radio-Nord n'a aucune rivale dans la région, alors que les grandes stations nationales ne s'intéressent pas à un marché aussi restreint que celui de l'Abitibi. On ne laisse donc aucun choix aux marchands locaux qui doivent confier leur publicité à Radio-Nord.

CHAPITRE III
LA CLIENTÈLE DES DIFFUSEURS

1. Les assises démographiques de la diffusion

Le caractère monopolisateur de Radio-Nord, bien visible à l'examen des structures de la compagnie, se confirme également au niveau interne grâce à l'étude statistique des cotes d'écoute compilées, entre 1944 et 1960, par le Bureau of Broadcast Measurement (BBM) de Toronto. L'utilité de telles cotes d'écoute est diverse. Pour les diffuseurs, elle revêtent une extrême importance puisqu'elles leur permettent de négocier leurs tarifs publicitaires tant au niveau local qu'au niveau national. Comme la publicité assure plus de 80% de leurs revenus (1), on comprendra la pertinence de ces renseignements.

Pour nous, ces sondages constitueront un moyen de vérifier l'importance de la radio et de sa pénétration dans la région abitibienne. Ils nous permettront surtout de constater l'élimination graduelle des stations non régionales. Autrement dit, le but de ce chapitre est de mieux saisir

1. Ainsi comme l'écrit O.J. Firestone: "Advertising expenditures contribute 75 per cent to total revenues of newspapers and between 86 per cent and 95 per cent of total revenues of broadcasting stations" (The Economic Implication of Advertising, Toronto and London, Methuen, 1967, p. 176).

l'évolution du nombre d'auditeurs et d'enrichir notre connaissance de la concentration de la radio entre les mains des propriétaires locaux. Après quelques commentaires destinés à faciliter la compréhension des graphiques, nous aborderons l'étude des cotes d'écoute des stations locales, pour ensuite nous attacher à celles des autres stations, francophones et anglophones, qui pouvaient être captées dans la région.

*

Tous les graphiques du présent chapitre sont donc bâtis à partir des sondages du BBM (2). Financé par les stations de radio, il fait paraître sa première étude en 1944 (3). Globalement les méthodes d'enquête du BBM n'ont pas changé depuis ses premières analyses au début des années 1940: priorité accordée au questionnaires écrit remis par la poste et contenant une somme d'argent symbolique afin d'accroître le nombre de répondants. Si la ceuillette des données n'a pas varié, les modes de compilation ont, quant à eux, subi beaucoup de variations. Ainsi jusqu'en 1957, les cotes d'écoute s'établissent suivant les divisions de recensement et pour chaque station captée sur le territoire ainsi

-
2. Cette entreprise torontoise est fondée "in 1943 by the Canadian Association of Broadcasters, the Association of Canadian Advertisers and the Canadian Association of Advertising Agencies". "Foreword", dans Area Audience Report-Study No. 2, March 1946, Toronto, BBM, 1947 (APC).
 3. Ibid. L'un des premiers objectifs du BBM est de renseigner ses clients le plus fidèlement possible afin qu'ils puissent fixer leurs tarifs publicitaires et, si nécessaire, ajuster leur programmation pour mieux répondre aux désirs de la population. La raison d'être du BBM est donc avant tout commerciale, car toute variation du nombre d'auditeurs d'une station a un impact sur sa santé financière.

délimité (4). On demandait alors aux répondants de faire la liste des stations qu'ils syntonisaient une fois ou plus d'une fois au cours de la semaine d'enquête et de distinguer entre les périodes d'écoute du jour et du soir (5). Les résultats étaient ensuite compilés sous forme de données brutes (nombre d'auditeurs à l'écoute) et en pourcentage (6). Mais le BBM modifia cette procédure au printemps de 1957: la journée fut divisée en périodes de trente minutes et l'auditeur devait inscrire à chaque demi-heure quelle était la station qu'il syntonisait. On obtenait ainsi le pourcentage d'auditeurs qui, à chaque demi-heure, était à l'écoute de telle ou de telle station; malheureusement cette méthode ne nous permet plus d'avoir un pourcentage global pour chaque station. Puis, nouveau changement à l'automne de 1959: tout en maintenant le relevé à toutes les demi-heures, le BBM revient au pourcentage d'auditeurs, non plus pour chaque station, mais pour l'ensemble des quatre stations de la région. C'est en essayant de concilier tous ces éléments que les graphi-

-
4. La région était divisée entre l'Abitibi et le Témiscamingue; mais en raison de sa trop grande étendue, le BBM avait scindé l'Abitibi, en Abitibi "A" (à l'ouest) et en Abitibi "B" (à l'est). L'ouest incluait les villes d'Amos, Val d'Or, Malartic et La Sarre; quant à la partie est, elle ne comprenait aucune agglomération d'importance si ce n'est la petite localité de Senneterre. Ce procédé était appliqué ailleurs au Canada: "Extremely large census divisions have been sub-divided, as indicated by broken lines within a census division. The sub-divisions are identified by letters: A, B, C, D". "How to use this report", dans Area Audience Report - Study No. 2, March 1946 (...).
 5. Le BBM définissait ainsi le "jour" en 1946: "Daytime: - Before dark, when stations have daylight transmission and reception characteristics - ending approximately 6:00 p.m. in March, the date of survey". Les émissions du soir commençaient donc après 18 heures. "Glossary", dans Area Audience Report - Study No. 2, March 1946 (...).
 6. Si une station n'obtenait pas au moins 10% de la faveur populaire, le rapport portait la mention "LT", i.e., "less than 10%".

ques suivants ont été établis.

Dans l'intention de fournir un aperçu le plus complet possible des cotes d'écoute nous avons opté pour une compilation des données brutes: ce type d'information étant accessible aussi bien avant qu'après 1956, ce qui n'est pas le cas pour les pourcentages. Cependant, nous avons inclus les pourcentages qui furent établis par le BBM jusqu'en 1956, puisqu'ils ne contredisent pas l'allure générale des courbes; ces pourcentages figurent entre parenthèses sur les graphiques. Enfin, et pour ne pas multiplier inutilement le nombre de graphiques, nous avons établi une moyenne de l'écoute du jour et du soir.

*

Le Graphique I présente le nombre de ménages de la région abitibienne et le nombre de ces ménages possédant un appareil de radio (7). De 11 839 en mars 1944, le nombre de ménages passe de 18 010 en septembre 1949, puis à 19 300 en janvier 1956, pour enfin atteindre 20 600 en novembre 1960. Quant au nombre de ménages avec radio, il s'établit suivant deux courbes différentes. Dès l'année 1948, le BBM divise en effet l'Abitibi en deux sous-régions: Abitibi "A" et Abitibi "B". Les chiffres fournis par le BBM illustrant bien d'ailleurs l'écart qui pouvait exister entre les deux secteurs, quant au nombre de ménages ayant un appareil de radio. Enfin, on notera l'interruption de statistiques concernant le nombre de ménages avec radio à partir de 1956. Une telle

7. Les termes de "ménages" et de "nombre de ménages avec radio" sont des traductions de "households" et de "radio homes" employés par le BBM.

absence de données signifie peut-être qu'on estimait que chaque ménage, ou presque, possédait au moins un appareil puisque les deux courbes, celle du nombre de ménages et celle du nombre de ménages avec radio, tendent à se confondre.

Dans le Graphique II, nous retrouvons les données concernant le Témiscamingue. Les chiffres tirés des enquêtes du BBM montrent bien l'importance relative des cotes d'écoute pour cette région. De 1944 à 1960, le nombre de ménages augmente très peu, passant de 7 388 à 12 300. Quant au nombre de ménages possédant un appareil de radio, il augmente très rapidement pour atteindre son maximum dès les années cinquante, et curieusement dépassant même le nombre de ménages à partir de janvier 1952. Enfin, comme dans le Graphique I, le BBM ne donne plus, à partir de mars 1957, le nombre de ménages avec radio.

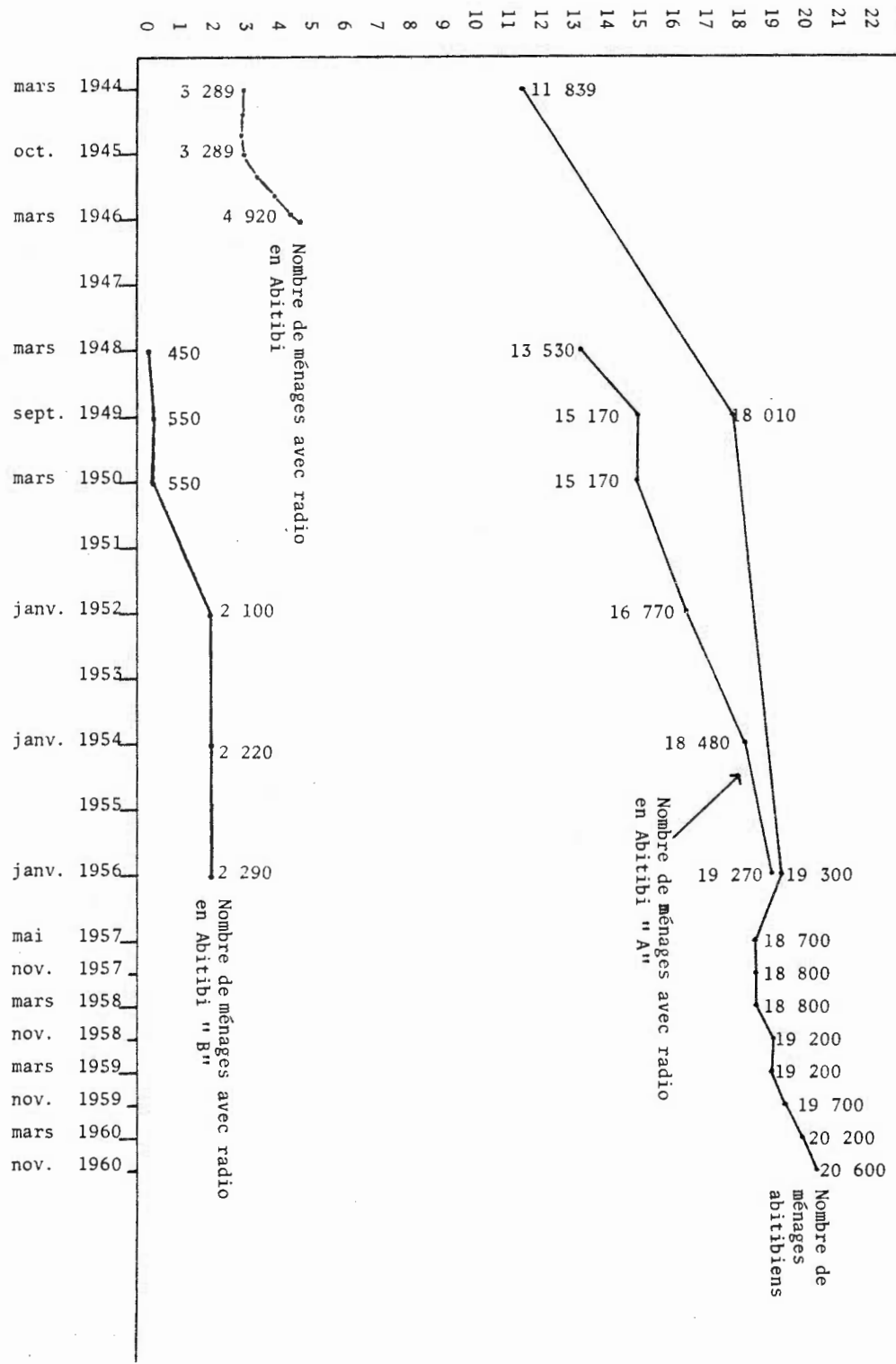
Ces deux graphiques prouvent qu'après la période de "décollage" des années d'après-guerre a succédé une époque de stabilisation: le nombre de ménages ne double pas entre 1944 et 1949, alors que celui des postes triple au cours des mêmes années. Ce phénomène pourrait s'expliquer par la naissance des trois stations locales et par la fin des restrictions imposées sur le matériel technique qui va permettre aux gens de se procurer plus facilement une radio après la guerre.

Cet engouement pour la radio démontre à quel point les Abitibiens sont désireux d'être mis en contact avec le reste de la Province. Longtemps isolés, ils découvrent au cours des années quarante un moyen facile et relativement peu coûteux de mettre le monde à leur portée. Ce sont

en milliers

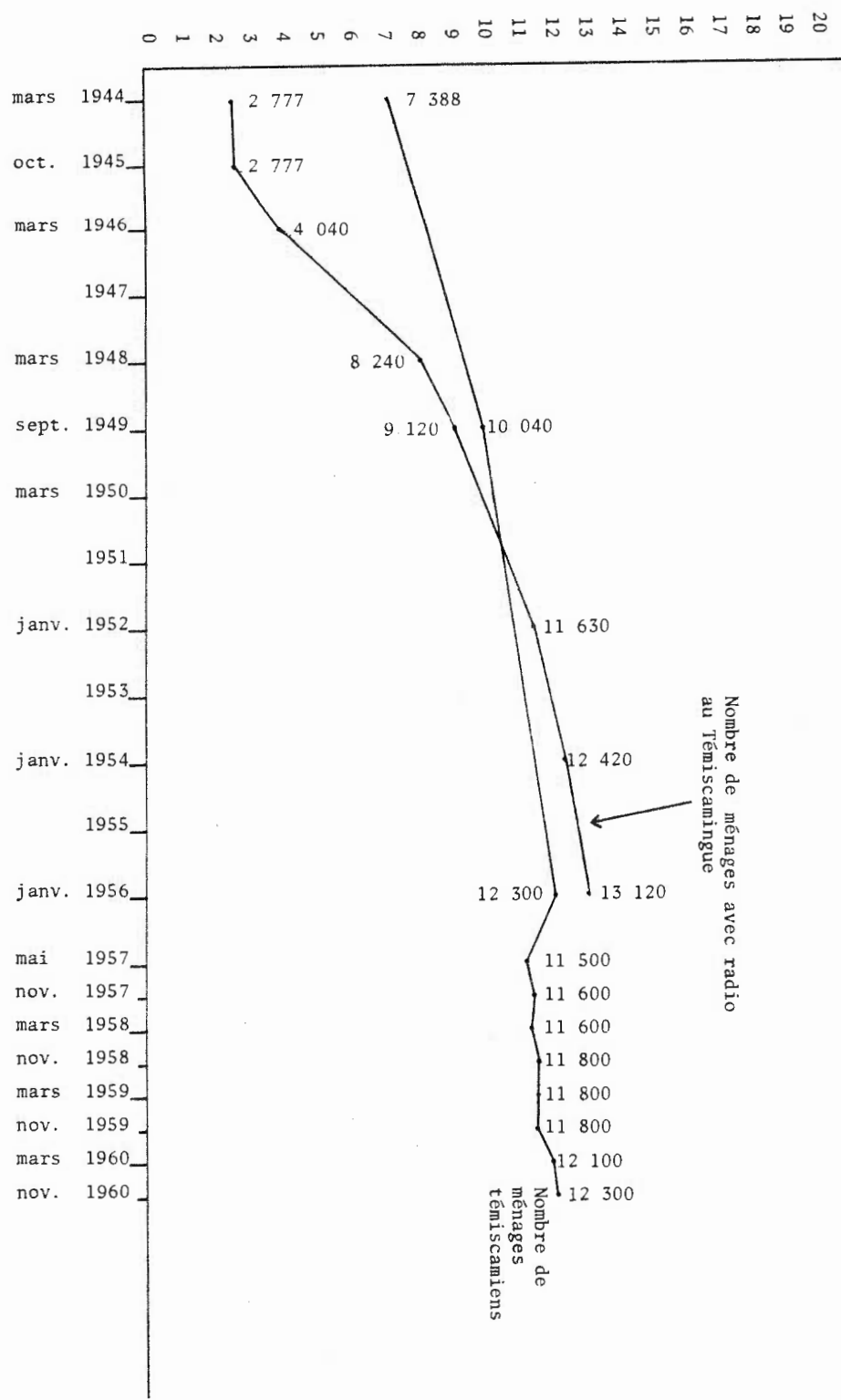
NOMBRE DE MÉNAGES ABITIÉTIENS AVEC UN POSTE DE RADIO

GRAPHIQUE 1



en milliers

GRAPHIQUE II
NOMBRE DE MENAGES TEMISCAMIENS AVEC UN POSTE DE RADIO



bien des problèmes d'ordre technique qui ont retardé le développement de la radio locale puisque, une fois les stations bien implantées, l'emballage a été collectif et spontané. Il est d'ailleurs significatif de voir naître cet élan à la fin de la guerre, alors que tous les obstacles sont levés et que, pour la première fois, on a pu suivre au jour le jour les grands événements se déroulant à travers le monde.

2. Les cotes d'écoute des stations locales

Relatif aux cotes d'écoute de CKRN, le Graphique III a été retenu ici à titre d'exemple parce qu'il présente un certain nombre de caractéristiques communes à l'ensemble des stations (8); quant au Graphique IV, il propose une moyenne de l'écoute des stations locales dans la région et nous permet ainsi de mieux saisir l'ensemble du phénomène de diffusion.

Avant de débiter l'analyse du Graphique III, il serait bon de commenter la délimitation du Témiscamingue privilégiée par le BBM. L'inclusion de Rouyn-Noranda et de ses environs dans le Témiscamingue est compréhensible aux niveaux géographique et historique mais elle fausse le problème au plan radiophonique. Dans les faits, CKRN était très mal captée dans la région sise au sud de Notre-Dame-du-Nord, la partie la plus peuplée du "vrai" Témiscamingue (9). Il aurait été plus réaliste de

-
8. Les graphiques portant sur les trois autres stations ont été reportées en annexe, à la fin de notre mémoire.
 9. Ceci explique qu'il n'y ait de courbe pour le Témiscamingue que sur les graphiques de CKRN et de CKLS.

distinguer entre la partie nord entourant Rouyn et la partie sud, des environs de Guérin jusqu'à Témiscaming (10).

Le graphique de CKRN (voir Graphique III) présente une première information qui mérite explication: la courbe décroissante du Témiscamingue pour l'année 1950. Cette chute doit être attribuée à l'ouverture de la nouvelle station CKVM de Ville-Marie en janvier 1950, qui attire probablement une partie de l'auditoire de CKRN. Sans doute définitif en ce qui concerne le sud du Témiscamingue, le mouvement à la baisse ne semble pas se poursuivre dans le reste de la région, puisqu'il y a reprise en 1952, alors que CKRN revient au niveau de 1948.

Plus spectaculaire est la baisse de l'écoute de CKRN en Abitibi " A " , lors du sondage de 1952. Une seule explication nous vient à l'esprit: la baisse, enregistrée aussi à CHAD, coïncide avec le premier sondage exécuté pour CKLS. Il est donc probable que les Lasarrois aient pris l'habitude de syntoniser leur station locale et de délaisser CHAD et CKRN qu'ils écoutaient auparavant. On note également que les auditeurs d'Abitibi " B " accordent surtout leur faveur à CHAD et à CKVD, les deux stations les plus rapprochées de leur région, avec une tendance à choisir de plus en plus CKVD à partir de 1954.

Pour sa part, si on exclut les baisses notées plus haut, le Graphique IV confirme l'ascension de la radio en Abitibi-Témiscamingue jusqu'en

10. On aurait pu scinder la région comme on l'avait fait pour l'Abitibi; d'ailleurs, le BBM effectuera une telle distinction lors du sondage de 1956. Il faut aussi préciser que, dans la pratique, les gens de la région n'identifient pas Rouyn-Noranda à des villes témiscamiennes.

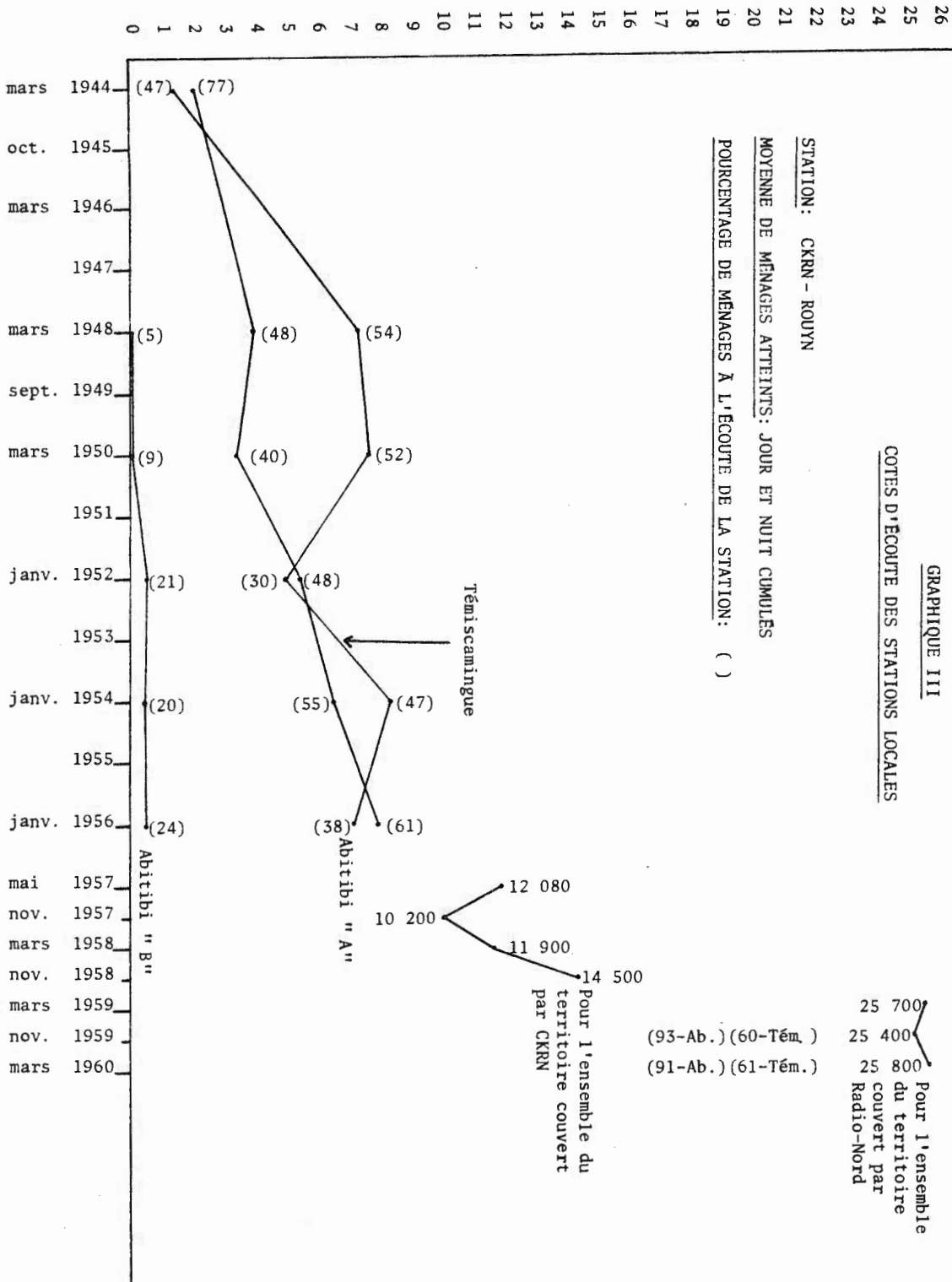
1956. On notera aussi que la courbe de l'Abitibi, qui tend à se stabiliser à partir de 1952, enregistre une hausse importante entre cette même année et 1954, sans doute à cause de l'ouverture de la station CKLS-La Sarre.

*

Le processus de décélération sur toutes les courbes d'Abitibi "A" entre 1954 et 1956 retient aussi l'attention. Nous sommes peut-être en présence d'une perte de vitesse de la radio au profit de la télévision, phénomène auquel s'ajouterait la stabilisation du nombre de ménages faisant l'acquisition d'une radio (voir Graphique I). On pourrait dès lors poser comme hypothèse que la radio locale a connu ses plus grands succès entre 1952 et 1956: le nouveau média étant jugé assez sérieux pour que la compagnie Radio-Nord veuille implanter une station de télévision à Rouyn. D'ailleurs, toutes les courbes de 1957 et de 1958 confirment ce mouvement à la baisse de la radio, et même celle de CKRN qui donne pourtant l'impression de reprendre son ascension (11). Enfin, dernier détail à signaler, les cotes d'écoute de CKVD: elles sont les plus impressionnantes de la région entre 1944 et 1948; au cours de cette période, elles décuplent en chiffres absolus et font plus que doubler en termes de pourcentage ce qui est peut-être un signe du dynamisme économique de la région valdorienne.

11. Bien que les données brutes ne soient pas le meilleur indicateur qui soit, on peut tout de même saisir l'écart important entre les 15 835 auditeurs de 1956 et les 12 080 de mai 1957.

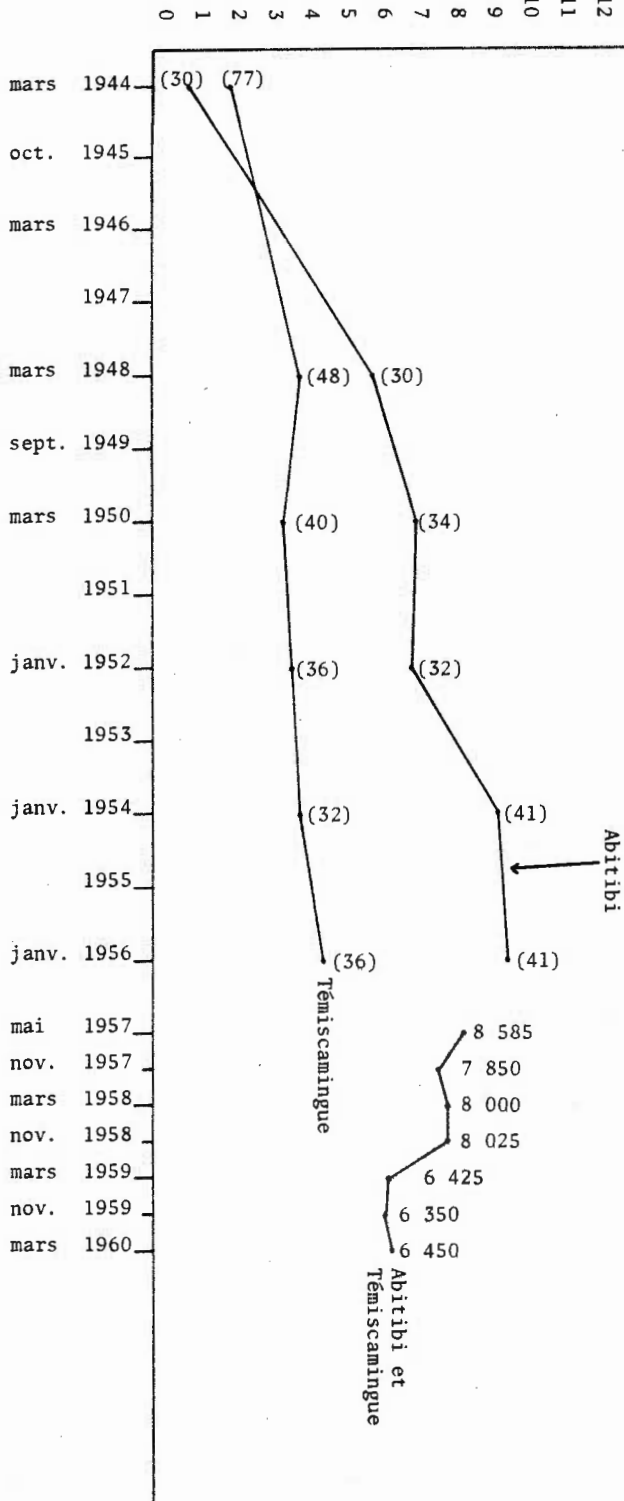
en milliers



en
milliers

GRAPHIQUE IV
COTES D'ECOUTE - MOYENNE DES STATIONS LOCALES (CKRN - CKVD - CHAD - CKLS)

POURCENTAGE DE MENAGES A L'ECOUTE DES STATIONS: ()



3. Les cotes d'écoute des stations non régionales

Les stations régionales craignent-elles les puissantes stations du Sud? Il semble que non. Mises à part les stations montréalaises CBF et CKAC, il n'y a guère en effet de possibilité de capter d'autres stations métropolitaines. Quant aux stations de langue anglaise, elles n'ont qu'une faible audience dans la région où elles ont, semble-t-il, attiré peu de radiophiles francophones. L'étude des statistiques de ces stations s'avère encore plus malaisée que celle des stations locales. Trop souvent, ces statistiques ne portent que sur quelques années. En raison de ces lacunes, nous nous sommes limitée à un relevé des caractéristiques générales et à des commentaires plus succincts.

Afin d'illustrer le phénomène d'écoute des stations francophones non régionales nous avons opté d'une part, pour CKAC (voir Graphique V) dont les courbes s'étendent sur une plus longue période que celles de CBF (12) et, d'autre part, pour un graphique récapitulatif de l'ensemble de ces stations. On remarque pour CKAC une hausse progressive du nombre d'auditeurs jusqu'en 1952 puis, une légère poussée jusqu'en 1954 (sauf dans Abitibi "B"). Après cette date, c'est la dégringolade même au niveau des pourcentages: CKAC qui en avait séduit plusieurs, chute de 27 points en Abitibi "B", entre mars 1948 et janvier 1956, pendant qu'elle revient au niveau de 1948 au Témiscamingue.

*

12. Le Graphique V. 2 de CBF, pour lequel les renseignements ne vont pas au-delà de 1954, figure en annexe à la fin de notre mémoire.

en
milliers

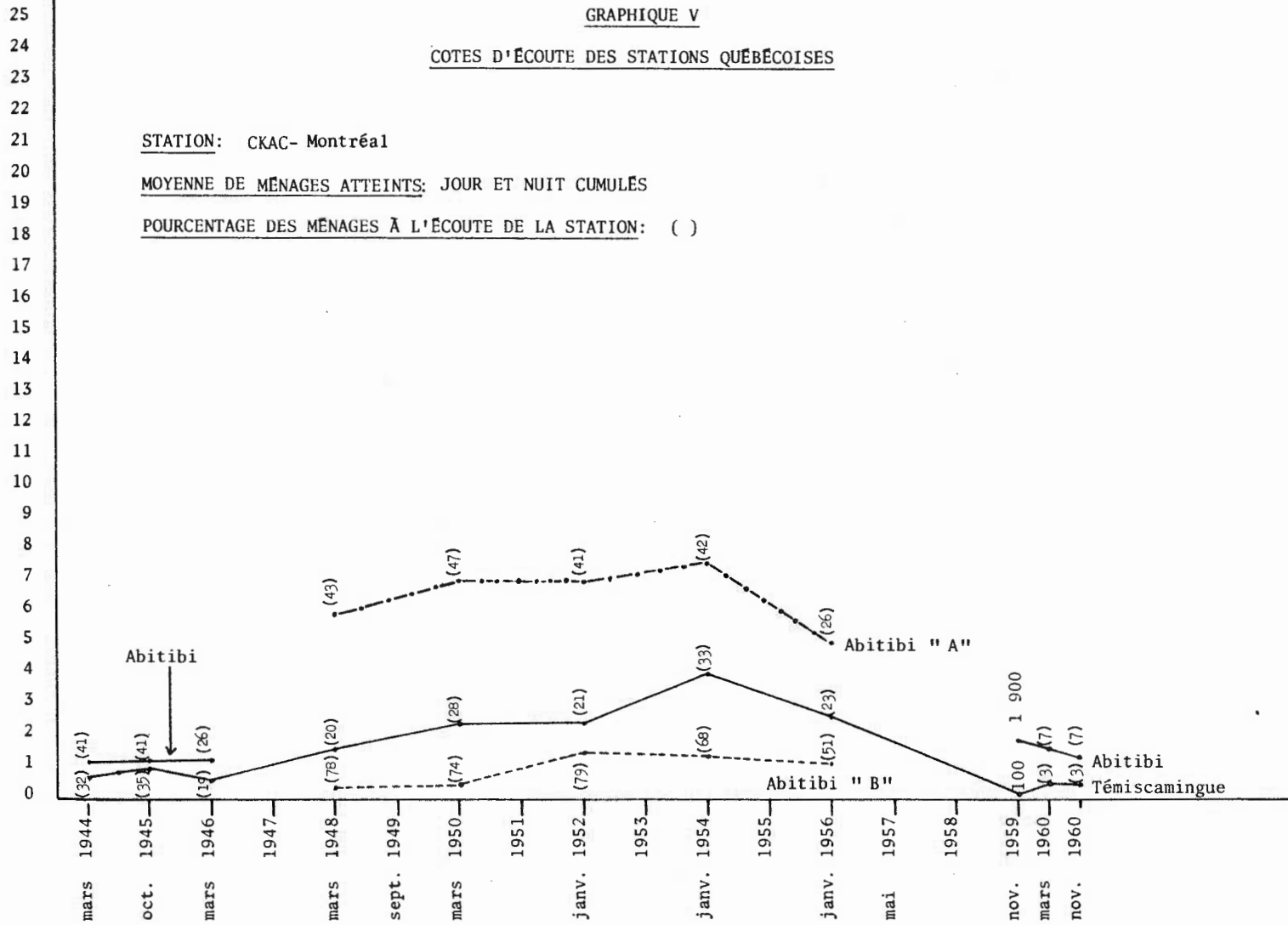
GRAPHIQUE V

COTES D'ÉCOUTE DES STATIONS QUÉBÉCOISES

STATION: CKAC- Montréal

MOYENNE DE MÉNAGES ATTEINTS: JOUR ET NUIT CUMULÉS

POURCENTAGE DES MÉNAGES À L'ÉCOUTE DE LA STATION: ()

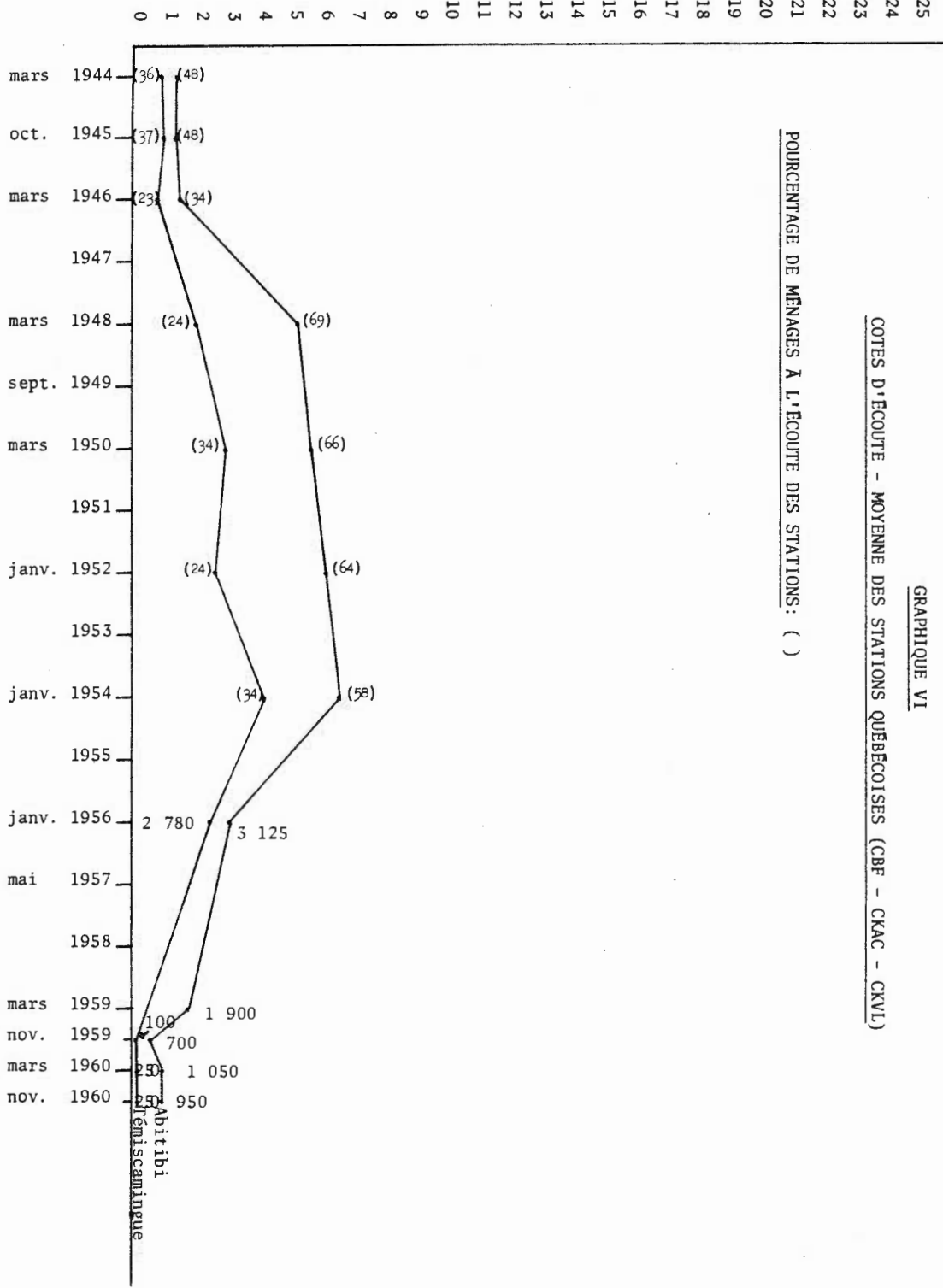


Le Graphique VI (13), sur lequel figure la moyenne des cotes des stations québécoises, présente une allure générale assez semblable à celle des stations locales, c'est-à-dire, une ascension à partir de 1946, puis une chute qui s'amorce au milieu de la décennie 1950, mais avec la différence que la baisse des cotes d'écoute pour ces dernières ne devient très évidente qu'en 1956, alors que celle des stations québécoises l'est à compter de 1954 (14). Cette chute se poursuit jusqu'en 1960, alors que les stations non régionales perdent presque toutes leurs auditeurs. L'accapement de l'auditoire abitibien par Radio-Nord est alors manifeste: l'influence de la station privée CKAC devient insignifiante, tandis que le public de CBF est sans doute passé carrément aux stations locales qui diffusaient une grande partie des émissions de la radio d'Etat.

Quant aux graphiques des stations ontariennes (voir Graphique VII), ils sont fort révélateurs et correspondent probablement et un auditoire de langue anglaise comme en témoignent la faiblesse et la relative stabilité de cet auditoire (15). De plus, quand on dissèque ces cotes d'écoute, on se rend compte que ce sont les anglophones des villes de Rouyn, Noranda et

-
13. Dans ce graphique-synthèse se trouvent incluses les statistiques pour CKVL-Verdun, bien que cette station n'ait pas une grande audience dans la région.
 14. C'est en 1954 que les données cessent de paraître pour CBF qui était la station non régionale la plus écoutée. L'absence de ces données a peut-être contribué à l'accentuation de la courbe mais nous ne croyons pas qu'elle en ait fondamentalement changé l'allure. CKAC, qui avait pourtant un auditoire assez fidèle depuis 1948, perd 15% de sa clientèle alors que CKVL enregistre aussi une diminution.
 15. Nous avons retenu la station qui présente des courbes de longue durée, soit CFRB de Toronto. CBL-Toronto et CFCL-Timmins se trouvent en annexe.

en
milliers



en
milliers

GRAPHIQUE VII

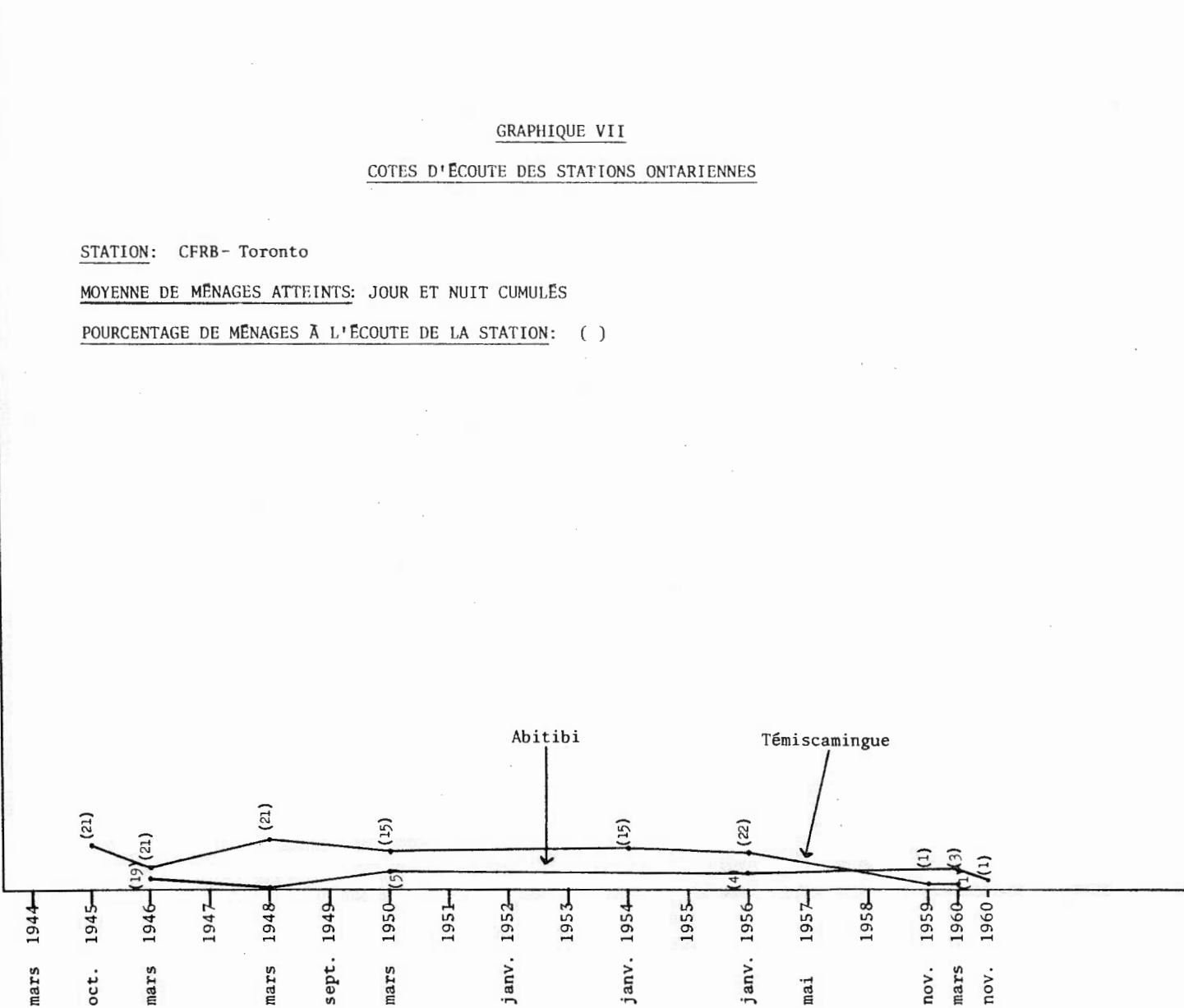
COTES D'ÉCOUTE DES STATIONS ONTARIENNES

STATION: CFRB- Toronto

MOYENNE DE MÉNAGES ATTEINTS: JOUR ET NUIT CUMULÉS

POURCENTAGE DE MÉNAGES À L'ÉCOUTE DE LA STATION: ()

20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1
0



Val d'or qui syntonisaient ces stations (16). Même si les francophones de la région pouvaient capter ces stations anglaises, et parfois mieux que les stations locales, ils les écoutaient très peu ou pas du tout. Ce qui revient à constater qu'en certains endroits, où l'on ne pouvait recevoir ni les stations françaises de Montréal ni les stations de la région, les francophones étaient tout bonnement privés de service radiophonique.

Un autre point à signaler est le déplacement de l'auditoire anglophone de la région vers CFCL-Timmins, à partir de 1954. Il ne faut pas se surprendre outre mesure de ce phénomène qu'on peut rapprocher de celui de l'écoute de CBF par les francophones de la région. La station CFCL est affiliée à Radio-Canada et il est possible que les anglophones de l'Abitibi se soient tout simplement tournés vers cette station plutôt que de capter tant bien que mal CBL. Quant à CFRB, on ne peut manquer d'observer qu'elle fut une concurrente sérieuse de CBL pendant plusieurs années, en fait, jusqu'à ce qu'elle soit supplantée par la station de Timmins.

*

Que déduire de cette analyse statistique des cotes d'écoute? En retenant l'ensemble des graphiques - y compris ceux repoussés en annexe, à la fin de notre mémoire - il paraît évident que la radio a réalisé d'immenses progrès à partir de 1948 et qu'elle a atteint son apogée au milieu de la décennie suivante. Cependant, l'aspect général des courbes

16. Le BBM donnait depuis le début des années 1950, des cotes d'écoute pour les villes importantes de chaque division de recensement et distinguait même entre l'auditoire francophone, anglophone et bilingue.

ne doit pas masquer les disparités qui existent au sein même de ces régions nordiques. Si la radio a mis du temps à s'installer au milieu rural, la chute de ses cotes d'écoute y a été moins rapide qu'en milieu urbain (17).

On ne doit pas négliger non plus la présence des groupes anglophone et allophone à Val d'Or et à Rouyn-Noranda. À l'époque où ceux-ci étaient très influents - en raison de leur nombre et de leur situation économique - ils ont forcé les stations locales à diffuser en anglais et en français. Or, bien que les graphiques ne le démontrent pas de façon catégorique, on peut douter de la pertinence financière d'une telle pratique à partir des années 1950. En effet, les anglophones semblaient syntoniser davantage les stations ontariennes que les stations abitibiennes et il y a fort à parier qu'ils n'aient pu résister à l'attraction qu'exerçaient sur eux les stations du sud et du nord-est ontarien (18).

Toutes ces cotes d'écoute nous révèlent donc l'accaparement du public abitibien par Radio-Nord. Elles jettent un éclairage nouveau sur la popularité du média radiophonique puis, de son déclin, tout relatif soit-il. Nous croyons, par ailleurs, que la télévision a provoqué ce mouvement à la baisse au moment même où la radio atteignait un point de

-
17. Voir par exemple le Graphique III. 2 de CKVD. La région rurale d'Abitibi "B" voit son nombre d'auditeurs augmenter entre 1954 et 1956, alors qu'il chute en Abitibi "A". Un phénomène similaire se répète à CHAD (Graphique III. 3) où la courbe Abitibi "A" se stabilise alors que celle d'Abitibi "B" progresse.
 18. Même la station de télévision CKRN-Rouyn, d'abord bilingue, ne résistera pas à ce système et deviendra entièrement francophone après quelques années.

saturation: soumise aux pressions des télédifuseurs, la radio va se redéfinir, non sans peine, et abandonner certains types d'émissions à sa concurrente. Mais entretemps, elle reste celle qui meuble encore l'imagination et les loisirs des amateurs de radio-romans, de sports ou de musique.

CHAPITRE IV

LA PROGRAMMATION LOCALE

1. Les caractéristiques générales

Il est apparu impossible de recourir à une analyse statistique de la programmation en raison du peu de renseignements que nous possédions sur les horaires d'émissions. Les stations fournissaient bien à Radio-Canada des "program logs", sorte de registres dans lesquels était inscrit l'horaire détaillé de chaque journée, mais cette documentation encombrante n'a pas été conservée. Quant aux archives de Radio-Canada, leur inaccessibilité ne nous permet pas de savoir si la Société d'État a conservé ou pas des exemplaires de telles programmations.

L'étude de la programmation locale se fera donc à tâtons, avec maintes hypothèses et interrogations, grâce aux journaux dont nous signalerons les faiblesses à ce niveau; nous utiliserons aussi certaines sources officielles qui nous permettront d'établir le nombre d'heures consacrées à la diffusion, la fixation des quotas pour les émissions de Radio-Canada et la proportion réservée aux émissions locales. Suivra une description sommaire de la programmation que nous avons divisée en deux grandes catégories: les émissions d'information et les émissions culturelles.

Que retenir du dépouillement des journaux? Disons d'abord que la plupart n'ont publié des horaires radiophoniques que de façon sporadique. Cette absence d'horaire régulier pourrait s'expliquer par le fait que les propriétaires, qui n'avaient pas de concurrents sérieux, ne sentaient pas le besoin de défrayer le coût d'un horaire-radio: les auditeurs n'avaient plus qu'à mémoriser l'heure à laquelle passaient leurs émissions préférées, ce qui devait être relativement facile puisque la majorité d'entre eux n'avaient d'autre choix que de syntoniser la station locale.

On retrouve bien ici et là des commentaires, des descriptions et des émissions recommandées, mais les horaires complets sont plutôt rares. Très souvent, avant 1950, les seules émissions mentionnées ne sont pas inscrites dans la programmation régulière ce qui explique qu'elles aient justement retenu l'attention. Par ailleurs, quand on retrace des horaires, il n'y a malheureusement pas de distinctions entre les émissions produites par chaque station, celles provenant du réseau régional, ou encore celles empruntées au réseau national. Comment déterminer alors de façon précise s'il y avait ou non des différences entre les productions de chacune des stations et celles qu'elles empruntaient au réseau national? Ces circonstances particulières nous obligent donc à n'utiliser qu'une énumération et une description des émissions signalées par les journaux et à dégager certains traits généraux.

*

Quelle était en réalité la durée quotidienne de la diffusion? Première remarque, jamais les stations abitibiennes n'ont pu prétendre à l'autosuffisance en matière de programmation: elles n'avaient ni le

potentiel humain ni les moyens financiers pour le faire. Elles se sont donc affiliées au réseau d'Etat qui leur procurait, à des conditions avantageuses, des émissions de qualité et susceptibles d'intéresser un large public. On a d'ailleurs pu constater l'importance de ces liens dès l'instant où CKRN fut reliée à Radio-Canada.

Avant la venue de Radio-Nord, seule CKRN commençait à diffuser vers 7 heures ou 7 h 30 le matin. Quant à CHAD et à CKVD, elles n'entraient en ondes qu'à 8 heures et terminaient toutes leurs émissions avant minuit (1). À partir de 1948, la fermeture s'effectue à minuit, puis est portée à 1 heure du matin dans le cas de CKRN en 1956 ou 1957 (2). Ces données valent pour tous les jours de la semaine à l'exception du dimanche; ce jour-là l'ouverture ne se faisait qu'à 9 heures, l'heure de la clôture demeurant la même que les autres jours.

*

Le temps d'antenne consacré aux émissions de Radio-Canada n'obéit pas non plus à des normes fixes; il devait être renégocié à chaque année:

Les premières conventions d'affiliation entre la Société et ses stations affiliées privées ont été conclues en 1960. Avant cette date, les engagements des affiliées concernant la programmation de réseau se négociait tous les ans par des échanges de lettres quand nos horaires étaient établis (3).

-
1. La Gazette du Nord, 6 août 1948, p. 12. Voir aussi les divers Rapports d'inspection. À ses débuts, CKVD diffuse de 10 h 30 à 13 h 30, puis de 15 h 30 à 20 heures. La Frontière, 2 novembre 1939, p. 4.
 2. Rapport d'inspection de Geo L. Desrochers, 27 août 1957 (AMC, Dossier 6206-157, vol. V).
 3. Lettre de Ian Ritchie, directeur du Service des relations avec les stations à l'auteur, 27 mars 1980.

Après la conclusion d'une entente entre les parties, le Ministère inscrivait sur les permis le quota imposé à chaque station affiliée; il fut de 75% pendant plusieurs années pour les stations abitibiennes, avant de chuter à 40% (4). On peut cependant douter de la rigueur de ces quotas: les relevés effectués chaque année par Radio-Canada, auprès des stations, à partir d'une semaine-témoin, nous donnent pour CKRN une proportion de 53% d'émissions nationales en 1950, de 51% l'année suivante et de 26% en 1952 (5). Même si le minimum requis n'était pas atteint, comme dans le dernier exemple, la Société Radio-Canada sévissait rarement: elle se contentait de sérieux avertissements qui, pour la majorité des cas, devaient avoir raison des récalcitrants (6).

La Société d'État déterminait aussi quelles étaient les émissions que devaient obligatoirement diffuser les stations affiliées ainsi qu'il était stipulé dans chaque permis de radiodiffusion: "The licence is issued subject to the proviso that the licensee shall devote up (ici on fixait le quota) of the operating hours of the station to programmes of the Canadian Broadcasting Corporation at the discretion of the Corpora-

-
4. En 1942, Roy Thomson avait semble-t-il obtenu que cette proportion soit abaissée à 40%. Lettre de Thomson à Rush, 14 novembre 1942 (AMC, Dossier 6206-156, vol. I). Pourtant certains permis accordés ultérieurement mentionnent encore 75%: s'agit-il d'une simple omission du Ministère ou l'accord intervenu entre Thomson et Radio-Canada avait-il été de courte durée?
 5. Des relevés identiques ont été faits pour les trois autres stations et les résultats, pour les années 1950 à 1957, diffèrent d'une station à l'autre. Nous reproduisons ce tableau en annexe (ARC).
 6. "Les stations qui persistaient à ne pas respecter les critères établis étaient dénoncées au Conseil de la Société Radio-Canada". Lettre de G. H. Villeneuve, adjoint au directeur du Service des relations avec les stations à l'auteur, 25 août 1980.

tion". Les pouvoirs de réglementation de Radio-Canada étaient donc assez étendus, mais ils laissaient place à des arrangements particuliers.

Radio-Canada appliquait encore la même procédure pour déterminer le pourcentage d'émissions locales: "La programmation locale faisait l'objet d'une Promesse (sic) de réalisation établie chaque année par la station et soumise à la Société puisqu'elle exerçait les fonctions de réglementation" (7). Selon toute probabilité, ces "promesses de réalisation" ne furent pas toujours respectées intégralement (8).

Autrement dit, la proportion d'émissions produites localement pouvait varier énormément d'une année à l'autre. Ces fluctuations pourraient s'expliquer par des raisons de rentabilité économique. Les stations de l'Abitibi appartenaient à la catégorie des stations dites "supplémentaires A", ce qui veut dire qu'elles"... re(cevaient) tout le service de réseau non commandité et aussi les émissions commerciales quand les commanditaires le désir(aient)" (9). Ainsi Radio-Canada n'était pas vraiment responsable de la diffusion en province des émissions commanditées: les commanditaires devaient s'entendre, par l'intermédiaire des agences de publicité, avec les stations locales qui tiraient une certaine part des bénéfices commerciaux. Si les stations de l'Abitibi étaient très

7. Ibid.

8. Nous n'avons retrouvé de "promesses de réalisation" ni à Radio-Canada, ni au CRTC; c'est en parcourant la correspondance échangée entre Radio-Nord et Radio-Canada que nous en sommes venue à cette conclusion.

9. Société Radio-Canada, Rapport annuel 1949-1950, Ottawa (s.l.n.d.), p. 43.

sollicitées localement ou si les bénéfiques consentis par les commanditaires nationaux étaient jugés insatisfaisants, elles limitaient la diffusion des émissions nationales commanditées se réservant seulement les plus populaires, et par conséquent, les plus payantes.

2. L'information dans la programmation locale

Il n'est pas non plus facile de retracer le premier bulletin de nouvelles locales (10). Rarement les journaux établissent la distinction entre les informations nationales et locales. Dans le cas de CKRN, la première mention remonte à 1942: " À partir d'aujourd'hui, la "Frontière" donnera tous les jeudis à quatre heures et demie au poste CKRN un court résumé de nouvelles locales et régionales qui paraissent dans ses pages" (11). Comme il paraît incroyable qu'on ait attendu jusqu'à cette date, la première initiative en ce domaine pourrait revenir à "Delisle Auto" qui, en 1940, commandite un bulletin de nouvelles en français à 18 h 30 du lundi au vendredi (12); ce recours à un commanditaire persiste encore à la fin des années 1950. Les journaux restent d'autre part muets en ce qui concerne les autres stations, à l'exception de CHAD, où l'on rapporte l'apparition d'un radio-journal hebdomadaire en juillet 1943 (13). Dès les débuts, et au moins jusqu'au milieu de la décennie

10. En raison du manque d'informations, nous n'avons pas établi de distinction entre les nouvelles locales et celles du réseau régional.

11. La Frontière, 26 mars 1942, p. 4.

12. Ibid., 6 février 1941, p. 11; La Gazette du Nord, 28 septembre 1950, p. 33.

13. La Gazette du Nord, 23 juillet 1943, p. 4.

1950, CKRN - et peut-être aussi CKVD - maintiennent la diffusion de bulletins de nouvelles en anglais (14).

Règle générale les bulletins de nouvelles sont brefs (15) et passent sur les ondes au moins deux fois par jour, soit à l'heure du dîner et à l'heure du souper. Très tôt Radio-Nord prend l'habitude de leur adjoindre une section "objets trouvés" ou "petites annonces" (16). Les commentaires sur la qualité de l'information sont rarissimes mais celui-ci, tiré de L'Écho d'Amos, est révélateur: " ... La lenteur d'information de Radio-Nord a été son plus grand point faible depuis les tout débuts de son organisation. Il est grand temps que ses directeurs (...) se rendent compte de leur manque de capacité et que la population soit favorisée de l'audition de bulletins de nouvelles à point" (17). L'information locale semble donc avoir été réduite au minimum et on est automatiquement porté à croire que les stations ne lui ont pas réservé une place de tout premier choix.

*

Pareillement pour les émissions politiques. Avant 1950, elles apparaissent de façon très épisodique; les partis ne réservant du temps d'antenne qu'au moment des élections ou lorsqu'un problème important retient l'attention publique comme la conscription, par exemple, en 1942. En d'autres temps, que ce soit à l'occasion d'élections municipales, pro-

-
- 14. La Frontière, 7 octobre 1955, p. 3.
 - 15. Ils ne durent que cinq minutes entre 1948 à 1951; de toute manière, ils n'excédèrent pas quinze minutes.
 - 16. La Frontière, 21 décembre 1951, p. 5 (section Cahier de Noël);
Ibid., 14 septembre 1954, p. 6.
 - 17. L'Écho d'Amos, 19 janvier 1956, p. 13.

vinciales ou fédérales, les candidats exposent leurs programmes et ne reviennent qu'après l'élection pour remercier leurs partisans. Les périodes de temps payées par des partis politiques ne semblent donc avoir été introduites qu'après la guerre; "La radio est un service mis à la disposition de tous les partis en tout temps de l'année et dont ceux-ci se prévalaient (sic) surtout en temps de campagne électorale" (18). À notre connaissance, les stations locales respectent en effet cette liberté d'expression et tous eurent le droit d'exposer leurs idées. Grâce aux améliorations techniques apportées au milieu des années 1950, Radio-Nord peut cependant commencer à diffuser les résultats des élections: ainsi, tout en transmettant les résultats en provenance de Radio-Canada, le réseau local pouvait intercaler des comptes rendus plus détaillés pour la région (19).

Quant à la production d'émissions syndicales elle apparaît bien mince, l'Abitibi n'échappant pas à l'anti-syndicalisme de l'époque. Il y eut bien quelques présentations du type "conférences" au début des années 1950, mais ce n'est qu'en 1956, que le Conseil du travail de Rouyn-Noranda inaugurerait" ... (une) nouvelle émission intitulée "La chronique syndicale" et "Labour Broadcast" (qui) reviendra chaque semaine pour faire part des activités des différents syndicats de la région et aussi pour traiter des problèmes des travailleurs et de leur famille" (20).

18. La Frontière, 1er juillet 1948, p. 13 (3e section).

19. La Frontière, 14 juin 1965, p. 2.

20. Ibid., 12 juillet 1956, p. 5. Le fait que nous citons cette émission de 1956 signifie simplement que c'est la première mention d'une émission syndicale régulière que nous avons retrouvée.

Somme toute si les stations locales n'ont pas empêché la diffusion d'émissions politiques et syndicales, elles n'ont pas non plus fait preuve d'audace et d'esprit d'avant-garde en ce domaine.

*

L'un des types d'émissions le plus répandu est sans doute celui des "causeries" radiophoniques. Ayant comme but de renseigner et d'éduquer le public, elles proviennent presque toujours de groupes bien structurés. C'est à CKRN et à CHAD que sont prononcées le plus grand nombre de causeries, peut-être parce que ces deux villes, avec leurs institutions civiles religieuses et éducatives, possédaient à l'époque les personnes-ressources capables d'alimenter de telles émissions.

Les grands thèmes culturels et sociaux, véhiculés au cours de ces causeries, ressemblent étrangement à ceux de la radio des grands centres de la province. Bien que celles-ci s'échelonnent habituellement sur quelques mois, elles ont parfois une durée plus courte, - une semaine par exemple - lorsqu'une association mène une campagne de souscription ou de recrutement; en de telles occasions, le programme est parfois agrémenté de musique et de chant. Les causeries disparaissent presque au début des années 1950 pour céder leur place à des émissions plus dynamiques et d'un autre goût.

*

Les émissions spéciales d'information ont été très rares. La cueillette de ce type d'émissions s'est en effet révélée fort mince: à croire que rien de spécial ne venait troubler la tranquillité des Abiti-

biens, à moins que les journaux n'aient préféré taire ce genre de nouvelles pour ne pas donner un avantage supplémentaire à leur concurrente. Pourtant, si la médiocrité de l'équipement technique peut expliquer les faiblesses du début, on comprend mal qu'au cours des années 1950 il y ait eu si peu de reportages en direct, puisqu'il était possible de se déplacer lors des manifestations sportives, d'inaugurations d'édifices publics, de cérémonies religieuses dans les églises (21). L'absence d'émissions présentant un résumé ou une analyse est encore moins excusable. Il y avait certes possibilité de convoquer les témoins d'un événement spécial en studio. On peut donc supposer que les auditeurs ne recevaient qu'une information de seconde main par l'intermédiaire de bulletins de nouvelles pauvres en reportages et en interviews.

3. Les émissions culturelles

Qu'en est-il de la programmation musicale, théâtrale et littéraire? Quelques statistiques, retrouvées à Radio-Canada et, portant sur les émissions locales des années 1950, nous éclairent à ce sujet: " While CKRN released 22:45 of local live broadcasts during the week of May 19-25th, 1957, on the basis of their regulations observance, they would be considered " below average" in operation" (22). Ces 22 h 45 de programmation

21. Nous n'avons retrouvé qu'un seul reportage effectué par le car de reportage de Radio-Nord dans le cadre des émissions spéciales. La Frontière, 19 janvier 1956, p. 19.

22. Report on CKRN, Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation, septembre 1957.

locale représentent 18% du temps d'antenne de la station, ce qui est en deça de la moyenne nationale. De ce total, une quinzaine d'heures sont réservées aux productions culturelles (arts, religion, sport,...), dont seulement une heure quarante-cinq est consacrée, cette semaine-là, à des musiciens et à des chanteurs locaux (23). Or, si la musique a toujours occupé une place privilégiée dans la programmation des stations de radio, c'est surtout grâce à des discothèques bien remplies; autrement dit, les artistes locaux occupent une bien petite place sur cette scène musicale. Par ailleurs, les stations font habituellement appel à des musiciens de formation classique lors d'occasions spéciales (inaugurations, festivités, cérémonies à caractère religieux), alors que les émissions régulières sont plutôt réservées à des artistes aux goûts plus populaires.

Quant au théâtre, il obtient quelques productions locales - telles des sketches et des adaptations de contes et de scènes de la Bible - mais rien de plus. Les commentaires à leur sujet prennent toujours l'allure de l'éloge et du contentement (ce qui n'est pas le cas pour le choix musical), bien qu'il ne faille pas trop présumer de leur qualité. L'ensemble demeure donc assez pauvre; autrement dit, ce type de production n'échappe pas à la règle générale. Selon le Rapport Fowler" ... (1)ocal live drama was virtually non-existent" (24) et ce, dans toutes les stations du pays qu'elles soient ou non affiliées à Radio-Canada. Enfin, faut-il parler de l'activité littéraire qui est réduite à des lectures de poèmes ou de morceaux choisis de la littérature québécoise et fran-

23. Ibid.

24. T.J. Allard, Straight up: Private Broadcasting..., p. 330.

çaise, ou encore à des commentaires et des résumés d'ouvrages littéraires.

*

La vie religieuse a peut-être une part plus respectable du temps d'antenne de la radio locale. Dans le rapport de Radio-Canada, que nous venons de mentionner, on signale que trois heures vingt-neuf sont allouées à des émissions religieuses (25), soit le double du temps dévolu aux artistes locaux. C'est qu'il faut compter, outre l'auditoire catholique francophone, les autres dénominations religieuses et les diverses communautés linguistiques représentées à Rouyn et à Val d'Or (26). Nul doute que la grande majorité de ce temps était réservé soit aux offices dominicaux, soit à la récitation du chapelet, qui est alors une émission des plus suivies (27). Ajoutons à cette programmation régulière, toute une série de présentations spéciales dont nous reparlerons un peu plus loin. En résumé, une programmation qui cadre bien avec les structures sociales de l'époque et qui répond à la demande d'une population pluri-ethnique.

*

25. Report on CKRN, ... (ARC).

26. Une émission hebdomadaire présentée par les Témoins de Jéhovah est signalée en 1944. La Frontière, 16 mars 1944, p. 1. Témoignant devant le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada en 1956, D.-A. Gourd confirmera la persistance de ce type d'émissions: "We give a full hour of English Broadcasting Protestant Church services on Sunday. This is a local service". Board of Governors, Public Session, Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation, June 22, 1956, Ottawa, p. 16.

27. La récitation du chapelet s'étend à toutes les stations en 1951. L'Écho abitibien, 3 janvier 1951, p. 1; Ibid., 28 juin 1951, p. 17; La Frontière, 3 août 1951, p. 1; Ibid., 21 août 1951, p. 8.

Cela ne surprendra non plus personne d'apprendre que les premières émissions sportives locales seront consacrées au baseball et au hockey. Les journaux, qui ne signalent rien pour CKRN et CKVD avant les années 1950, nous apprennent cependant que CHAD diffuse sa première partie de baseball le 4 juin 1944 (28) et ses premiers matches de hockey au cours de la saison 1945-1946 (29). À partir de 1952, la règle de conduite de Radio-Nord sera de laisser à chaque station le soin de diffuser les parties de hockey disputées localement: ce procédé permettra de ne pas monopoliser les ondes de tout le réseau pour un match qui n'intéressait qu'un auditoire restreint (30). On ne rapporte aucune autre retransmission d'événement sportif d'importance avant 1960 à l'exception du Cyclo-ton auquel Radio-Nord apporte une aide très précieuse en 1957 (31). Quant aux informations sportives, elles sont diffusées régulièrement par chacune des stations ou sur l'ensemble du réseau, du moins pendant les années 1950; on ne peut d'ailleurs manquer de signaler, à ce propos, la commandite de ces bulletins par toute une panoplie de brasseries.

*

Quant aux émissions destinées à une clientèle particulière, elles varient suivant le goût de l'heure et les moyens techniques de les réaliser. Ainsi, les émissions féminines, pour autant qu'on puisse en juger, sont animées par des femmes engagées à cet effet. Le modèle de ces émis-

28. La Gazette du Nord, 9 juin 1944, p. 8-9.

29. La Frontière, 24 janvier 1946, p. 4. CKLS retransmit des matches de hockey dès la saison 1950-1951. Ibid., 23 janvier 1951, p. 7.

30. Ibid., 4 avril 1952, p. 3.

31. Ibid., 1er août 1957, p. 12.

sions est classique: cuisine, décoration, beauté et mode, un peu de musique et quelques mots sur le théâtre et les autres arts. C'est peut-être en 1941 que CKRN diffuse sa première véritable émission féminine qui passe une fois la semaine, "Mademoiselle au micro" (32), à laquelle semble avoir succédé "Femina" (33). Deux autres émissions du même genre, "Adriana" et "La Reine du foyer" furent aussi très populaires au tournant des années 1950; "Adriana" débute en 1947 à CKRN où elle est animée par Adrienne Primeau (34) alors que "La Reine du foyer", produite à CKVD, à partir de 1950, est sous la direction de Georgette Beaulne, qui signait auparavant la page féminine de "L'Écho abitibien" (35). L'émission de Madame Beaulne sera étendue à tout le réseau au printemps de 1951 (36) et peut-être remplaça-t-elle "Adriana". Par la suite il n'y a que deux mentions d'émissions à caractère féminin: "Fanchette" (37), en 1952 et "La femme dans le monde", en 1956 (38).

Les émissions destinées aux petits et aux adolescents présentent leur caractère éducatif habituel; presque toutes ont lieu le samedi avant-midi. On y privilégie toutes les formes de jeux-questionnaires mettant à l'épreuve les connaissances des élèves d'un même niveau ou op-

32. La Frontière, 6 février 1941, p. 11.

33. Ibid., 14 septembre 1944, p. 5.

34. Ibid., 12 février 1948, p. 7.

35. Ibid., 28 juillet 1950, p. 5 (2e section).

36. Ibid., 6 avril 1951, p. 3.

37. Ibid., 17 octobre 1952, p. 2. Les indices fournis par le journal ne nous permettent pas de savoir s'il s'agit effectivement du titre de l'émission.

38. Ibid., 1er mars 1956, p. 28. Cette émission était animée par Lise Ouimet-Payette.

posant des écoles différentes. On aime bien aussi y lancer des concours afin de trouver de jeunes talents locaux.

*

Quant aux Néo-Canadiens, qui forment des minorités importantes à Rouyn et à Val d'Or, ils obtiennent que les stations radio de ces deux villes leur réservent du temps d'antenne à chaque semaine. Ces émissions présentent surtout des pièces musicales et les animateurs sont des membres de ces communautés ethniques venues d'Europe centrale, d'Allemagne et d'Italie; les descriptions et les commentaires sont faits en leurs langues maternelles. La première mention de ce genre d'émissions remonte à 1944 (39) et on en signale encore deux en 1955: une pour les Polonais et l'autre à l'intention des Italiens (40).

*

Enfin, il y eut une quantité considérable d'émissions spéciales de toutes sortes. Les périodes importantes du calendrier liturgique réservent aux auditeurs plusieurs présentations inaccoutumées: messes, offices, homélies, musique, chant et théâtre d'inspiration religieuse, auxquelles s'ajoutaient, à la période des Fêtes, des émissions à caractère commercial: voeux des marchands et des personnalités locales, courrier du Père Noël, distribution de cadeaux aux vieillards, aux malades et même au Bébé de l'année. Chaque année remenait donc sa série d'inaugurations d'édifices et de manifestations patriotiques avec la Saint-Jean et la Fête du Canada. Les clubs sociaux, entre autres le Kiwanis, orga-

39. Lettre de John Bellan de Val d'Or à Browne, 24 janvier 1944 (AMC, Dossier 6206-178, vol. I).

40. La Frontière, 12 août 1955, p. 2.

nisaient aussi des émissions afin d'amasser des fonds pour financer leurs oeuvres. Les concours de popularité visant à désigner une "reine" ou une "miss" eurent aussi quelques succès.

*

Que déduire d'une telle programmation, sinon qu'elle constitue un exemple-type de radio commerciale. Jouant sur l'avantage que lui procure son affiliation à Radio-Canada, Radio-Nord se contente de compléter son horaire par une majorité d'émissions musicales, faciles et peu coûteuses à produire; car, il faut bien le dire, même les productions destinées aux femmes, aux minorités ethniques ou aux diverses confessions religieuses se composent surtout de pièces musicales. Comment ne pas s'interroger alors sur la philosophie et l'impact d'une telle radio? En d'autres termes, les désirs de la population locale et les intérêts pécuniaires des propriétaires sont-ils finalement compatibles dans un pareil type de radiodiffusion?

CHAPITRE V

LA TENTATION DU MONOPOLE

1. La lutte entre anglophones et francophones

L'étude chronologique qui prend fin avec les premières années de la télévision régionale, nous a permis de dégager certaines caractéristiques de la radio abitibienne dont celle de l'appropriation des stations par des anglophones. Le phénomène a son importance, car il reflète à la fois le désir des milieux d'affaires anglais de manifester leur emprise et la lutte des francophones pour reprendre en main un instrument devant assurer l'épanouissement de leur culture. Retenons également, comme second point, la volonté des propriétaires de rentabiliser une entreprise alors qu'ils ne disposaient que d'un marché fort restreint. En ce sens, les activités des premiers actionnaires sont fort révélatrices; ceux-ci ont en effet vite compris que la solution résidait dans l'établissement d'un "monopole". Enfin, soulignons l'incapacité de la radio régionale à innover, à sortir des sentiers battus. Ce dernier aspect renforce notre conviction suivant laquelle cette radio fut avant tout commerciale puisque c'était, pour elle, son unique chance de salut.

*

On ne peut nier l'influence prépondérante des anglophones, surtout ontariens, dans le développement économique de la région. Ce sont ces

financiers qui, au début du siècle, investissent dans la prospection minière autour de Rouyn puis, dans celle qui se fait le long de la faille de Cadillac, dix ans plus tard. Ils considèrent alors l'ouest québécois comme un prolongement de la zone minière nord-ontarienne. Dans leur sillage, ils entraînent une main d'oeuvre spécialisée et formée en Ontario et, dans ces circonstances, il n'est pas surprenant de voir s'établir des moyens de communication aussi efficaces avec la province voisine qu'avec le sud du Québec; même les approvisionnements énergétiques n'échappent pas à cette règle. Dans un tel contexte, les nouvelles agglomérations minières deviennent, en quelque sorte, des "villes de compagnies" même si l'emprise de celles-ci diffère d'un endroit à l'autre (1); ces villes constituent alors des pôles d'attraction à intense développement économique qui contrastent avec le monde rural environnant. Il se crée ainsi deux mondes, deux sociétés distinctes: l'une cosmopolite (beaucoup d'immigrants européens s'installent à Noranda et à Val d'Or), urbaine et intégrée à l'ensemble nord-américain; l'autre francophone et rurale vivant en quasi autarcie et difficilement reliée au reste du Québec (2).

Cette mainmise anglophone sur l'économie régionale ne peut manquer de se répercuter dans le domaine culturel où les Canadiens français sont

-
1. La ville de Noranda, par exemple, dépendit directement de la Noranda Mines jusqu'en 1949. Nicole Berthiaume, Rouyn-Noranda. Le développement d'une agglomération minière au coeur de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, 1981, p. 23.
 2. La première route à relier Montréal et Val d'Or ne fut ouverte qu'en 1939. Avant cette date, seul le chemin de fer du Canadien National permettait, via Senneterre, de se rendre à Québec.

en mesure, cette fois, d'offrir une compétition certaine. Or, la radio présente le double avantage d'être un instrument de promotion économique et un moyen d'assurer ou de promouvoir une identité culturelle: en somme, un terrain d'affrontement privilégié pour l'élite de chacun des milieux. Bien qu'ils détiennent une part importante de l'information journalistique (3), les anglophones doivent affronter, à partir de 1937, un adversaire de taille, soit l'hebdomadaire francophone de Rouyn, La Frontière. C'est d'ailleurs l'éditorialiste de ce journal, ainsi qu'un certain nombre de ses amis, qui mènent une lutte acharnée à l'équipe du Rouyn-Noranda Press et à D.A. Jones lors de la demande d'obtention d'un permis de radiodiffusion de ce dernier. Le compromis qui naît alors entre les deux groupes, le seul vraiment réaliste dans les circonstances, ne pouvait qu'être porteur de tensions.

*

D'ailleurs, les francophones dès le début refusent de souscrire à l'idée d'une station unilingue anglophone. De leur côté, les anglophones réalisent l'impossibilité de s'imposer au risque de s'aliéner une bonne partie de la population. Dans ce cas, il est tout à fait illusoire d'espérer que les deux groupes ethniques se contentent de demi-mesures. Incapable pour des raisons financières d'obtenir une station entièrement francophone, La Frontière repart donc en campagne en réclamant l'affilia-

3. " La presse régionale d'expression anglaise connaît son apogée à la fin des années 1930. Le tirage des journaux anglophones égale pratiquement alors celui de la presse francophone. On assiste par la suite au déclin ou au plafonnement des publications de langue anglaise ". Benoît-Beaudry Gourd, Les Journaux de l'Abitibi-Témiscamingue ..., p. 70.

tion à Radio-Canada.

Quant aux anglophones, ils sont mieux pourvus en raison des nombreuses stations de langue anglaise qu'ils peuvent capter. Les stations régionales ne leur sont utiles que dans la mesure où elles permettent aux marchands d'annoncer leurs produits et où elles fournissent une information locale de base. La relative passivité des anglophones, lors de l'affiliation des stations locales à Radio-Canada en 1942, semble confirmer cette hypothèse. En outre, cette affiliation au réseau national francophone coïncide avec une baisse de l'activité minière qui va s'accroître au cours des années suivantes (4). Il y a donc correspondance entre l'affaiblissement de la participation économique anglophone et la disparition progressive de l'anglais dans les stations locales. Même la tentative de Thomson, qui intervient à cette époque, est un échec. Elle l'est, non seulement à cause de la faiblesse du marché, mais aussi parce que l'homme d'affaires ontarien voit peu à peu disparaître ses appuis financiers dans la région. Sans doute eût-il persisté qu'il aurait pu se maintenir (bien que dans un cadre de fonctionnement différent) puisque les Gourd ont mené à bien leur entreprise avec des moyens tout aussi limités que les siens. En revanche, il faut dire que ces derniers pouvaient justement compter sur des appuis sociaux et politiques dans le milieu, appuis qui faisaient défaut à Thomson.

Par ailleurs, tout indique que les anglophones ont délaissé graduel-

4. Normand Paquin, Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, 1981, p. 90.

lement les stations abitibiennes pour celles du nord de l'Ontario (5); si l'anglais s'est maintenu ce n'est pas tant dans le but de rendre service à la collectivité anglophone, qui va sans cesse diminuant, que dans celui de permettre aux annonceurs de rejoindre une plus vaste clientèle. On abandonnera la procédure quand elle se révélera trop coûteuse et non rentable.

*

Enfin, on ne saurait négliger le caractère très "fairplay" de l'affrontement entre les deux communautés linguistiques qui, malgré certains heurts, se sont quand même partagé les ondes locales pendant plus de vingt ans. Quelle réalité sociale pouvait bien se dissimuler derrière cette apparente collaboration? Y avait-il vraiment un désir commun de bâtir une région, une façon uniforme de sentir et de percevoir le quotidien, le travail et les loisirs? La radio a-t-elle joué, dans ce cas précis, un rôle d'uniformisation et de nivellement des cultures qu'on attribue très souvent aux médias d'aujourd'hui? Nous sommes portée à répondre par la négative. Le média n'a été qu'un reflet du vécu, il ne l'a pas modifié en profondeur: l'apparente tolérance dont il fait preuve provient en réalité du fait que chacun des partenaires était conscient d'avoir besoin de l'autre. Le mariage de raison prendra fin quand un des partenaires réussira à dominer l'autre, c'est-à-dire, au moment où le groupe francophone prendra conscience de sa supériorité démographique et

5. À ce propos, le lecteur voudra bien se référer au Chapitre III du présent mémoire que nous avons justement consacré à l'étude des cotes d'écoute régionales.

de ses possibilités d'action au plan économique. Cette scission se concrétisera au début des années 1960.

2. Les effets de la radio commerciale

Aucun diffuseur n'osera prétendre que l'unique but qu'il poursuit est d'accroître son capital (6). Au contraire. Il aura tout intérêt à ménager son public en insistant sur son implication sociale dans le milieu, si minime soit-elle. Quoique parfaitement légitime, cet intérêt ne doit pas monopoliser tous les efforts des propriétaires, au détriment d'une certaine recherche de l'excellence. Malgré tout, le problème est fort complexe car il faut, en même temps, produire au moindre coût possible et rejoindre un auditoire suffisant pour survivre. Dans les grandes zones urbaines, il est facile de comprendre qu'une station en perte de vitesse soit une station qui ne réponde plus aux attentes de ses auditeurs: elle sera alors évincée par une rivale ou devra se limiter à un certain public et cela, avec des moyens restreints. La situation diffère quelque peu en région éloignée où la concurrence est presque inexistante: comment peut-on alors évaluer la satisfaction du public qui n'a d'autre alternative que de syntoniser l'unique station locale?

Voyons d'abord cette tendance au monopole que présente la radio abitibienne. Dès 1940, l'acquisition de CKRN et de CKVD par Thomson de-

6. Nous n'avons pas obtenu l'autorisation de consulter les états financiers et les bilans de Radio-Nord. Inc.

vient un secret de polichinelle (7). Le capitaliste ontarien a vite saisi l'intérêt de s'installer dans la région alors que le développement économique y est fort prometteur et qu'on entretient l'espoir de voir s'accroître la population. Pour Thomson, tout comme dans le cas de Beaudry et d'Authier plus tard, l'intérêt est uniquement pécuniaire: on cherche à capitaliser le plus possible ou à diversifier des investissements. Dès que Thomson se rend compte du ralentissement économique et de l'impossibilité d'augmenter ses revenus, il ne fait aucune difficulté pour se départir de ses propriétés.

Ces pionniers de la radiodiffusion abitibienne ont tout de même compris qu'ils ne pouvaient maintenir de petites stations isolées dans des villes où le bassin de population était quasi dérisoire (8). Au moment où survient Radio-Nord, toute l'infrastructure est déjà en place, à l'exception de CKLS-La Sarre. Mais ce qui a finalement fait la différence entre la nouvelle compagnie et celles qui l'avaient précédée, c'est sans doute sa volonté d'agir; volonté sans laquelle il eût été impossible de maintenir les stations.

*

Sans laisser supposer que Radio-Nord ait agi avec un total désintéressement, on doit quand même reconnaître que les nouveaux propriétaires

-
7. Phénomène par ailleurs intéressant que ces tractations plus ou moins secrètes en vue d'acheter les stations de Rouyn et de Val d'Or. S'agit-il d'une simple tactique de la part d'un homme d'affaires prudent qui ménage ses arrières ou, plutôt, d'une réticence assez forte chez certains actionnaires?
 8. Sans compter que le nombre d'appareils de radio était lui-même assez restreint et concentré en milieu urbain.

ont donné un élan considérable aux stations en tablant sur une programmation accessible à tous. Par ailleurs, ils ont su exploiter à fond les avantages que leur procurait l'affiliation au réseau d'Etat; le temps laissé aux stations pour assumer une programmation locale était surtout consacré aux variétés et à la musique, en somme, à des émissions peu coûteuses à produire mais sûres de plaire. En outre, il faut bien en convenir, la plupart de ces émissions n'avaient rien de très intellectuel et elles ne suscitaient guère l'admiration de l'élite qui, à maintes reprises, a critiqué le choix musical ou la qualité de la langue parlée. Mais il s'agissait d'une critique bien peu efficace, puisque le monopole des ondes permettait à Radio-Nord d'agir assez librement. Aussi, l'élite intellectuelle devait-elle se rabattre sur la programmation en provenance de Radio-Canada si elle voulait goûter aux joies de la grande musique et du théâtre ou, tout simplement écouter une bonne émission d'information et d'affaires publiques. Dans les stations locales, cette absence de "l'art pour l'art" est d'autant plus significative que les émissions culturelles coïncident fréquemment avec des événements religieux (fête de Noël, Semaine sainte) ou sociaux. On ne manque pas alors de souligner fortement ces émissions, sans doute à cause de leur rareté. Les présentations musicales, faites par des artistes locaux, possèdent elles aussi une autre caractéristique, celle d'être souvent associées à des concours amateurs où la création est surtout axée sur la culture populaire.

Or, comme ces gens cultivés - qui ont facilement accès à d'autres médias - sont souvent les seuls à pouvoir exprimer leur désaccord, on peut se demander si la programmation offerte par les stations locales répon-

dait vraiment aux goûts du grand public.

*

Les débuts hésitants de la radio dans la région avaient habitué les auditeurs à une piètre réception et à des ennuis techniques de tous genres; ils avaient donc opté pour la tolérance et la compréhension. C'est un mérite des propriétaires de Radio-Nord d'avoir compris que l'état pitoyable des installations nuisait à la rentabilité financière de l'entreprise. Même si le public était peu critique, il fallait avant toute chose moderniser l'équipement sans quoi les commanditaires continueraient à bouder la radio. La popularité croissante de celle-ci ne pouvait qu'attirer un plus grand nombre de ceux-ci, et par voie de conséquence, rentabiliser la mise de fonds des actionnaires. À long terme l'auditoire pouvait escompter une amélioration de la programmation. Malheureusement, Radio-Nord est tombée dans le piège du monopole en s'encroûtant dans la routine; même en changeant le titre des émissions, le contenu restait identique d'une saison à l'autre et la grille-horaire reprenait inlassablement le même plat réchauffé. Dans de telles circonstances, la télévision arrivera à point nommé car le nombre de radiophiles stagnait; d'une part, elle offre de nouvelles perspectives aux amateurs de médias informatisés, de l'autre, elle permet à Radio-Nord d'ouvrir un nouveau marché au monde des affaires.

Pour résumer la situation on pourrait, sans risque de déformer la réalité, affirmer que la radio régionale n'avait pas le choix des moyens pour garantir sa survie et qu'elle n'a pas non plus laissé de choix à ses

auditeurs. En fait, si elle ne fut pas élitiste pour des raisons évidentes, elle a manqué à son rôle d'agent social en se contentant du strict minimum.

3. La promotion de la culture de masse

Le côté routinier des radiodiffuseurs abitibiens, et entre autres de Radio-Nord, témoigne de leur conservatisme et de leur propension à calquer la programmation des grandes stations nationales. Un tel type de radio ne peut guère, finalement, contribuer à l'affirmation du caractère original d'une population.

Le leitmotiv concernant la faiblesse en ressources humaines ne doit pas nous faire oublier tous ces présentateurs radiophoniques qui, après un certain temps, sont partis exercer leur métier ailleurs en province. Combien d'expériences novatrices ont-ils laissées en plan, faute d'avoir obtenu l'aide nécessaire? Combien d'entre eux ont quitté parce qu'ils en avaient assez de ces longues heures de travail mal rémunérées et au terme desquelles ils avaient bien peu de chance d'être promus? Pourquoi Radio-Nord, qui avait pourtant beaucoup investi sur le plan matériel, n'a-t-elle pas cherché à garder son personnel qualifié et expérimenté? Pourquoi? parce que cette méthode cadrerait parfaitement avec sa conception de la radio. Point n'est besoin d'un expert pour annoncer des soldes ou pour présenter des disques: un annonceur peu expérimenté fera tout aussi bien l'affaire et à un salaire moindre qu'un speaker chevronné. Pour ce qui est du reste, un ou deux présentateurs d'expérience suffisent. Ce

processus a confiné les stations à l'amateurisme en ne leur conférant qu'un statut de tremplin pour les jeunes désireux de faire carrière. L'auditoire étant par ailleurs fort restreint, les débutants ambitieux n'avaient qu'une hâte, une fois quelque expérience acquise, celle d'être embauchés dans une station plus importante où les possibilités d'avancement étaient meilleures.

Que dire, en outre, de plusieurs émissions locales qui ne sont que de serviles copies de ce qui se fait ailleurs ainsi que de ces multiples productions à caractère religieux ou musical? Que dire sinon que la volonté d'innover est bien faible: seules les émissions ayant déjà fait leurs preuves ont une chance d'être considérées. On les modifie alors en leur donnant un cachet local: on change le titre, on remplace les prix et le tour est joué! Ce qui est remarquable c'est que tous ces jeux radiophoniques, ces concours d'amateurs, ces émissions où les gens sont invités à téléphoner ou à écrire et celles que l'on diffuse à partir d'un cinéma ou d'un petit village ont comme conséquence de capter l'attention des auditeurs avides de reconnaître la voix d'un parent ou d'une connaissance: cette tactique a inmanquablement le pouvoir de faire grimper les cotes d'écoute. Il ne reste plus ensuite qu'à doser judicieusement le contenu de la programmation pour ne pas en saturer l'auditoire même si, aux dires de certains, on en faisait un abus. Du reste, ces émissions présentent un avantage financier certain, celui de faire intervenir des amateurs qui se produisent à titre gratuit et pour le seul plaisir de passer à la radio.

Le fait de multiplier ce type d'émissions a pour conséquence de plonger le média dans une atmosphère terne et monotone tout en procurant un sentiment de sécurité au diffuseur et aux auditeurs. Il faut bien en convenir, ce que les gens recherchent en écoutant la radio c'est un moyen de se retrouver avec les autres, pas un moyen de s'isoler. On tient, sous certains aspects, à s'identifier à un groupe, à une région, mais on ne tient pas à vivre en vase clos. Toute l'activité fébrile menée en vue de l'affiliation à Radio-Canada atteste de ce fait car, ce n'est pas uniquement une lutte pour le français, c'en est aussi une pour vaincre la solitude.

Selon Jean Baudrillard, la "massmédiatisation (...) n'est pas un ensemble de techniques de diffusion de messages, c'est l'imposition de méthodes" (9). Cette affirmation pourrait bien s'appliquer à notre cas avec quelques nuances. Baudrillard veut démontrer que, dès l'instant où les médias se chargent d'un événement ils le vident de son sens, lui donnent un caractère artificiel et général qui échappe même à ceux qui l'ont vécu. Pour lui, les médias ne sont pas des communicateurs puisqu'ils n'établissent pas un échange entre celui qui transmet et celui qui reçoit; les médias sont, de par leur technologie, des instruments à sens unique (10). Quant à nous, sans reprendre à fond cette argumentation, nous retiendrons l'idée de modèle et de standardisation des médias et leur incapacité à faire naître un véritable dialogue. Nous

9. Jean Baudrillard, Pour une critique de l'économie politique du signe, Paris, Editions Gallimard (Coll. "Tel"), 1972, p. 216.

10. Ibid., p. 200-228.

croyons que la radio commerciale est l'exemple idéal de cette théorie: elle est loin d'être un agent dynamique et ne suscite, au contraire, que la passivité chez les auditeurs. Le média qui ne reçoit donc aucun stimulus des radiophiles - et encore moins s'il n'a pas de concurrent - est porté à emprunter des modèles sûrs; le radiodiffuseur peut ainsi excuser son inaction en affirmant qu'il ne fait pas pire que les autres, mais comme les autres. En somme, nous pourrions nous risquer à conclure que la radio est un lieu privilégié de "normalisation" si tant est que le stéréotype permette de se raccrocher et de s'identifier au monde "normal", à la masse. Pas étonnant dans ce cas, que la radio commerciale de la région soit devenue tellement "ordinaire".

*

Toutefois, gardons-nous de condamner cette radio sans discerner entre ce qu'elle impose et ce qu'elle est chargée de reproduire. Dans cette optique, nous souscrivons à la thèse du sociologue Bourdieu pour qui le "système de grande production symbolique, (...) obéit primordialement aux impératifs de la concurrence pour la conquête du marché et la structure de son produit socialement quelconque se déduit des conditions économiques et sociales de sa production" (11). Or, qui dit concurrence dit nécessairement lutte entre producteurs dans le but d'accaparer un marché. Mais que se passe-t-il dans un cas comme le nôtre où la concurrence diminue en même temps que s'organise et prend forme le monopole?

11. Pierre Bourdieu, Le marché des biens symboliques, dans L'année sociologique, 3e série, vol. XXII, 1971, p. 81. Bourdieu définit "le champ de grande production symbolique" comme étant "spécifiquement organisé en vue de la production des biens symboliques destinés à des non producteurs ("le grand public")" (Ibid., p. 55).

Est-ce à dire que le radiodiffuseur va profiter de sa situation privilégiée et imposer ses vues? Pas nécessairement car, même si la tâche est facilitée, il lui restera toujours l'obligation de satisfaire le plus large auditoire possible. C'est justement dans le but d'élargir cet auditoire (12) que Radio-Nord procède à des améliorations techniques à partir de 1948. Alors, pourquoi la programmation ne suit-elle pas la même voie? Peut-être, comme le dit Bourdieu, parce qu'elle reflète les désirs d'une population qui est, ici, majoritairement ouvrière et peu instruite. À cette catégorie d'auditeurs échappent les subtilités et les raffinements de l'"art gratuit" (13). Par ailleurs, la radio commerciale ne peut que véhiculer des formes d'expression banales et ressassées à l'excès car elle s'adresse au plus grand nombre possible: elle ne peut se payer le luxe de perdre une partie de ses auditeurs que pourraient choquer des thèmes trop avant-gardistes (14). Il se trouve également que Radio-Nord s'attachait à ce type d'émissions par mesure d'économie. En Abitibi, la qualité plutôt médiocre de la programmation pourrait donc résulter d'une heureuse (!) coïncidence entre "l'offre" des stations, soucieuses d'accroître la marge bénéficiaire, et la "demande" d'une

-
12. Radio-Nord conservera toujours cet objectif d'augmenter de plus en plus son auditoire ou son monopole: " Dans les années soixante-dix, nous dit Nicole Berthiaume, Radio-Nord poursuivra son expansion avec une acquisition à l'extérieur de la région, Télé-Outaouais, et inaugurant en 1980, en Abitibi-Témiscamingue, une deuxième station de télévision affiliée à Télé-Métropole en plus de diffuser sur bande MF avec une nouvelle station de radio " (Rouyn-Noranda..., p. 65).
13. Selon Bourdieu, les producteurs (artistes, intellectuels) de "l'art pour l'art" vivent en cercle fermé et ils créent un langage, une sorte de code de compréhension, qui permet aux seuls initiés d'avoir accès à leurs oeuvres.
14. Ibid., p. 82.

majorité de la population. Autrement dit, Radio-Nord serait une sorte de "miroir déformant" d'une population régionale soumise à un lot de symboles contribuant au renforcement des conditions, des opinions et des valeurs existantes. Radio-Nord a véhiculé à peu près tous les mythes propres aux communications de masse, à une échelle moindre sans doute, mais avec la même légitimité et la même ambition de voir sa programmation acceptée par une grande masse de radiophiles.

*

Loin d'être un cas exceptionnel et isolé, illustrant les luttes ethniques qu'a connues l'Abitibi des années 1940 à 1950, la radio témoigne à sa façon, des multiples changements sociaux de l'époque. Elle célèbre également un certain avancement économique des Canadiens français dans un secteur où ils avaient toujours joué les seconds violons. Par ailleurs, ces propriétaires francophones n'ont fait que poursuivre la tâche déjà amorcée en accentuant le caractère "monopolisateur" de la radio régionale. Toutefois, bien que ce monopole présente des lacunes, nous devons admettre que toute concurrence sérieuse eût été non viable à l'époque. N'oublions pas que cette radio reste, d'abord et avant tout, une entreprise commerciale et, en cela, ne se différencie guère de toutes les autres entreprises du même genre. Il y a même gros à parier que ce type de radio ne soit pas spécifique à l'Abitibi mais qu'on le retrouve sous une forme modifiée dans d'autres régions périphériques du Québec. Enfin, signalons que la radio, au même titre que d'autres réalisations, manifeste du dynamisme de cette première génération d'Abitibiens désireux de maintenir et de consolider des acquis régionaux.

CONCLUSION

Ce mémoire n'a pas, tant s'en faut, la prétention d'épuiser un sujet aussi complexe que celui du marché (financier ou culturel) de la radiodiffusion en régions éloignées. Les possibilités techniques qui en sont l'origine, le foisonnement des idées, les réglementations juridiques de la part du gouvernement, les visées des pouvoirs locaux, les groupes capitalistes attirés par l'appât d'un nouveau marché de consommation sont autant de facteurs à retenir lorsqu'il s'agit d'étudier la radiodiffusion dans ses rapports avec la culture d'un groupe donné de citoyens. Aussi, a-t-il fallu réévaluer maintes fois notre approche lorsque les sources d'information se sont révélées moins riches que souhaitées. Nous sommes ainsi passée d'une analyse très technique et centrée sur la radio elle-même, à une tentative d'évaluation culturelle pour en arriver finalement à une vision plus englobante qui visait à retracer tout aussi bien l'évolution que l'impact du média dans son milieu. Nous écartant alors volontairement d'un cadre d'analyse tributaire des grands courants idéologiques, nous avons préféré une approche moins dogmatique qui permettait de manoeuvrer plus aisément. Compte tenu de ces tâtonnements, et si on ajoute à cela la quasi-disparition des états financiers des premières stations, ainsi que l'impossibilité de consulter ceux de Radio-Nord, force nous est de reconnaître que notre analyse est privée d'une documentation de base essentielle. En concédant que notre étude ouvre plus d'avenues qu'elle n'en ferme, nous gardons la conviction qu'elle constitue un apport valable à l'histoire régionale de la radio québécoise.

Telle que proposée par la radio commerciale, la culture se présente comme un objet de consommation d'où sont absentes les remises en question et les innovations trop brutales. Conçue comme un accessoire publicitaire, la radio doit accepter les règles de ce monde où tout argue en faveur du condensé, de la facilité et surtout, de la rentabilité. Cette radio se doit de connaître les limites au-delà desquelles son public, si fidèle et passif soit-il, ne la suivra plus: elle ne peut dénier à ses auditeurs le droit et la capacité de juger et de sélectionner les émissions qui leur plaisent ou non. Aussi cherche-t-elle à éviter les excès, même en situation de monopole. Toutefois, à partir du moment où une fraction croissante de l'auditoire ne se contente plus de ce qu'on lui présente, ce type de radio est mis en danger. C'est peut-être ce phénomène qui, lié à l'apparition de la télévision, a causé la chute de popularité de la radio au cours des années 1960. Celle-ci n'a retrouvé sa vigueur qu'en se donnant une nouvelle image grâce aux stations en modulation de fréquence destinées à des publics-cibles: adolescents, intellectuels, groupes d'action sociale. Même la télévision, si elle veut aujourd'hui conserver son avance, doit recourir de plus en plus au même type d'approche.

Ces " radios spécialisées " , qui se développent parallèlement à la radio commerciale traditionnelle, sont la preuve tangible du mécontentement d'un certain public plus aguerri et plus averti. Si ces insatisfaits deviennent numériquement importants, ils justifient la création d'une radio qui répond à leurs besoins. C'est en vertu d'un tel processus que Radio-Nord a vu apparaître son premier concurrent à la fin des années 1970. À cette époque, Rouyn prend conscience de son statut de ville ad-

ministrative et universitaire: elle possède l'unique CÉGEP de la région, une constituante de l'Université du Québec vient d'y ouvrir ses portes et les gouvernements fédéral et provincial y regroupent leurs services. Sous la poussée des associations communautaires et d'une jeune élite intellectuelle, consciente de son apport culturel et économique, une station de radio communautaire est alors fondée à Rouyn. Sans être ébranlée, Radio-Nord accuse le coup et obtient à son tour une station MF en 1980. Cette riposte est une manifestation probante du fait que le monopole ne peut résister aux pressions populaires si elles sont suffisamment fortes et organisées (1). Il est aussi intéressant de constater que Radio-Nord a dû se rendre à l'évidence qu'une clientèle existait pour ce genre de radio et que c'est elle qui a réagi aux pressions d'un concurrent pourtant bien faible.

Mais, au début des années 1940, alors que Thomson met en place son monopole radiophonique dans la région, cette fraction divergente de la population était trop restreinte, les besoins trop pressants et le milieu des affaires trop faible pour qu'on songe à multiplier les stations. C'est David Riesman qui dit que " les communications ont créé une attitude tolérante dans tous les domaines, y compris la politique" (2). Cette tolérance va peut-être plus loin que ne le pense Riesman puisqu'elle pourrait se répercuter non seulement sur ce que véhiculent les médias mais

-
1. Une autre radio communautaire a récemment vu le jour à Senneterre, une ville qui s'était toujours sentie délaissée par le réseau privé régional.
 2. David Riesman, La Foule solitaire, Paris, Librairie Arthaud, 1964, p. 262.

sur les médias eux-mêmes. En effet, le public se montre très indulgent quant au fonctionnement de ces médias, comme dans le cas des messages publicitaires, par exemple: il les tolère - même s'ils sont agaçants - parce qu'il a conscience de leur apport financier. Or, cette indulgence souvent accompagnée d'une bonne dose d'apathie collective, est encore plus forte dans les milieux où l'on n'a pas les moyens de s'opposer ou de proposer autre chose.

L'implantation d'une nouvelle station radio, dans une région où existe un monopole, reste toujours très hasardeuse parce qu'il est tout aussi difficile, sinon plus, de changer des habitudes mentales que de surmonter des ennuis financiers. Or, s'il est une tradition bien ancrée dans les régions éloignées, c'est bien celle de mal accepter les inconvénients inhérents à cette situation. En Abitibi, on avait supporté tant bien que mal le manque de commodités parce qu'on se disait que, " ma foi, on était en pays de colonisation" . Et puis il y avait la crise qui privait un peu tout le monde, quelquefois même du nécessaire. La guerre avait perpétué cette pénurie de biens en même temps qu'elle ouvrait de nouveaux horizons. Lorsqu'elle prend fin, et que s'atténue la vague de colonisation, on juge que les excuses ne tiennent plus et les revendications portant sur une amélioration des moyens de transport et des services publics s'accroissent. La radio n'est qu'une manifestation, parmi bien d'autres, de ce désir des Abitibiens d'être reliés au monde extérieur et de bénéficier des mêmes avantages consentis aux gens de " par en-bas" . En outre, les grandes villes créent un attrait irrésistible, et tout à fait naturel, sur les petits centres qui les considèrent comme de hauts

lieux de modernisme et de nouveauté. Cela ne veut pas dire que la radio fasse disparaître tous les traits distinctifs régionaux, comme ceux imposés par la géographie ou la composition sociale, mais on ne peut nier qu'elle contribue, par un phénomène d'attraction qui pousse le plus faible vers le plus fort, à imposer des modèles culturels et à opérer une généralisation des habitudes de consommation (3). L'ouverture récente de deux stations MF à Rouyn, dont nous avons fait état plus haut, n'est qu'une répétition de ce comportement imitateur.

*

Quarante ans se sont écoulés entre ces dernières transformations et les débuts hésitants de la radio en Abitibi. Née de querelles entre deux communautés linguistiques, la station CKRN-Rouyn voit le jour en 1939 en adoptant l'attitude conciliatrice du bilinguisme; caractère qu'elle transmet d'ailleurs à la station valdorienne CKVD, inaugurée la même année. Très mal pourvue en ressources financières, cette dernière devient vite la proie d'un jeune homme d'affaires entreprenant, l'Ontarien Roy Thomson. En 1942, la compagnie de celui-ci se retrouve l'unique propriétaire des deux stations abitibiennes en plus d'en ouvrir une autre à Amos. L'année se révèle fertile en changements puisqu'elle marque également le début de l'affiliation des stations locales au réseau français de Radio-Canada.

3. La télévision atteint aujourd'hui le même résultat avec encore plus de difficulté: «c'est en "court-circuitant" les particularismes régionaux, ethniques, professionnels, ceux aussi des classes d'âge, etc., que la TV parvient à réunir devant le petit écran une "masse" d'individus châtrés de leurs différences» (Georges Friedmann, Ces merveilleux instruments; essais sur les communications de masse, Paris, Editions Denoël/Gonthier, 1979, p. 168).

Si la guerre a, d'une certaine façon, facilité le développement de la radio dans une région d'où elle était totalement absente, elle lui a aussi rendu la vie très difficile en la privant du personnel qualifié et d'équipement technique. Dès 1944, Thomson cède ses stations à la Radio-Rouyn Abitibi Limitée, une compagnie appartenant à Hector Authier et Roland Beaudry. Le dynamisme des nouveaux propriétaires n'est pas particulièrement digne de mention. Ils n'apportent aucune amélioration majeure, sauf à CHAD-Amos, et les stations sont menacées de mort lente quand elles sont vendues, en 1948, à la compagnie Northern Radio-Radio-Nord Inc.

Dès lors se manifeste une volonté qui avait manqué aux précédents administrateurs. Le réseau s'étend: la station CKLS-La Sarre, fondée en 1950, est acquise par Radio-Nord deux ans plus tard. Malheureusement, ce nouvel esprit ne se répercute que très faiblement au niveau du personnel et de la programmation; pour cette dernière, on se contente trop souvent d'être à la remorque de Radio-Canada pour obtenir de bonnes émissions. Indirectement, cette affiliation aide à consolider l'emprise de Radio-Nord puisque seule Radio-Canada peut offrir une programmation de choix aux régions éloignées, aucun grand réseau privé n'existant à l'époque (4). Après tout juste dix ans d'existence, les cotes d'écoute radiophonique nous révèlent que Radio-Nord a atteint un objectif important, celui d'éliminer ses concurrents. Cependant, au même moment, l'intérêt des radiophiles s'émousse devant la popularité grandissante de la télévision: mais, c'est

4. Le réseau privé CTV n'est créé qu'en 1961.

là un autre défi que Radio-Nord s'apprête à relever.

*

Il en coûtera plus d'un demi-million de dollars à la Compagnie pour ériger le poste de télévision de Rouyn (5). L'appui qu'elle obtient alors n'est pas des plus unanimes; plusieurs craignent que de larges secteurs de l'Abitibi et du Témiscamingue ne puissent capter CKRN-TV pendant que d'autres n'apprécient guère le caractère bilingue que s'apprête à adopter la station. De son côté, Radio-Nord soutient que l'usage de l'anglais est essentiel si elle veut rejoindre une partie de la population nord-ontarienne et rentabiliser ainsi son entreprise. Le projet d'implantation d'une puissante station de Radio-Canada en Abitibi refait lui aussi surface, à la différence qu'il ne s'agit plus de la radio mais de la télévision; les sceptiques ne croient pas que Radio-Nord puisse desservir adéquatement tout l'Abitibi-Témiscamingue, comme la Compagnie le proclame dans sa publicité de l'époque. Sous certains aspects, les polémiques d'alors nous ramènent vingt-cinq ans en arrière tout en nous rappelant qu'il existe bel et bien un mécontentement vis-à-vis Radio-Nord. Toutefois, la concertation fait défaut chez les opposants et, ce qui est plus grave, ils ne proposent aucune solution de rechange réaliste. Les débuts de la télévision régionale mettent également en évidence, et pour la première fois, les importantes capacités d'expansion de Radio-Nord. Nul doute que les capitaux investis dans CKRN-TV proviennent des profits réalisés par les stations radio; à moins que celles-ci aient servi à garantir l'émis-

5. Selon David-Armand Gourd, il a fallu investir quelque 600 000 \$ à cette fin. Voir La Frontière, 9 août 1956, p. 3.

sion de tels capitaux: dans un cas comme dans l'autre, c'est la preuve de la viabilité et de la rentabilité de Radio-Nord. On découvre aussi que la Compagnie ne veut plus se limiter à l'Abitibi et qu'elle désire se donner une identité plus largement régionale en englobant le Témiscamingue. Pourtant, malgré cette image que veut projeter Radio-Nord, le Témiscamingue restera le parent pauvre du réseau, faute de se voir accorder une bonne "couverture" journalistique et de pouvoir bénéficier d'améliorations techniques. Le déséquilibre entre les deux régions est flagrant quand on constate la faible participation du Témiscamingue à la production d'émissions ou à la diffusion de l'information. Un tel état de chose ne peut que nuire à l'établissement d'une véritable symbiose ou d'une solidarité avec l'Abitibi.

Après l'intense activité qu'a suscitée l'ouverture de CKRN-TV, et pour des raisons qui ne nous apparaissent pas clairement, Radio-Nord marque un temps d'arrêt dans ses investissements d'envergure; en fait, elle entre dans une semi-léthargie qui va durer près de quinze ans. Peut-être est-ce dû à une trop grande impression de sécurité, à moins que ce ne soit dans l'attente de voir s'ouvrir de nouveaux marchés, extérieurs à la région?

Ces réflexions, qui débordent le cadre de notre mémoire, constituent pourtant une suite logique aux diverses constatations que nous avons faites tout au long de cette recherche. Parmi celles-ci, nous croyons avoir établi que les transformations entreprises dans les stations abitibiennes sont conditionnées, d'abord et avant tout, par des intérêts

économiques; la fonction sociale est alors reléguée au second plan, où elle sert de paravent. Quant à la monopolisation des ondes, elle contribue à accroître la puissance économique des promoteurs sans permettre le développement d'une radio originale et dynamique. Cette situation est encore plus grave en région éloignée où les disponibilités de main d'oeuvre et de capitaux sont rares. Nous ne craignons pas de généraliser et d'affirmer que ce genre de radio, fort répandu au Québec et partout en Amérique du Nord, a moins le souci d'éduquer et de former des citoyens que de répondre à des besoins de divertissements et de loisirs faciles et peu compromettants.

Au moment de clore cette recherche, nous osons espérer qu'elle fera, non seulement progresser l'histoire de l'Abitibi, mais qu'elle ajoutera à la problématique des médias et à la compréhension de la culture québécoise.

en
milliers

ANNEXE I

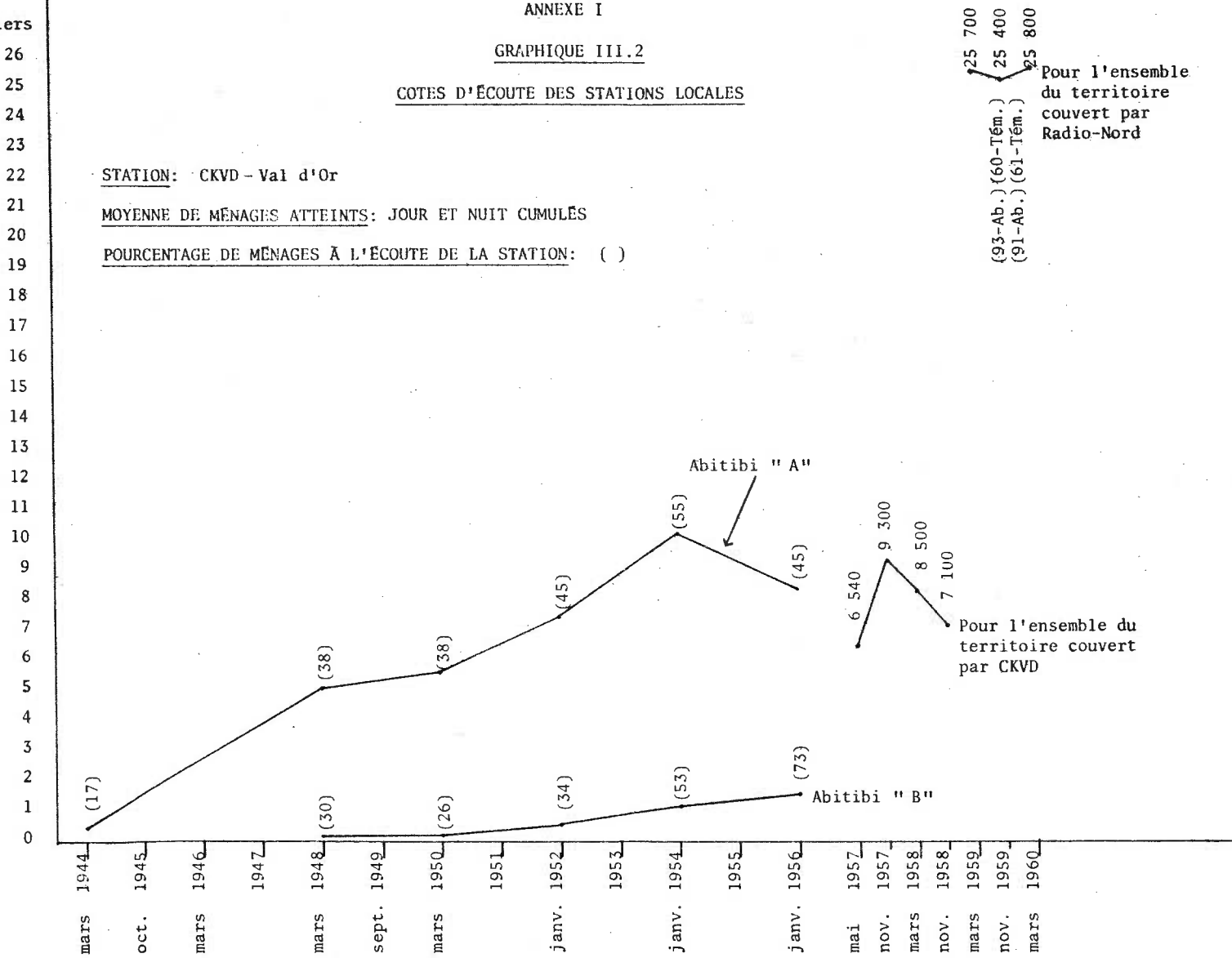
GRAPHIQUE III.2

COTES D'ÉCOUTE DES STATIONS LOCALES

STATION: CKVD - Val d'Or

MOYENNE DE MÉNAGES ATTEINTS: JOUR ET NUIT CUMULÉS

POURCENTAGE DE MÉNAGES À L'ÉCOUTE DE LA STATION: ()

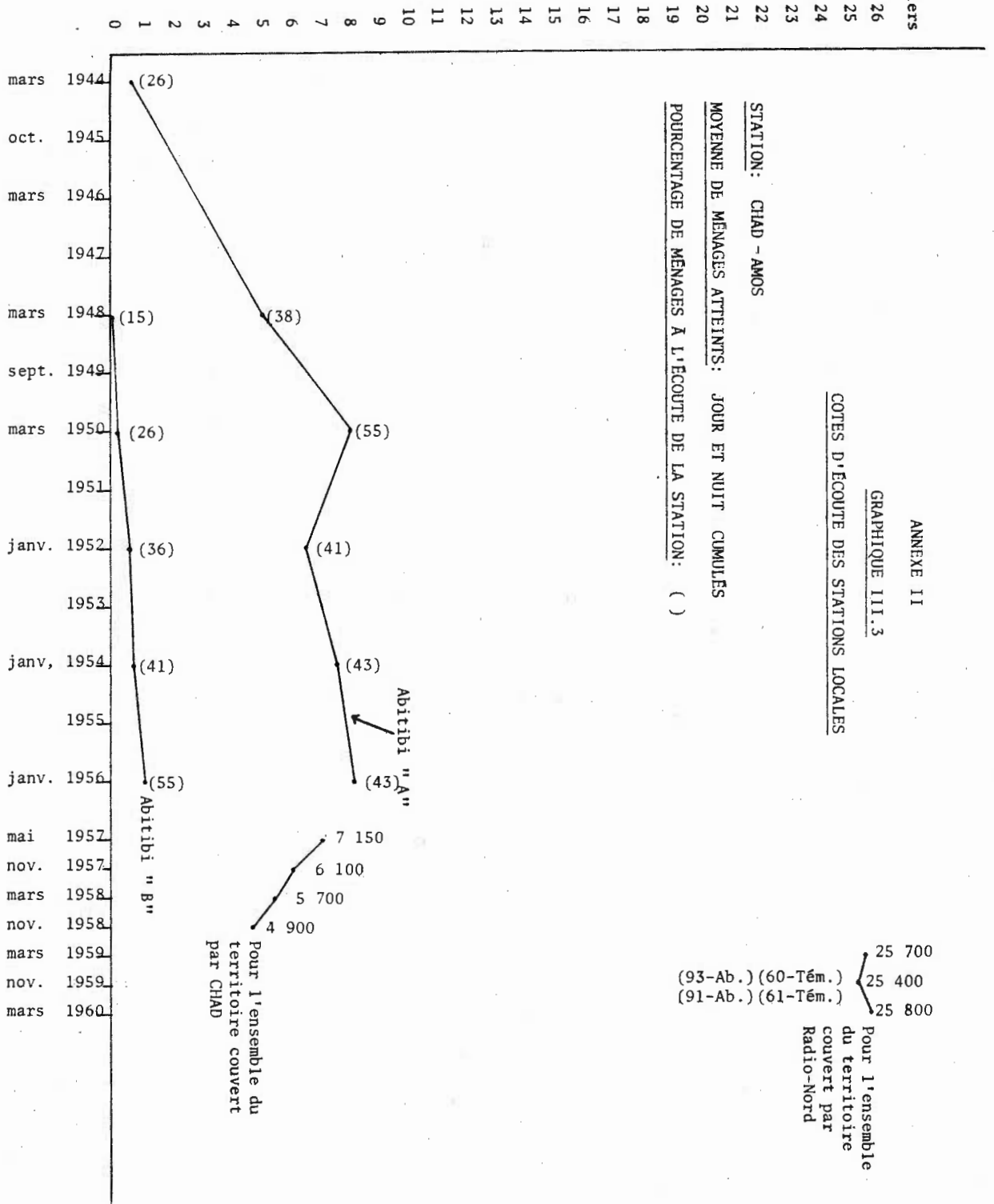


Pour l'ensemble
du territoire
couvert par
Radio-Nord

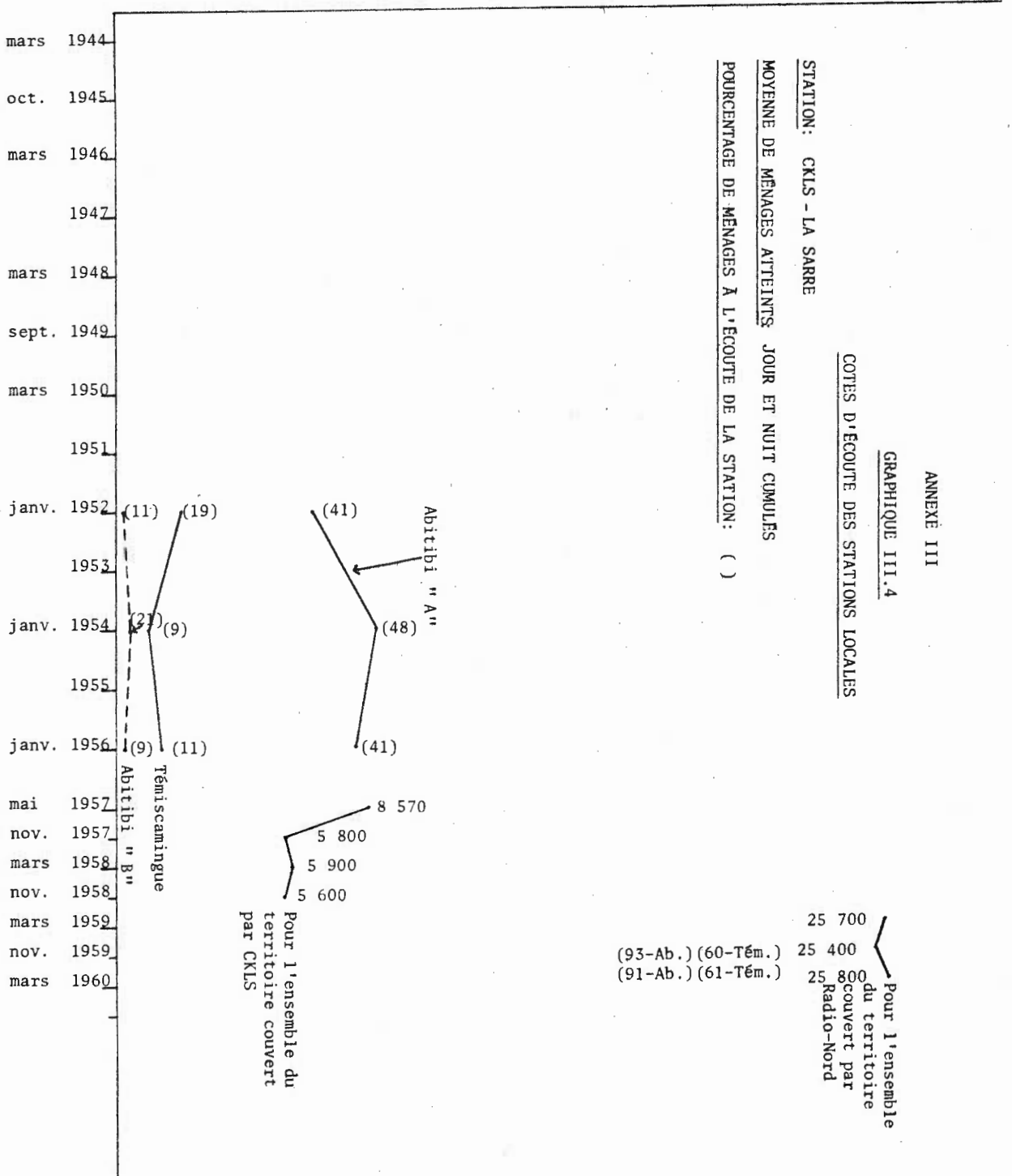
25 700
(93-Ab.) (60-Tém.)
25 400
(91-Ab.) (61-Tém.)
25 800

Pour l'ensemble du
territoire couvert
par CKVD

en milliers



en milliers



en milliers

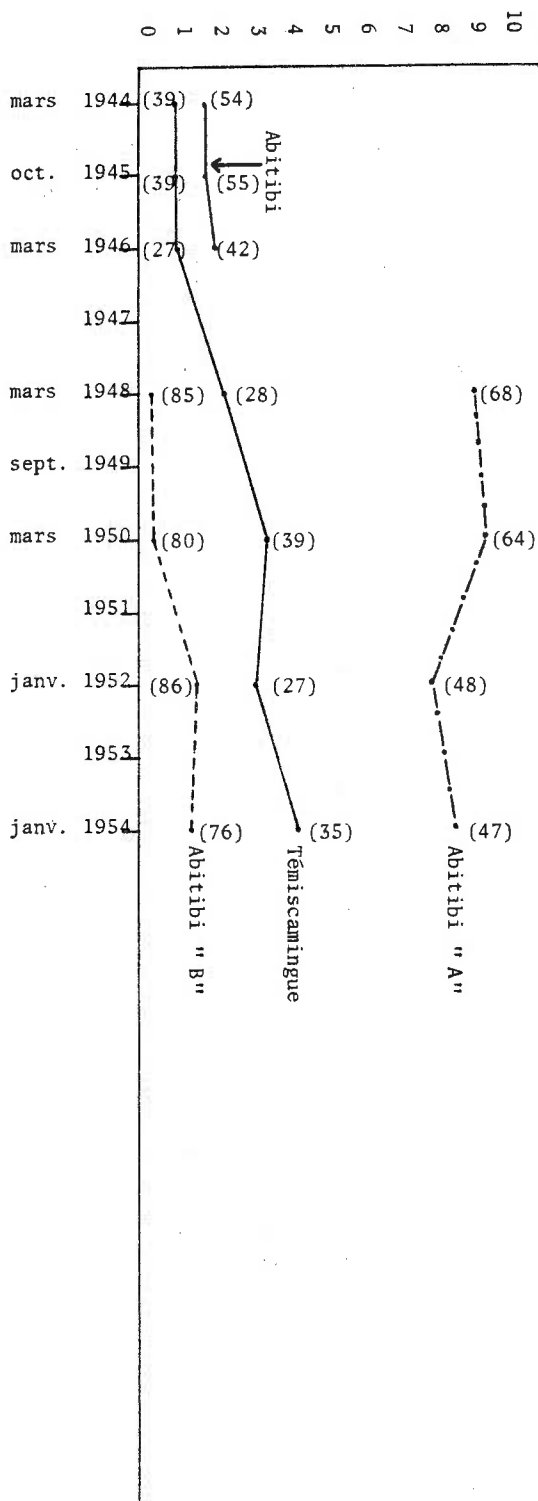
ANNEXE IV
GRAPHIQUE V.2

COTES D'ECOUTE DES STATIONS QUÉBÉCOISES

STATION: CBF - MONTREAL

MOYENNE DE MÉNAGES ATTEINTS: JOUR ET NUIT CUMULES

POURCENTAGE DE MÉNAGES À L'ECOUTE DE LA STATION: ()

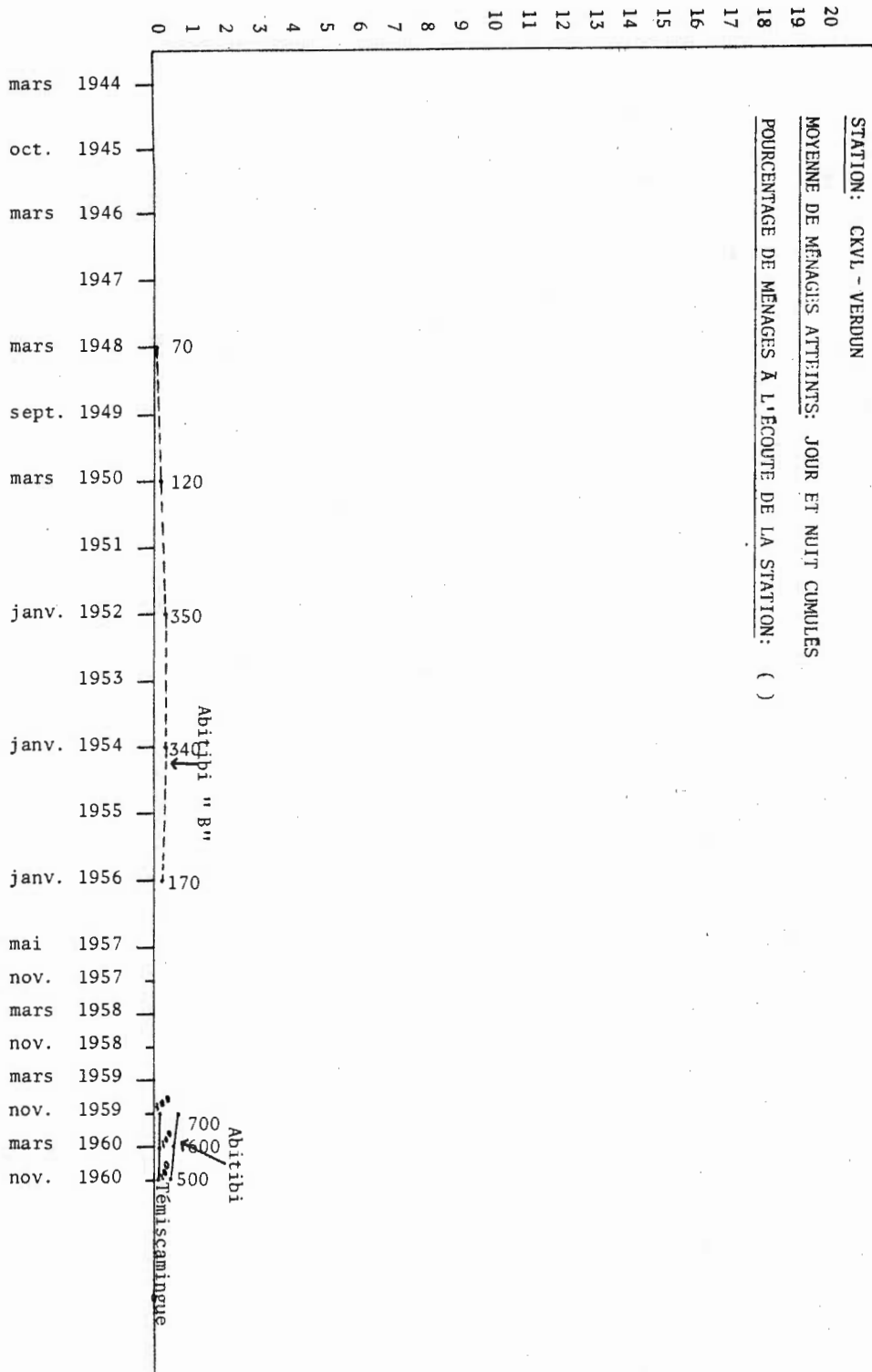


en
milliers

ANNEXE V

GRAPHIQUE V.3

COTES D'ECOUTE DES STATIONS QUEBÉCOISES



en milliers

ANNEXE VI

GRAPHIQUE VII.2

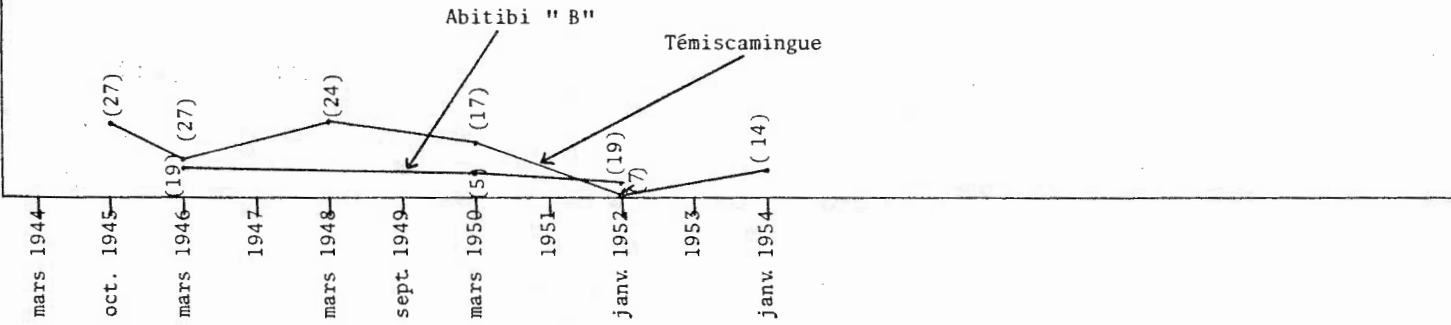
COTES D'ÉCOUTE DES STATIONS ONTARIENNES

STATION: CBL - TORONTO

MOYENNE DE MÉNAGES ATTEINTS: JOUR ET NUIT CUMULÉS

POURCENTAGE DE MÉNAGES À L'ÉCOUTE DE LA STATION: ()

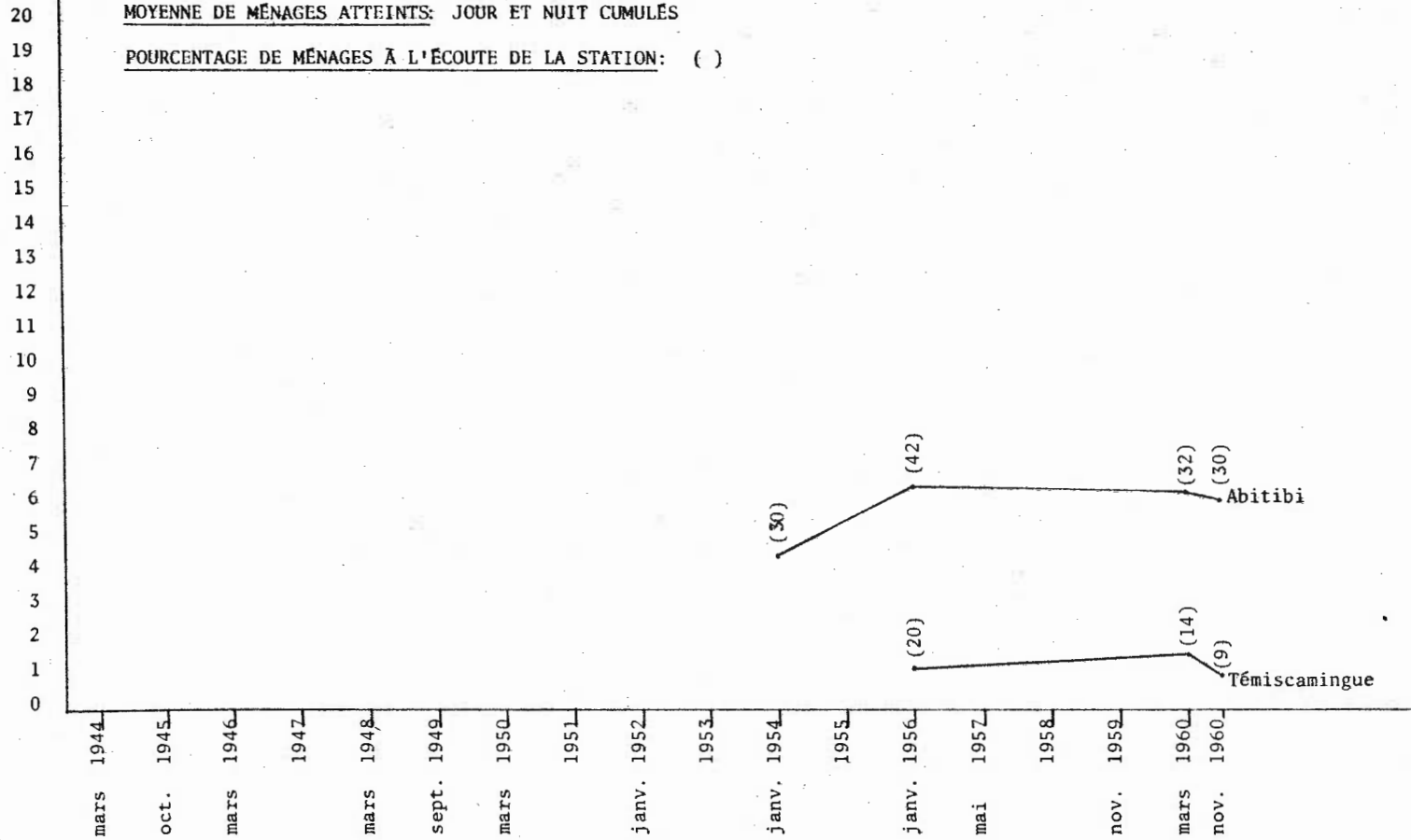
20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1
0



en
milliers

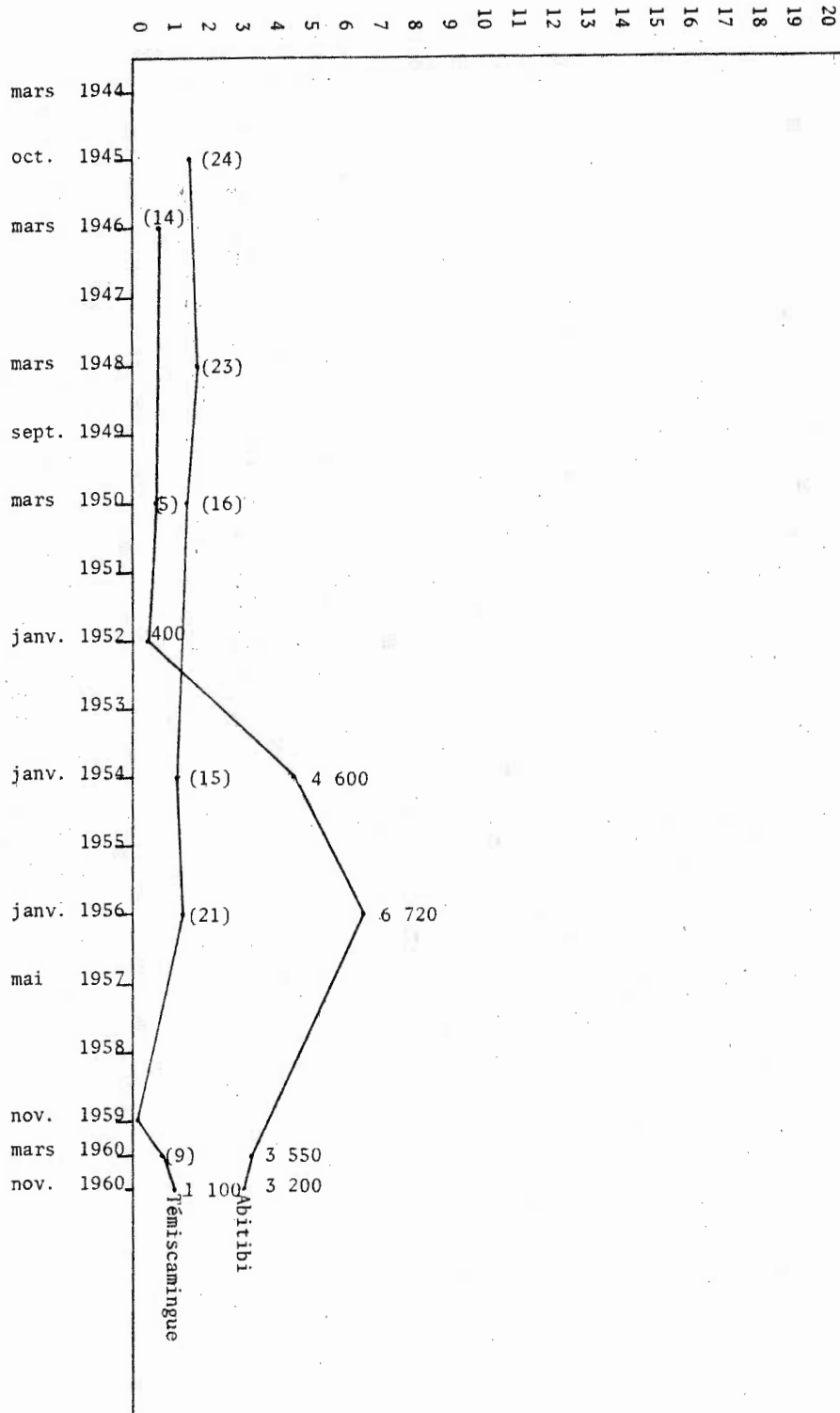
ANNEXE VII

GRAPHIQUE VII.3

COTES D'ÉCOUTE DES STATIONS ONTARIENNESSTATION: CFCL - TIMMINSMOYENNE DE MÉNAGES ATTEINTS: JOUR ET NUIT CUMULÉSPOURCENTAGE DE MÉNAGES À L'ÉCOUTE DE LA STATION: ()

en milliers

ANNEXE VIII
 GRAPHIQUE VIII
 COTES D'ECOUTE - MOYENNE DES STATIONS ONTARIENNES (CFRB-CBE-CFCL)



POURCENTAGE DE MENAGES A L'ECOUTE DES STATIONS: ()

Jemscamingue
 Abitibi

en milliers

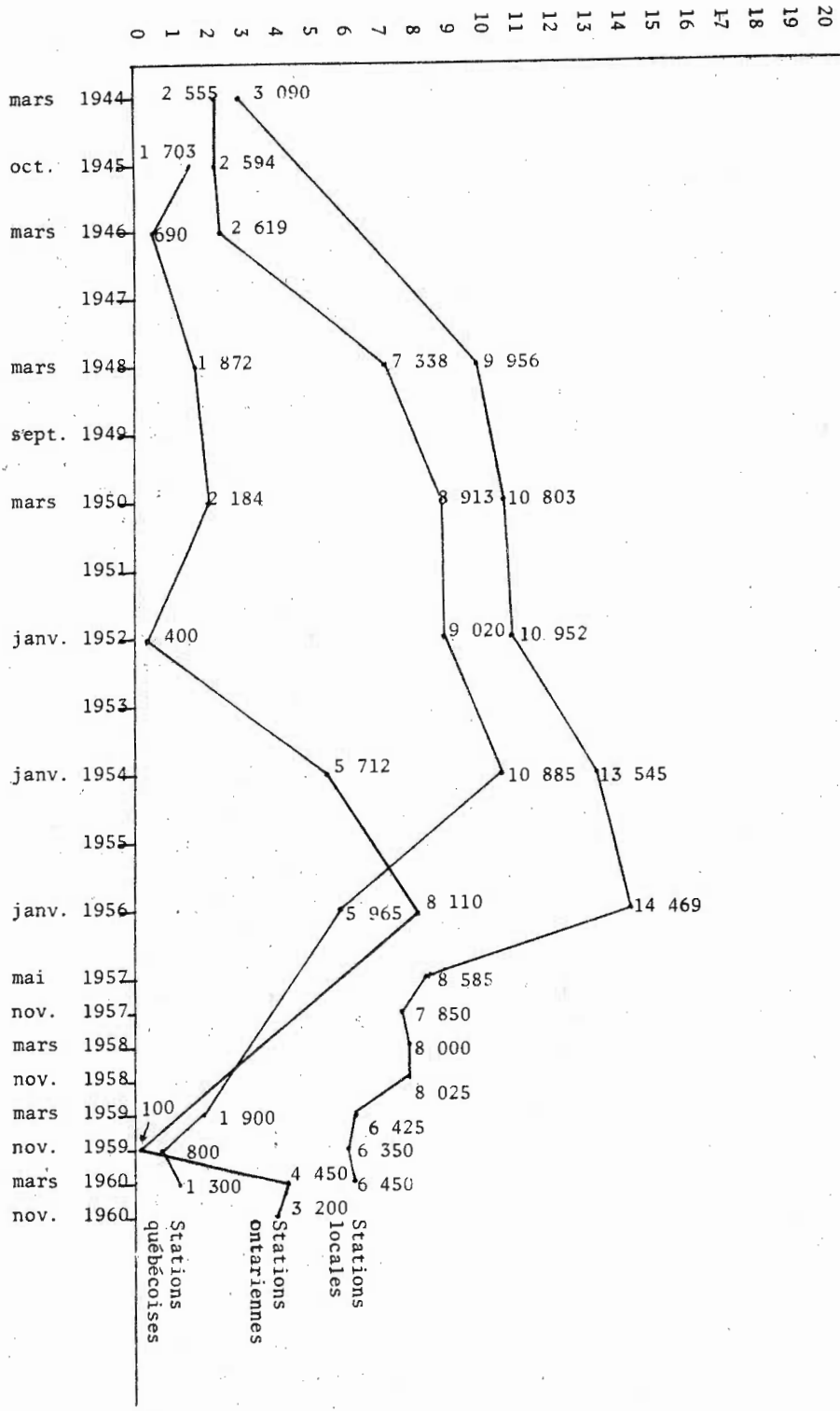


TABLEAU COMPARATIF DES COTES D'ECOUTE POUR L'ABITTIBI-TEMISCAMINGUE

GRAPHIQUE IX

ANNEXE IX

ANNEXE X

Abitibi Station Logs

Supervisor
of Station
Relations

We have just completed examining the Abitibi station logs in the course of compiling our Distribution Report, and speaking quite frankly, Maurice, they are very unsatisfactory on several points. It is difficult to know where to start in listing what improvements can be made, but I shall endeavour to convey a general impression.

Supervisor
of Station
Relations
- Quebec -

1. Scant attention is paid in indicating what shows are from the CBC's network. It would assist us immeasurably if they would indicate which of their programmes are from the network, and further, which are English- and which are French-network programmes.
2. Programmes are listed in anything but a concise and complete way. Certain programmes which I know they carry are omitted entirely, and the subsequent corrections they make are not correct.

Just one example, on CHAD's log for August 13th, "theme" was typewritten in as starting at 8:00 and ending at 8:00. The subsequent correction shows the start from 8:57:40, and finishing at 7:59:40. You will perceive this is impossible.

My understanding was that CKRN and CKVD took exactly the same network programmes. In some cases, CKVD's logs indicate they took network service, at a given time, yet CKRN's logs show a local programme. For example, CKRN's log for August 8th, shows a programme "Les plus Beaux Disques" from 9:30 to 9:59 pm EDT being fed from the network, yet CKVD's log for the same period and date shows this as a local presentation. These are not isolated cases by any means.

3. No descriptions of the programmes are shown. I would suggest you insist they comply with the Regulations on this point, and to assist them, you might let them have a copy of the coded classifications we use. I am attaching a copy herewith.

.....

CKRN PROGRAMME LOGS

Statistician

I was very sorry that we were unable to get together on the occasion of your last visit for a discussion on the Abitibi stations' logs. Therefore, I take this opportunity of setting my observations down on paper for your transmission to the stations.

Supervisor
of Station
Relations
(Québec)

At the outset, I would emphasize, that we are not yet receiving copies of CKVD's and CHAD's logs. As detailed in Mr. Radford's memorandum of January 12th, individual logs must be submitted by each of the three stations despite the fact that they operate as a single entity.

While on this subject, I should like to point out something which will substantiate my previous contention to you that it would be impossible for all three stations to operate simultaneously in every phase at all times. I refer to CKRN's local power failure on February 10th from 7:57 to 8:05 PM EDT and the power failure on February 9th from 2:12:30 to 2:42:25 and from 2:51:04 to 3:19:00 PM EDT. Both of these were characterized on CKRN's logs as local power failures. We have no indication of what CHAD and CKVD were doing while this breakdown also effect on CKRN, or did this breakdown also effect these two stations? I trust that the foregoing illustration will assist in indicating the necessity for individual station logs.

As promised you, I have also made an examination of CKRN's logs, and these are the inadequacies:

1. No brief description of each programme broadcast is show. You will appreciate that it is impossible to adduce the type each programme is, from merely the programme's title. In this connection, I might suggest that you send them a copy of our Programme Classifications. It

Page 2.

would be a simple matter for the station to put in our code number describing each programme. An extra copy of our Classifications is attached should you wish to send one to CKRN.

2. You may recall on October 26th of last year, we asked you to write CKRN with reference to their logs not giving indication that an announcement is made when a mechanical reproduction is used. At the time, it was mentioned that provision had been made for this in their station logs, since the format had a column indicated "Ann. Made". It would be a simple matter for them to merely put "x" in this column in alignment with any transcribed or recorded broadcasts.
3. Regulation 3 (1) (c) states that in the case of a talk or speech, "the name of the speaker and the auspices under which the talk or speech was given shall be entered." I would refer you to the talk given on behalf of the "Red Corss Society" on February 12th from 7:15 to 7:30 PM EDT, and on February 5th from 7:16 to 7:30 PM EDT, and the address given on behalf of "Society St. John Baptiste" on February 7th from 1:30 to 2:00 PM EDT. In neither of these cases is the name of the speaker indicated.
4. Section (c) of the forementioned Regulation also calls for the entry of the duration of each spot or other similar announcement. However, CKRN's logs had not complied with this requirement. As example, I would cite the station's daily "Rise and Shine" participating programme. Spot announcements by various co-sponsors are included on this programme, but the duration of each sponsor's announcement is not indicated. As another example, I refer you to their log entries of February 13th. It shows the "Metropolitan Opera" broadcast running from 2:00 to 5:51 PM EDT. immediately succeeded by five spot announcements on behalf of various sponsors inserted in the nine minutes up to 6:00 PM EDT. It seems thlikely that the five spot announcements could occupy

Page 3.

nine minutes. I feel there must have been some musical fill or for at least a background in the intervening time between the spot announcements, but nothing to this effect is indicated in the logs.

5. We should also like it if the station logs indicated which of the CBC programmes they release is from the French network and what programmes are from the English. This would facilitate our work considerably in the compilation of our distribution reports, since we must stop to check each CBC programme they release against English and French titles. I submit that they could indicate this quite easily by joining the symbol "E" (English) or "F" (French) to the symbol "N" (Network) they are utilizing at the present time.

This would show quite clearly exactly what CBC programmes were released and enable us to give them due credit in our periodic reports for CBC service they broadcast.

Another point that has occurred to me, is the fact that these logs are compiled in advance of broadcast and subsequent corrections are not shown in our copies as they must be on the original station log. It might be a sound idea if you obtain from them the assurance that the copies we receive here, contain all subsequent corrections. My feeling that they are incomplete is further strengthened by the fact that on the dates previously mentioned when they experienced the power failures, no attempt was made to indicate in their logs just what programme substitutes were effected.

T O R O N T O
F E B R U A R Y 26th
1 9 4 3

(Charles Maclin)

ANNEXE XI

Notes summarizing history of network service to Abitibi area

24 juillet 1957.

3. In November, 1941, presumably on application from the Northern Broadcasting Company (R.H. Thompson), the Board indicated that when CKRN, Rouyn and CKVD, Val d'Or, increased their power to 1,000 watts and 250 watts respectively, the CBC would make available to these stations both French and English programs which were to be chosen by the CBC were to occupy up to 75% of the daily operating time of each station. Although there was much discussion and arrangements made to implement this plan, a second suggestion by the R.H. Thompson Company was made to March, 1942, which recommended that CKRN continue to operate at a power of 250 watts, that CKVD increase its power to 250 watts and that a third station CHAD at Amos be opened to service this area which would not be covered even with CKRN at 1,000 watts. Certain aspects of this were approved and the Assistant General Manager advised Mr. Thompson in May, 1942, that the CBC was prepared to make available both French and English programs to Radio Station CKRN, Rouyn and CKVD, Val d'Or; such programs to be chosen at the discretion of the CBC and to occupy up to a maximum of 75% of the daily operating time of each station provided that the Thompson Company established a station at Amos and connected such station with the ones at Rouyn and Val d'Or at their expense. It was understood that the power of each would be 250 watts. The network connections at Val d'Or and Rouyn

would be receiving connections only and would not include transmitting facilities.

Mr. Thompson became concerned over the large volume of CBC network programming that under this agreement he would be forced to carry. Mr. Thompson had agreed to assign up to 75% of the daily operating schedule to CBC but in November 1942 expressed doubt that this percentage of the daily operating schedule could not be efficiently maintained and he suggested that 40% minimum was approved. The Northern Broadcasting Company was to maintain and pay for the line between Val d'Or and Amos. As mentioned above, network receiving connections only were to be ordered and paid for by the CBC and any charges resulting from the reversal of the network to permit transmission from Val d'Or and Rouyn were to be born (sic) by the Northern Broadcasting Company.

Notes summarizing history of network service to Abitibi area

4. In July, 1950, the Board recommended approval to the Northern Radio Limited which had subsequently purchased the Rouyn, Val d'Or, Amos stations for the installation of a station at La Sarre. The Board also agreed that the station could become a supplementary station of the French network with the CBC absorbing the additional \$7,921.69 per annum for this network receiving connection at CKLS.

5. For both locally originated network programs (to the three and four station group) the bulk of which were to originate from CKRN and for French network commercial programs, the stations were sold as a group with a groupe rate.

6. Apparently, without any extra cost to the CBC or with whatever cost there was being paid by Northern Radio, both CKRN and CKVD originate programs to this local network. CHAD, Amos also originates programs over the lines to this station which Northern Radio still maintain and pay for. However it is not possible to originate programs from CKLS, La Sarre, without reversing the CBC network line at a cost of \$4 per occasion up to one hour. Reversals of this line are being made now by Northern Radio and they control these facilities on a daily basis but the CBC is paying for the reversal costs. A breakdown of the use of the complete network facilities is shown below:

WEEK OF JULY 7th - 13th, 1957

<u>Station</u> <u>and Hrs. Op.</u>	<u>Orig. French net.</u>		<u>Orig. to Loc. Net.</u>		<u>Carried from Loc. Net.</u>	
	<u>Com.</u>	<u>Sust.</u>	<u>Com.</u>	<u>Sust.</u>	<u>Com.</u>	<u>Sust.</u>
CKRN	1:15	39:00	8:20	28:10	1:00	1:30
(123:00)		32%				
CKVD	1:15	41:50	1:30	--	6:35	27:01
(117:00)		37%				
CHAD	1:15	47:35	:15	1:12	8:15	19:40
(117:00)		42%				
CKLS	--	47:20	:30	:15	6:55	24:37
(117:00)		40%				

	<u>Local</u>	
	<u>Com.</u>	<u>Sust.</u>
CKRN	8:30	35:15
CKVD	3:37	35:12
CHAD	:55	37:53
CKLS	2:25	34:58

Note: CKLS feeds the program "Edition Speciale" to CKRN five occasions per week for a total of :50 minutes per week, but this figure was not included in the above figure as the "feeding" is apparently done as a closed circuit feed to CKRN.

Source: Société Radio-Canada (Ottawa).

ANNEXE XII

Notes summarizing history of network service to Abitibi area

24 juillet 1957.

It should be noted that if you take the number of originations made to this network by CKLS La Sarre which involves a network reversal the cost at \$4 per occasion on a yearly basis amounts to approximately \$1660.

It should be also noted that only Stations CKLS and CHAD are using French network service to the extent of 40% of their schedule as laid down by the Board and that CKRN is broadcasting only 32% and CKVD 37%. This report is based on a week of July of this year. A report covering the week of January 20 to 26, 1957 shows that CHAD's schedule included 41% network programs, CKVD and CKRN 36% each and CKLS 35%.

POURCENTAGE D'EMISSIONS EN PROVENANCE DE RADIO-CANADA
DANS CHACUNE DES STATIONS DE RADIO-NORD 1950-1957

	<u>NETWORK</u>	<u>HRS. OF OP.</u>	<u>%</u>
<u>1950</u> October 1 - 7, 1950			
CHAD	95:15	117:00	81%
CKVD	81:15	117:00	69%
CKRN	61:40	117:00	53%
<u>1951</u> November 25 - December 1, 1951			
CHAD	61:00	117:00	52%
CKVD	61:15	117:00	52%
CKRN	59:50	117:00	51%
CKLS	52:20	117:00	45%
<u>1952</u> November 16 - 22, 1952			
CHAD	27:56	117:00	24%
CKVD	31:11	117:00	27%
CKRN	30:36	117:00	26%
CKLS	28:41	117:00	25%
<u>1953</u> January 10 - 16, 1954			
CHAD	64:08	117:00	55%
CKVD	56:22	117:00	48%
CKRN	47:30	117:10	41%
CKLS	56:27	117:00	48%
<u>1954</u> January 9 - 15, 1955			
CHAD	75:15	117:00	64%
CKVD	79:55	117:00	68%
CKRN	53:00	118:53	45%
CKLS	73:02	117:00	62%
<u>1955</u> January 15 - 21, 1956			
CHAD	70:00	117:00	60%
CKVD	60:00	117:00	51%
CKRN	50:27	117:00	43%
CKLS	69:52	117:00	60%
<u>1956</u> January 20 - 26, 1957			
CHAD	48:35 (56:59)	117:00	41%
CKVD	42:25 (54:08)	117:00	36%
CKRN	42:55 (47:55)	117:00	36%
CKLS	40:38 (49:04)	117:00	35%
	(Logs) R of P		

ANNEXE XIII

Pop. 17,076

Report on CKRN Rouyn

(Sept. 1957)

Report of Performance submissions received from CKRN for the years 1949, 1950 and 1951 were considered in the "poor" category, while subsequent years were classified in the "average" category.

A comparison of this station's 1955 and 1956 Report of Performance submissions indicates an increase of 4:25 of local live programs released during the week of January 20-26th, 1957. The 1956 Report of Performance revealed that 20:18 or 17% of the weekly hours of operation was devoted to local live programs, of which 1:15 was devoted to local live talent programs. The 1955 submission indicated that 15:53 or 14% of the weekly hours of operation was devoted to local live programs, 1:30 of which utilized local live talent.

A log check for the week of May 19-25th, 1957 revealed that CKRN devoted 22:45 or 18% of their weekly broadcast schedule to local live programs. During this week, CKRN released 1:45 programs involving local live talent and released live programs in all categories except "Community Activities"

	<u>Promise of Performance</u>	<u>Report of Performance Wk. of Jan. 20-26/57</u>	<u>Log chek Wk. of May 19-25/57</u>
Local Live Talent	N	1:15	1:45
Community Activities	O	--	--
	N		
Talks and Discussions	E	:55	2:48
	/		
Religious Broadcasts	S	3:28	3:29
School Broadcasts	U	:15	:30
	B		
Agricultural Broadcasts	M	--	3:09
	I	6:10	3:09
Sports	T		
News	T	6:30	5:24
	E		
Quiz or Contests		:30	:25
	D		
Other programs		1:15	2:06
Total		20:18	22:45

Local Live Talent Breakdown Report of Performance Week of Jan. 20-26/57

<u>Program Title</u>	<u>Program Content</u>	<u>Duration</u>
Soirée de chez nous	(no information available)	1:15

Log Cheek Week of May 19-25/57

Soirée de chez nous	(no information available)	1:15
Variétés	(no information available)	:30
		Total: 1:45

Regulation observance

CKRN has been written on seven occasions in connection with infractions of Regulation 7(2). A survey of the logs for the week of May 19-25, 1957, revealed 16 periods in excess of the terms of Regulation 7(2). The station was advised on July 30, 1957, that unless immediate action were taken to rectify the situation, they would be invited to appear before the Board in public session to give cause why their licence should not be suspended.

Contests

During the week of May 19-25th, 1957, CKRN released a total of 1:25

of contest type programs as compared to a total of 1:50 for the week of January 20-26th, 1957.

Summary

While CKRN released 22:45 of local live broadcasts during the week of May 19-25th, 1957, on the basis of their regulations observance, they would be considered " below average" in operation.

Source: Société Radio-Canada (Ottawa)

ANNEXE XIV

Évolution de la population en Abitibi-Témiscamingue 1911-1961

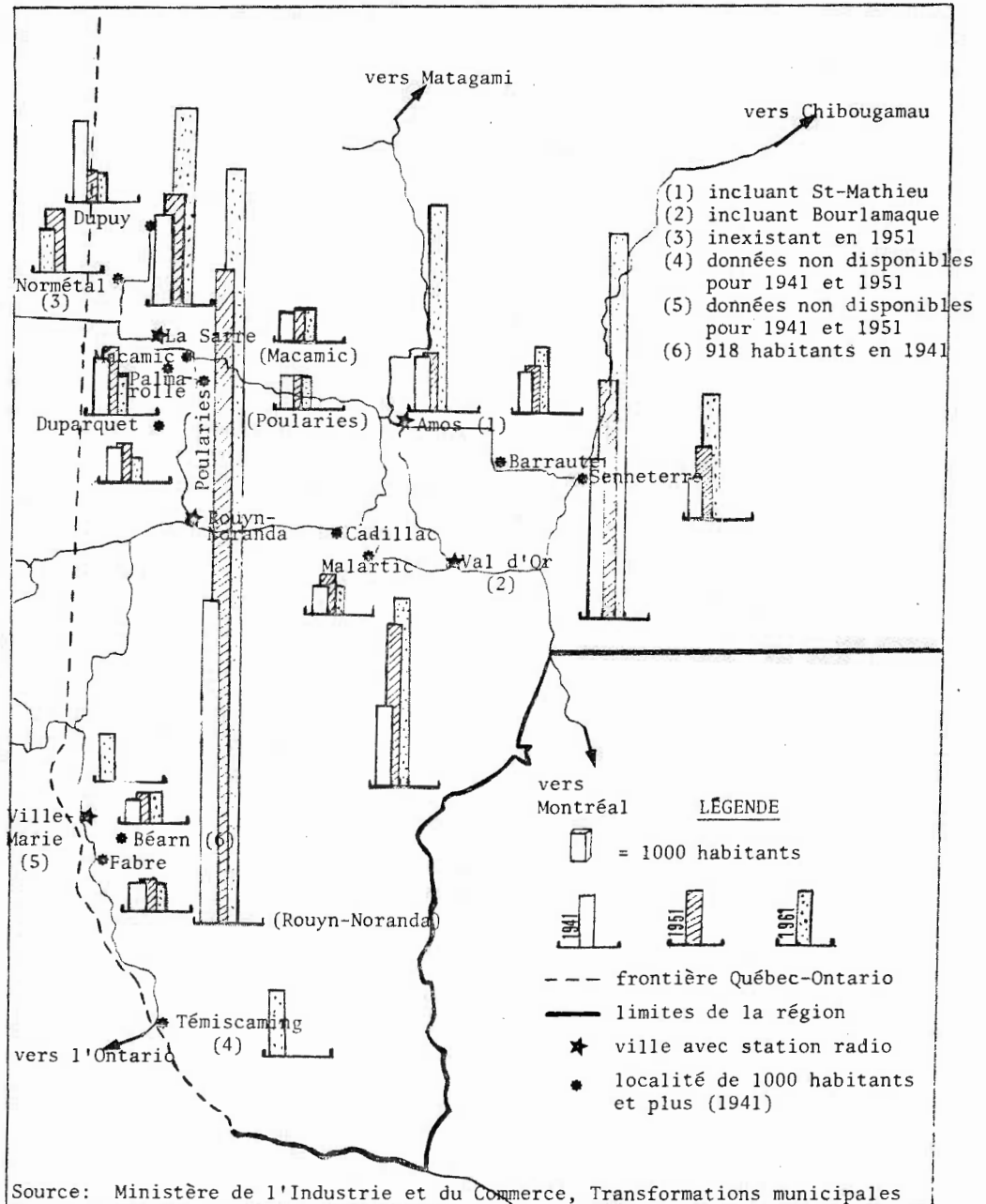
	Abitibi	Témiscamingue (incluant Rouyn-Noranda)
1911	2 063	8 293
1921	14 807	11 764
1931	23 692	20 609
1941	67 689	40 471
1951	86 356	55 102
1956	99 578	57 661
1961	108 313	60 288

Source: Gilles Boileau et Monique Dumont, L'Abitibi-Témiscamingue.

ANNEXE XV

Auditoire potentiel des stations en Abitibi-Témiscamingue

(dans les localités de plus de 1000 habitants)



BIBLIOGRAPHIE

I- INSTRUMENTS DE TRAVAIL

1- Répertoires bibliographiques

CRTC. Bibliographie; études canadiennes sur les mass media, Ottawa, Information Canada, 1974, 100 p.

Durocher, René et Paul-André Linteau. Histoire du Québec. Bibliographie sélective (1867-1970), Trois-Rivières, Éditions du Boréal Express, 190 p.

Lamonde, Yvan. La Radiodiffusion au Canada et au Québec: guide préliminaire de recherche, Montréal, McGill University, Centre d'études canadiennes-françaises, 1976, 8 p.

2- Thèse relative à la radiodiffusion

Rickwood, Roger R. Canadian Broadcasting Police and the Private Broadcasters, thèse de doctorat en philosophie, Université de Toronto, 1976, 815 p.

3- Dictionnaires, annuaires et guides généraux

Annuaire de la publicité et de l'imprimerie 1939, Ottawa, Éditions du Droit, 1939, 194 p.

Annuaire de la publicité et de l'imprimerie 1940, Ottawa, Éditions du Droit, 1940, 210 p.

Encyclopedia Universalis. Paris, Encyclopedia Universalis France, 1968. Articles: "Culture de masse" (vol. V, p. 228-232), "Monopole" (vol. II, p. 277-281), "Sociologie de la culture" (vol. V, p. 225-228).

Office de la langue française, Vocabulaire de la radio et de la télévision, Québec, Éditeur officiel du Québec, Cahiers de l'Office de la langue française, no 6, 1977, 30 p.

II- SOURCES MANUSCRITES

1- Archives de la Société Radio-Canada (Ottawa)

Les quelques documents (une quinzaine) auxquels nous avons eu accès étaient surtout constitués de lettres. Toutefois, nous énumérons ci-dessous quatre pièces qui nous furent particulièrement utiles.

Anonyme. Notes summarizing history of network service to Abitibi area, Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation, 24 juillet 1957.

———. Report on CKRN, Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation,

———. [Network. Hrs of op. %]. Document non titré et non daté qui donne le total des heures de programmation de chacune des quatre stations de l'Abitibi ainsi que le pourcentage d'heures et de programmation en provenance du réseau de Radio-Canada et ce, de septembre 1950 à janvier 1957.

Maclin, Charles. Abitibi Station Logs (Rapport présenté au "Supervisor of Station Relations-Quebec"), Toronto, 26 février 1943, 4 f.

2- Archives du Bureau of Broadcast Measurement (Archives publiques du Canada)

Il s'agit essentiellement des Rapports dressés par le BBM à la suite de chaque série de sondages. Les Rapports paraissent à tous les deux ans de 1944 à 1956 puis, ils deviennent bi-annuels à partir du printemps de 1957. Nous rappelons qu'on ne peut consulter ces archives (microfilmées) sans avoir obtenu une autorisation préalable du BBM qui garde toujours confidentiels les sondages des vingt dernières années.

BBM. Area Audience Report. Radio, March 1, 1944; October 1945; Study No. 2, March 1946 to No. 7, January 1956. Radio Station Report: Spring 1957 to Spring 1959. Radio Area Report: Fall 1959 to Fall 1960. Voir aussi CBC Networks Coverage, based on Survey by Bureau of Broadcast Measurement, January 1st, 1946, September 1st, 1949, 1949 and June 24, 1953.

3. Archives du ministère des Communications (Ottawa)

Department of Transport (Canada). Radio Rouyn-Abitibi Limitée- Rouyn, Que. CKRN (Dossier 6206-157, vol. I), June 8th, 1937- Aug. 15th, 1942.

———. Radio Rouyn-Abitibi Limitée- Rouyn, Que. CKRN (Dossier 6206-157, vol. II), Aug. 6, 1942- March 5, 1948.

———. Northern Radio-Radio Nord Inc.- Rouyn, Que. CKRN (Dossier 6206-157, vol. III), March 1948- August 12, 1952.

———. Northern Radio-Radio Nord Inc.- Rouyn, Que. CKRN (Dossier 6206-157, vol. IV), Aug. 13, 1952- March 21, 1956.

———. Northern Radio-Radio Nord Inc.- Rouyn, Que. CKRN (Dossier 6206-157, vol. V), March 22, 1956- Dec. 10, 1957.

———. Northern Radio-Radio Nord Inc.- Rouyn, Que. CKRN (Dossier 6206-157, vol. VI), Dec. 11, 1957- Oct. 17, 1961.

———. Radio Rouyn-Abitibi Limited- Val d'Or, Que. CKVD (Remy G. Taschereau) (Dossier 6206-178, vol. I), Feb. 1936-Nov. 20, 1945.

- _____. Northern Radio-Radio Nord Inc. - Val d'Or, Que. CKVD (Dossier 6206-178, vol. II), Nov. 1945 - Feb. 21, 1951.
- _____. Northern Radio-Radio Nord Inc. - Val d'Or, Que. CKVD (Dossier 6206-178, vol. III), Fev. 22, 1951 - Oct. 15, 1954.
- _____. Northern Radio-Radio Nord Inc. - Val d'Or, Que. CKVD (Dossier 6206-178, vol. IV), Oct. 16, 1954 - Dec. 20, 1962.
- _____. Radio Rouyn-Abitibi Limitée - Amos, Que. CHAD (Northern Broadcasting and Publishing Ltd.) (Dossier 6206-156, vol. I), May 1942 - March 5, 1948.
- _____. Northern Radio-Radio Nord Inc. - Amos, Que. CHAD (Dossier 6206-156, vol. II), March 6, 1948 - June 9, 1954 (1).
- _____. Radio La Sarre Inc. - La Sarre, Que. CKLS (Dossier 6206-287, vol. I), June 1949 - Feb. 12, 1951.
- _____. Radio La Sarre Inc. - La Sarre, Que. CKLS (Dossier 6206-287, vol II), Feb. 13, 1951 - March 2, 1956.
- _____. Radio La Sarre Inc. - La Sarre, Que. CKLS (Dossier 6206-287, vol. III), March 3, 1956 - July 23, 1964.
- 4- Archives nationales du Québec (Noranda)
 Berthiaume, Nicole. La Noce d'or. CKRN, juin 1976; enregistrement durée de 17 min. 36 sec.
 Lettre de D.-A. Gourd à Andrew Stewart, président du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, 21 août 1961, 2f. (Coll. générale, Chemise 178).
- 5- Correspondance de l'auteur avec la Société Radio-Canada (Ottawa)
 Lettre de Ian Ritchie, directeur du Service des relations avec les stations à l'auteur, 27 mars 1980.
 Lettre de G.H. Villeneuve, adjoint au directeur du Service des relations avec les stations à l'auteur, 25 août 1980.

III- SOURCES IMPRIMÉES

- 1- Audiences publiques de la Société Radio-Canada et mémoires présentés lors de ces audiences
Board of Governors, Official report of proceedings on hearing of oral representations with respect to broadcast applications, Amos, Que.;

1. Le dossier couvrant la fin de la période étudiée (juillet 1954 à janvier 1966) de Radio CHAD a été égaré.

Transfer of shares in Radio-Rouyn-Abitibi and transfer of control of Radio-Rouyn-Abitibi Ltee to Northern Radio-Radio Nord Inc., vol. IV, Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation, March 19, 1948, p. 26-31.

———. Official report of proceedings on hearing of oral representations with respect to radio licenses, etc., La Sarre, P.Q.: Application for approval of transfer of control CKLS-Mr. D.A. Gourde, Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation, November 7, 1952, p. 146-148.

———. Public Session, Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation, June 22, 1956, 56 p. Contient la demande de Radio-Nord pour obtenir une station de télévision bilingue à Rouyn ainsi que les mémoires de groupes ou de personnes de la région favorables ou opposés à ce projet.

Chambre de commerce de Val d'Or. Mémoire de la Chambre de Commerce de Val d'Or au Bureau des Gouverneurs de Radio-Canada et concernant l'application de Radio-Nord Inc. pour l'obtention d'une licence en vue de l'établissement d'une nouvelle station de télévision à Rouyn, P.Q. (À présenter lors de l'audition du Bureau des Gouverneurs de Radio-Canada le 22 juin 1956), Val d'Or, 4 juin 1956, 3 p.

Comité régional de la télévision du Nord-ouest québécois. Mémoire du comité régional de la télévision du Nord-Ouest québécois au Bureau des gouverneurs de Radio-Canada concernant l'application de Radio-Nord Inc. pour l'obtention d'une licence en vue de l'établissement d'une nouvelle station de télévision à Rouyn, P.Q., Val d'Or, juin 1956, 6 p.

2- Journaux dépouillés

La Frontière (Rouyn); avril 1938 - décembre 1957.

La Gazette du Nord (Amos); juin 1943 - septembre 1950.

L'Écho abitibien; octobre 1950 - novembre 1960.

L'Écho d'Amos; janvier 1956 - octobre 1959.

Rouyn-Noranda Press; février 1937 - juin 1944.

3- Rapports de la Société Radio-Canada

Ces Rapports sont surtout utiles pour comprendre le fonctionnement de la Société, l'état de ses finances ou les améliorations apportées au service national de radiodiffusion. Les renseignements portant sur une ou des stations affiliées en particulier y sont plutôt rares. Nous avons consulté chaque Rapport annuel des débuts de la Société jusqu'en 1944, puis ceux de 1946-1947, 1947-1948, 1949-1950 et, enfin celui de 1959-1960.

Pour la période du 2 novembre 1936 au 31 mars 1937: Ottawa, J.-O. Patenaude Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1938, 15 p.; pour l'exercice terminé au 31 mars 1939: Ottawa, J.-O. Patenaude Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1940, 16 p.; pour l'exercice financier terminé au 31 mars 1942: Ottawa, Edmond Cloutier Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1943, 26 p.; pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1943: Ottawa, Edmond Cloutier Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1944, 31 p.; pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1944: Ottawa, Edmond Cloutier Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1944, 37 p.; pour l'année financière terminée au 31 mars 1947: Ottawa, Imprimeur du Roi et Contrôleur de la Papeterie, 1948, 48 p.; pour l'exercice financier clos le 31 mars 1948: Ottawa, Edmond Cloutier Imprimeur du Roi et Contrôleur de la Papeterie, 1948, 56 p.; pour l'exercice finissant le 31 mars 1950: Ottawa (s.l.n.d.), 64 p.; pour l'année financière terminée le 31 mars 1960, Ottawa (s.l.n.d.), 26 p.

4- Rapports des Commissions d'enquête gouvernementales

Rapport de la Commission royale de la radiodiffusion (Canada), Ottawa, Imprimeur du Roi, 1929, 30 p. (Commission Aird).

Rapport de la Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision (Canada), Ottawa, Imprimeur de la Reine, 15 mars 1957, 553 p. (Commission Fowler).

Rapport du Comité de la radiodiffusion (Canada), Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, 454 p. (Comité Fowler).

5- Rapports annuels du ministère des Transports (Ottawa)

L'intérêt de ces Rapports réside surtout dans le fait qu'ils nous donnent un aperçu général, non seulement de la réglementation canadienne, mais aussi internationale en rapportant les différentes conférences ou accords intervenus entre les Etats. On peut, bien sûr, y retrouver aussi toute une série de renseignements inhérents à ce type de rapport. Nous avons plus particulièrement consulté le Rapport annuel des années 1938, 1939, 1940, 1941, 1948 et 1953.

Pour l'année financière allant du 1er avril 1937 au 31 mars 1938: Ottawa, J.-O. Patenaude Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1939, 145 p.; pour l'année financière allant du 1er avril 1938 au 31 mars 1939: Ottawa, J.-O. Patenaude Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1940, 143 p.; pour l'année financière allant du 1er avril 1939 au 31 mars 1940: Ottawa, Edmond Cloutier Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1941, 138 p.; pour l'année financière allant du 1er avril 1940 au 31 mars 1941: Ottawa, Edmond Cloutier Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1942, 136 p.; pour l'année financière allant du 1er avril 1947 au 31 mars 1948: Ottawa, Edmond Cloutier Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1949, 214 p.; pour l'année financière allant

du 1er avril 1952 au 31 mars 1953: Ottawa, Edmond Cloutier Imprimeur de la Reine (s.d.), 203 p.

6- Recensements du Canada

Bureau fédéral de la statistique (Canada). Recensement du Canada 1951, vol. III- Logements et familles, Tableau 41, Ottawa, p. 41-3 et suiv.

———. Recensement du Canada 1961, vol. 2, 2e partie: Caractéristiques de l'habitation, 2.2-5: Éléments de confort, Ottawa, p. 57-1 et suiv.

7- Avis publics du Bureau des gouverneurs de la Société Radio-Canada (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes)

Ils étaient conçus sous le nom de "Public announcement".

Board of Governors. Public announcement, Ottawa, C.B.C., No. 18: June 30, 1948, p. 2 (4 p.); No. 12: March 22nd, 1948, p. 3 (8 p.); No. 32: December 7, 1949, p. 1 (4 p.); No. 49: June 12, 1951, p. 2 (2 p.); No. 50: June 25, 1951, p. 4 (4 p.); No. 63: September 11, 1952, p. 5 (5 p.); No. 64: October 6, 1952, p. 1 (2 p.); No. 65: November 10, 1952, p. 1 (4 p.); No. 99: March 29, 1956, p. 3 (6 p.); No. 101: June 25, 1956, p. 3 et 6 (6 p.); No. 105: January 5, 1957, p. 2 et 3 (7 p.).

IV- ÉTUDES

1- Études générales sur la radio

Barroux, Maxime. Les Émetteurs de radiodiffusion et de télévision, Paris, P.U.F. (Coll. "Que sais-je?", no 214), 1967, 128 p.

Brenot, Paul. À la conquête des ondes: la T.S.F., Paris, Librairie Plon, 1929, 148 p.

Codding, George A. Broadcasting Without Barriers, Paris, U.N.E.S.C.O., 1959, 167 p.

Head, Wydney W. Broadcasting in America. A Survey of Television and Radio, Boston, Houghton Mifflin Co., 1976 (3e éd.), 629 p.

Huth, Arno. La Radiodiffusion puissance mondiale, New York, Arno Press Co., 1972, 514 p. (première édition parue en 1937 chez Gallimard).

Laffay, Jean. Les Télécommunications, Paris, P.U.F. (Coll. "Que sais-je?", no 335), 1968 (3e éd.), 128 p.

Matras, Jean-Jacques. Radiodiffusion et télévision, Paris, P.U.F. (Coll. "Que sais-je?", no 760), 1958, 128 p.

Mevel, Jean. Les Ondes électromagnétiques, Paris, P.U.F. (Coll. "Que sais-je?", no 99), 1977 (3e éd.), 128 p.

- Miquel, Pierre. Histoire de la radio et de la télévision (s.l.), Éditions Richelieu, 1972, 413 p.
- Paquet, Jean-N. La Radio et ses inventeurs, Sherbrooke, Éditions Naaman, 1980, 128 p.
- Pradalié, Roger, L'Art radiophonique, Paris, P.U.F. (Coll. "Que sais-je?", no 504), 1951, 128 p.
- Sudre, René. Le Huitième art. Mission de la radio, Paris, Éditions Julliard, 1945, 210 p.

2. Études sur l'histoire de la radio au Canada et au Québec

- Allard, T.J. Straight up: Private Broadcasting in Canada 1918-1958, Ottawa, Canadian Communications Foundation, 1979, 280 p.
- Association canadienne des radiodiffuseurs. Broadcasting Stations in Canada 1922-1971 (s.l.n.d.), 79 p.
- Canadian Broadcasting Corporation. A Brief History of the Canadian Broadcasting Corporation, Ottawa, Public Relations, juillet 1976, 40 p.
- Cooper, Harriet. Regulation and Control in Canadian Mass Medias, Montréal, McGill University (s.d.), 54 p.
- Côté, Jean. La Communication au Québec, Repentigny, Éditions Points de mire, 1974, 361 p.
- Delagrave, Jean-Paul. Histoire de l'information au Québec, Montréal, Éditions La Presse (Coll. "Jadis et naguère"), 1980, 245 p.
- Ellis, David. La Radiodiffusion canadienne. Objectifs et réalités 1928-1968, Ottawa, ministère des Communications, 1979, 94 p.
- Hallman, E.S. Broadcasting in Canada, Don Mills, General Publishing Co. Ltd, 1977, 90 p.
- Malloch, Kati. Broadcasting in Canada, Montréal, McGill University (s.d.), 54 p.
- Méar, Annie et al. Recherches québécoises sur la télévision, Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, 210 p.
- Nicol, John et al. Canada's Farm Radio Forum, Paris, U.N.E.S.C.O., 1954, 235 p.
- Pagé, Pierre et Renée Legris. Répertoire des oeuvres de la littérature radiophonique québécoise, 1930-1970, Montréal, Éditions Fides, 1975, 826 p.
- Peers, Frank W. The Politics of Canadian Broadcasting 1920-1951, Toronto, University of Toronto Press, 1973 (2e éd.), 466 p.
- Proulx, Gilles. L'Aventure de la radio au Québec, Montréal, Éditions La Presse, 1979, 144 p.
- Shea, Albert. Broadcasting: the Canadian Way, Montréal, Harvest House, 1963, 130 p.
- Singer, Benjamin D. Communications in Canada Society (s.l.), The Copp Clark Publishing Company, 1972, 351 p.

Spry, Graham. The Canadian Broadcasting Corporation 1936-1961, vol. II, no 1, Ottawa, Canadian Institute of Communications, Autumn 1961, 13 p.

Stewart, Sandy. A Pictorial History of Radio in Canada, Toronto, Gage Publishing Limited, 1975, 154 p.

Toogood, Alexander Featherston. Broadcasting in Canada. Aspects of Regulation and Control, Ottawa, Association canadienne des radio-diffuseurs, 1969, 328 p.

Weir, Austin E. The Struggle for National Broadcasting in Canada, Toronto, Mc Clelland and Stewart, 1965, 477 p.

3- Études sur le phénomène des communications

Barthes, Roland et al. La Communication audiovisuelle, Sherbrooke, Éditions Paulines (Coll. "Le Point"), 1969, 319 p.

Baudrillard, Jean. Pour une critique de l'économie politique du signe, Paris, Éditions Gallimard (Coll. "Tell"), 1972, 274 p.

Cazeneuve, Jean. Sociologie de la radio-télévision, Paris, P.U.F. (Coll. "Que sais-je?", no 1 026), 1965, 128 p.

Friedman, Georges. Ces merveilleux instruments; essais sur les communications de masse, Paris, Éditions Denoël/Gonthier, 1979, 312 p.

Gilson, Étienne. La Société de masse et sa culture (s.l.), Librairie philosophique J. Vrin, 1967, 150 p.

Legendre, Paul. La Radio puissance sociale, Québec, Institut littéraire de Québec, 1951, 235 p.

Mc Luhan, Marshall. Pour comprendre les média, Montréal, Éditions H.M.H. (Coll. "Constantes"), 1968, 392 p.

Moles, Abraham A. Sociodynamique de la culture, Paris et La Haye, Éditions Mouton et Cie, 1971 (2e éd.), 342 p.

Riesman, David. La Foule solitaire, Paris, Librairie Arthaud (Coll. "Notre Temps"), 1964, 383 p.

4- Études sur la phénomène économique des communications

Drummond, Ian M. The CBC Private Broadcasting and the Economic Logic of Broadcasting (s.l.), Collier-Mc Millan Canada Ltd, 1972, 9 p.

Firestone, O.J. Broadcast Advertising in Canada; Past and Future Growth, Ottawa, University of Toronto Press, 1966, 358 p.

———. The Economic Implications of Advertising, Toronto and London, Methuen, 1967, 210 p.

Piatier, A. et al. Les Normes modernes de la concurrence, Paris, Éditions Gauthier-Villars, 1964, 344 p.

Rutter, G.E. Canadian Broadcaster and Telescreen-Canadian Retail Sales Index 1953-1954 Edition, Toronto, 1954, 44 p.

White, Larry. How to Make Advertising Work for your Small Business, Toronto, Financial Post/Mc Millan, 1980, 236 p.

5. Études sur l'Abitibi-Témiscamingue

Asselin, Maurice. Le Rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario, dans De l'Abbitibbi-Témiskaming-5, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, no 5, 1979, p. 175-229.

Berthiaume, Nicole. Rouyn-Noranda. Le développement d'une agglomération minière au coeur de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, 1981, 170 p.

Boileau, Gilles et Monique Dumont. L'Abitibi-Témiscamingue, Québec, Éditeur officiel du Québec (Coll. "Études et dossiers"), 1979, 240 p.

Charron, Marc. Présentation sommaire d'un colonisateur de l'Abitibi: Hector Authier, dans De l'Abbitibbi-Témiskaming-4, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, 1977, p. 26-44.

Duguay, Joseph. Nos Figures dominantes de l'ouest québécois, Montréal, Les Ateliers de l'Imprimerie La Gazette, 1964, 288 p.

Gourd, Benoît-Beaudry. Les Journaux de l'Abitibi-Témiscamingue 1920-1950. Portrait historique, dans De l'Abbitibbi-Témiskaming-5, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, no 5, 1979, p. 21-76.

———. Les Travailleurs miniers et l'implantation du syndicalisme dans les mines de l'Abitibi-Témiscamingue 1925-1950, dans De l'Abbitibbi-Témiskaming-4, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, no 4, 1977, p. 45-111.

Office de planification et de développement du Québec, Le profil de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1976, 140 p.

Paquin, Normand. Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, Cahiers du Département d'histoire et de géographie, 1981 (2e éd.), 174 p.

Trudelle, Pierre. L'Abitibi d'autrefois, d'hier et d'aujourd'hui, Amos, Chez l'Auteur, 1937, 400 p.

V- ARTICLES DE REVUES

Bourdieu, Pierre. "Le Marché des biens symboliques", dans L'année sociologique, 3e série, vol. XXII, 1971, p. 49-126.

Gourd, David-Armand. "Enquête auprès des diffuseurs: Radio-Nord, Inc. - Rouyn", dans Cité libre, no 15 (août 1956), p. 33-43.

Lavoie, Elzéar. " L'évolution de la radio au Canada français avant 1940 " , dans Recherches sociographiques, vol. XII, no 1 (janvier-avril 1971), p. 17-49.

Prang, Margaret. " The Origins of Public Broadcasting in Canada " , dans Canadian Historical Review, vol. XLVI, no 1 (March 1965), p. 1-31.

VI- TRAVAUX DIVERS

Bibliothèque du Parlement (Canada). Historique des circonscriptions électorales fédérales 1867-1976, vol. III: Le Québec, Ottawa, Service de consultation et de référence, Bibliothèque du Parlement, 1980.

Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion. Rapport annuel 1958-1959, Ottawa (s.l.n.d.), 8 p.

Gourd, Daniel. Radio Nord et l'information (Rapport présenté à Radio Nord Inc.), Rouyn, mai 1971, 38 p.

Ministère de l'Industrie et du Commerce (Québec). Transformations municipales 1931-1961, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce (s.d.), 387 p.

Newman, Peter C. L'Establishment canadien, Montréal, Éditions de l'Homme, 1981, 538 p.

Rumilly, Robert. Histoire de la province de Québec, Montréal Éditions Fides, vol. XXX-vol. XXXII, 1958-1959.

Special Committee of Radio Broadcasting. Session 1950- House of Commons, Ottawa, King's Printer, 1946, 860 p.

Standing Committee on Radio Broadcasting. Session 1950- House of Commons, Ottawa, King's Printer, 1950, 465 p.